

## LE DEVELOPPEMENT A LA LUMIERE DE LA PROFESSION EN GOUVERNEMENT : UNE ETUDE CRITIQUE DU CAS AMERICAIN

**Mathieu ADJAGBE**

(PhD, Ottawa), Université de Parakou

*Comment expliquer le blocage du développement en Afrique contre sa performance en Amérique? Une observation fine des deux espaces indique un mode ancien de production qui fait du premier une sorte de musée vivant alors que la production capitaliste domine le second. Répudiant tout culturalisme primordialiste et suivant les réalisations de l'Association américaine de science politique, cette étude soutient que le développement est une politique de changement de mode de production en faveur de la société de marché qui s'accomplit lorsque des universitaires ayant une grande compréhension de la politique engagent une guerre de position en préparant les forces sociales de production au gouvernement dans un environnement anarchique. Leurs activités d'éducation et de recherche favorisent un équilibre entre les pratiques de la governing authority et les institutions. Nonobstant la diffusion du nouveau constitutionnalisme, le mythe de l'exceptionnalisme américain et la tendance à réifier la mission de l'Université entretiennent la conscience corporatiste. L'étude trouve que la profession mandate le politologue à promouvoir cette conscience hégémonique qui accompagne le développement.*

**Mots clés :** Développement, gouvernement; béhavioralisme; politique; science politique;

Gain ye first the kingdom of politics and all else will follow, Kwame Nkrumah (Lucian Pye 1990: 12)

éducation; guerre de position, APSA; société civile.

*How should we explain the stalemate of development in Africa with regards to its performance in America? A fine observation of the two settings shows a mode of production that makes Africa as a living museum while capitalist production leads America. Repudiating primordialism and focusing on the achievements of the American Political Science Association, this study argues that development is a policy of changing the mode of production into a marketplace society that is achieved when scholars holding a greater understanding of politics engage into a war of position by preparing social forces of production to govern in an anarchic society. Their education and research activities balance governing authority behavior and institutions. Notwithstanding the New Constitutionalism, the myth of American exceptionalism and the tendency to reify the university mission work to maintain corporatist awareness. The study finds that the profession enables political scientists to create the hegemonic consciousness that produces development.*

Le développement préoccupe les gouvernements dans un monde organisé en capitalismes développés, émergents et sous-développés. Suivant cette configuration, les membres du G7 incarnent le développement en instituant la société de marché. Les ateliers du monde

décollent alors que stagnent les capitalismes défailants. Pourtant, Mobutu Sese Seko, à la tribune des Nations unies, a convaincu que *nous sommes tous en voie de développement*.<sup>1</sup> Dans la course au développement, la *modernisation autoritaire dogmatique* et les programmes d'ajustement structurel ont affaibli les Etats africains.<sup>2</sup> Face à la pauvreté dans une Afrique qui *refuserait le développement*, les *marabouts marchands du développement* lancent le programme Pays Pauvres très Endettés en soutien aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.<sup>3</sup> Ramenant le développement à la satisfaction des besoins fondamentaux des années 1950, les OMD ont cédé aux Objectifs du Développement Durable. Ce qui est maintenant convenu d'appeler la course à l'émergence rend le développement plus confus. Les Africains pourchassent le développement à Tokyo, New York, Bruxelles, Washington, Beijing et Moscou.<sup>4</sup> Comme naguère et contre le principe de la souveraineté, des Etats comptent dans leurs palais des experts en développement répondant de gouvernements européens et des institutions de Bretton Woods. Le cas le plus ordinaire est celui des gouvernements de l'UEMOA qui trouvent en des officiels français leurs experts en développement sous-prétexte que la région

serait *un désert de compétences*, voire un domaine d'*intellectuels tarés*.<sup>5</sup> Des universités, de leur côté, créent des curricula qui attirent les candidats à la *chasse au développement* et à *la guerre contre la pauvreté*. Le développement est simplement devenu une affaire de ventre. La thérapie de choc et les politiques de perfusion aboutissent à la *démocratie commerciale*. La gouvernance est en panne; les pratiques féodales et le *couper-décaler* sont la norme; autrement dit, le comportement politique trahit les institutions. Faute de formatage de la conscience en politique et en gouvernement, la masse qui ressent toujours la pénibilité de la vie dans notre monde d'abondance préfère remplir les lieux de culte. Plutôt que de *cultiver leur jardin*, des Etats se transforment en entrepôts.<sup>6</sup> Le Bénin est un cas d'école. Ses rizeries et huileries sont en Asie, ses fermes au Brésil, ses artisans et ouvriers sont en Europe ou en Chine; ses supermarchés sont remplis de produits cultivés ou fabriqués ailleurs. Dans une région au chômage étonnant (il est en moyenne de 80% en Côte d'Ivoire), le ratio de crédit intérieur en pourcentage du PIB fait sourciller. Par exemple, il est de 30% en UEMOA contre 142% en OCDE, 161% en Chine et 150% au Japon.<sup>7</sup> Le *Consensus de Dakar* a mis le doigt

<sup>1</sup> Voir <https://www.dailymotion.com/video/xc0xg5>, consulté ce 15 septembre 2019.

<sup>2</sup> Le concept *modernisation autoritaire dogmatique* vient de Jean Philippe Peemans, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde : Les théories du développement face aux histoires du développement 'réel' dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, Éditions Academia, 2002.

<sup>3</sup> Le concept *marabouts marchands du développement*, voir Kankwenda Mbaya, *Marabouts ou marchands du développement en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2000.

<sup>4</sup> Par exemple, Kako Nubukpo qualifie l'émergence de dernière trouvaille sémantique de dirigeants en perte de légitimité, *L'Urgence africaine. Changeons le modèle de croissance*, Paris, Odile Jacob, 2019.

<sup>5</sup> Le terme *désert de compétences* a été utilisé par le président du Bénin lors de sa rencontre avec le président

de la France François Hollande pour justifier le besoin de recruter des experts français dans le cadre des réformes inscrites dans son Programme d'Action du Gouvernement. Celui d'*intellectuels tarés* est une invention du président Mathieu Kérékou pour signifier des intellectuels qui se comportent dans leurs propres pays comme des colons. Dès que des partenaires au développement signent des accords de financement de développement, avant leur retour dans leurs capitales respectives, ces fonds se retrouvent dans les banques privées à Bruxelles, Londres, Paris ou Washington.

<sup>6</sup> J.O. Igue et B.G. Soulé, *L'Etat-entrepôt au Bénin : commerce informel ou solution à la crise?* Paris, Karthala, 1990.

<sup>7</sup>

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FS.AST.PRVT.GD.ZS?fbclid=IwAR3DJQ6id->

sur une hypocrisie organisée.<sup>8</sup> La vente aux enchères en Libye de candidats à l'immigration économique indique la performance des pouvoirs africains dans leur course au développement. Les conclusions des leaders occidentaux pourtant partenaires du commerce de développement interpellent. *Le problème de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas suffisamment entré dans l'histoire; la civilisation des pays de merde* appelle à une forme de contrôle.<sup>9</sup> Le blocage du développement que révèle ce discours pose le problème de passage à la société de marché considérée comme la phase avancée du développement. Ce constat pousse à une question à laquelle cette étude propose des éléments critiques de réponse : Pourquoi les gouvernements ouest africains échouent à produire la société de marché?<sup>10</sup>

La première étape de la réponse consiste à dégager le développement de la confusion intellectuelle en revenant à la vision classique sur laquelle reposent bien des interprétations et la course au développement; ensuite, construire une théorie critique du développement; et enfin, appliquer la théorie au cas américain. Le but poursuivi est triple : approfondir notre compréhension du développement, combler la lacune dans la littérature qui passe sous silence la contribution de la science politique professionnelle à la société de marché et attirer l'attention sur la responsabilité des scientifiques

de la politique en tant que force idéologique juxtaposée au pouvoir politique et au pouvoir économique et historiquement commise à la mutation qualitative du mode de production en faveur de la bonne vie. Le décalage de leur conscience corporatiste vers la conscience hégémonique est une question urgente de développement.

### I. Sortir le développement de la confusion intellectuelle

Le discours politique évolue à mesure que de nouvelles préoccupations engendrent de nouvelles terminologies; mais dans la rhétorique dominée par le slogan, la fluidité de l'innovation indique rarement un progrès de la pensée. Des termes nouveaux annoncent une prise de conscience de problèmes nouveaux, mais souvent, ils indiquent juste la frustration face aux circonstances internes. Lorsque le discours politique cherche à adresser la condition humaine, il tend à être sensible aux émotions d'espoir ou de frustration inhérentes à la capacité erratique de notre esprit humain de foncer ou de rester loin du rythme des changements de fond. Recherchant le terrain *neutre* de l'observateur, le politologue est confronté au dilemme de ne pouvoir ignorer ni utiliser la terminologie populaire comme monnaie d'un échange intellectuel discipliné.

9016jTpOTypbs5nsY\_QVHI7zZFij5CcU2dHDBO2oXSaDTZs consulté ce 12 septembre 2019.

<sup>8</sup> Voir

<https://lecercledeconomistes.fr/evenements/afrique-developpement-durable-dette-soutenable/> consulté le 10 décembre 2019.

<sup>9</sup> Voir les propos des présidents Nicolas Sarkozy, <https://www.nouvelobs.com/politique/2012/11/22/OBS0195/l-integralite-du-discours-de-dakar-prononce-par-nicolas-sarkozy.html>, Emmanuel Macron, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/12/pour-la-france-le-vrai-defi-civilisationnel-envers-l-afrique-est-simple-ne-plus-rien-faire\\_5159511\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/07/12/pour-la-france-le-vrai-defi-civilisationnel-envers-l-afrique-est-simple-ne-plus-rien-faire_5159511_3212.html) et Donald

Trump, <https://www.thedailybeast.com/trump-wants-less-shhole-immigrants-more-norwegians>, consulté le 10 novembre 2019.

<sup>10</sup> Le terme société de marché (marketplace society) remonte à William Appleman Williams dans *The Roots of the Modern American Empire: A Study of the Growth and Shaping of Social Consciousness in a Marketplace Society*, New York: Random House, 1969. C'est un concept qui renvoie à la société de consommation. Voir J. Agnew, *Hegemony: The New Shape of Global Power*, Philadelphia, Temple University Press, 2005, particulièrement les premier et deuxième chapitres.

Bien qu'il puisse saisir l'ambiguïté et l'indétermination de la rhétorique du politique comme des pièges, il peut toujours être victime d'une forme de la loi de Gresham.<sup>11</sup> Tout ceci importe pour donner du sens au développement. Durant cette décennie, l'intérêt suscité par l'Afrique a généré des termes optimistes et promoteurs mais vaguement employés par des autocrates nationaux et globaux comme *émergent* ou *en développement* pour des pays dont la majorité des habitants ressentent encore la pénibilité de la vie dans leur moelle.

Le développement est au départ un discours politique pour rendre compte des différences entre les sociétés du centre et les aspirations des sociétés de la périphérie à la suite du discours de Harry Truman. Le président américain établit la tradition : *il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions moins développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère... Leur vie économique est primitive et stationnaire.*<sup>12</sup> Dans ce cadre, le développement renvoie au niveau d'abondance matérielle et à l'élévation du niveau de vie des populations. Les tentatives de fournir une interprétation politique de l'abondance se révèlent dans les définitions en termes de capacité institutionnelle. Le développement a été associé au nation-building, à l'Etat-providence, à la pénétration des sociétés par les autorités gouvernementales, la démocratisation, la bureaucratisation, la juridicisation de la politique ou la clarification des juridictions. La clarification du concept

de développement devient une urgence catégorique.

### A. Le développement par la croissance de la polity

La course au développement a abouti dans les régions en transition à une sorte de *musée vivant*, loin de la société de marché. La section va montrer que la théorie politique classique égale le développement à la construction historique de la démocratie en tant que polity en privilégiant les institutions et le structuro-fonctionnalisme dans un contexte de la révolution behaviorale.

Cette étude qui vise à approfondir notre compréhension du développement en ramenant dans le débat la contribution des forces idéologiques ne peut y parvenir sans évaluer certaines des conceptions associées mais qui se rapportent, vues de près, au régime et au comportement politique. Eclairant la confusion sémantique qui cache les objectifs des politiques, l'exposition permet de soutenir que le développement est un changement durable de la *governing authority* qui implique que cette dernière incarne un régime qui rassemble les aspirations universelles des forces de production et que la décision et les politiques contribuent non pas juste à son maintien mais à sa reproduction. Ce changement met au cœur du développement les idées normatives qui constituent la polity et le leadership commis à la faire vivre dans le quotidien des citoyens. Comme nous le verrons, les différentes conceptions du développement expliquent le passage d'une polity à l'autre par les intérêts matériels. Ces travaux cèlent le rôle des forces

<sup>11</sup> L. W Pye, "The Concept of Political Development", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 358, 1965, 1-13.

<sup>12</sup> Point IV du Discours présidentiel en 1949.

idéologiques de la société civile et leurs interactions avec le gouvernement dans la mutation *qualitative* de la polity et du leadership.

### 1. De la démocratie à la croissance de la polity

Lucian Pye fait partie des comparativistes qui se sont livrés à une vulgarisation du développement. Il fait snapshot qui connecte le développement à la démocratie à partir de trois caractéristiques essentielles : l'égalité, la capacité opérationnelle du système et la différenciation des structures gouvernementales. Le behavioraliste classique relie ensuite ces traits à trois aspects du développement, à savoir la culture politique, le gouvernement et l'administration publique. Les problèmes du développement tournent en conséquence autour du mode de production en termes de relations entre culture politique, structure du gouvernement et processus politique.<sup>13</sup>

En effet, le développement politique est au départ considéré comme préalable du développement économique. Cette idée part de ce que la croissance économique et la mutation des économies stagnantes en économies dynamiques requiert un rôle décisif des conditions politiques qui entravent ou facilitent la croissance du revenu par habitant. Cette idée qui ne traite pas des considérations théoriques communes implique que les problèmes de développement varient selon les problèmes économiques particuliers alors que les économies changent moins vite que les arrangements politiques. De plus, les gens ne

se préoccupent pas que d'avancées matérielles, mais également du développement politique. La Côte d'Ivoire est un exemple. La croissance est en hausse alors que les indicateurs sociaux patinent et la junte au pouvoir restreint les espaces d'expression et de contestation. Pris pour une politique typique des Etats industrialisés, le phénomène induit que la vie industrielle produit un type particulier de vie qui s'exprime par des normes de comportement et de performance ou ce que Stephen Gill qualifie de *nouveau constitutionnalisme* : gouvernement imputable envers le marché, souveraineté minimale, procédures administratives et juridiques ordonnées, assistance technique acceptée, politique comme mécanisme de résolution des problèmes, et participation de masse.<sup>14</sup>

En tant que modernisation, le développement se heurte à la distinction claire entre ce qui est moderne et ce qui est européen puisque les artefacts culturels modernes tels que les partis politiques, les administrations rationnelles et les organes législatifs seraient tous occidentaux. Une telle vision tient de la cécité intellectuelle face à la fascination des explorateurs occidentaux envers la structure par exemple du royaume de Dahomey et le vol des œuvres d'art gardées dans les musées en Occident. Confondu à la modernisation administrative et juridique, le développement donne lieu à des institutions de répression et à la juridicisation du gouvernement ayant conduit à la faillite des Etats. Comme mobilisation et participation de masse, il signifie la diffusion de la prise de décision, mais le problème est que la participation de masse a accouché de la démocratie procédurale avec un émotivité stérile et la démagogie corruptive qui sapent l'étaticité. La vision du développement en

<sup>13</sup> La culture politique, voir R. Payne et J.R. Nassar, *Politics and Culture in the Developing World : The Impact of Globalization*, NY, Pearson Longman, 2008.

<sup>14</sup> S. Gill "New Constitutionalism, Democratisation and Global Political Economy", *Pacifica Review: Peace, Security & Global Change*, 10:1, 1998, 23-38.

tant que construction de la démocratie ramène à un ensemble d'institutions et de pratiques qui appellent à des valeurs et des comportements libéraux.<sup>15</sup>

De son côté, Huntington égalise le développement à la stabilité fondée sur une capacité de changement ordonné, la mobilisation et le pouvoir d'Etat. Il implique la capacité de contrôler et d'organiser les forces de production et que les systèmes politiques répondent à des critères de performance et présentent une certaine utilité pour la société;<sup>16</sup> la capacité de mobilisation et d'allocation efficace de ressources demande une gamme de caractéristiques comme la prévalence et la pénétration des médias, la base fiscale, la proportion de la population au gouvernement et leur répartition dans diverses catégories d'activités, ainsi que la proportion des ressources allouées à l'éducation, la défense et au bien-être social. Pris enfin pour une totalité sociale constitutive, il implique que toutes formes de modernisation se déroulent dans un contexte historique où des influences extérieures impactent tous les aspects de la vie en société, à savoir l'économie, la politique et l'ordre social.

Pour sa part, Pye retient le *syndrome de développement* qui ne se dissocie pas de la démocratie. Pye le résume en trois idées transversales. La première est un esprit ou une attitude générale envers l'égalité, accentuant la nature universaliste des *lois applicables à tous et impersonnelles dans leur fonctionnement*,<sup>17</sup> *le recrutement aux postes politiques reflétant les compétences et les normes de performance requises et non suivant les critères de la polity*

*primitive*. La seconde est la capacité du système politique liée à ses *outcomes* et la mesure dans laquelle il peut affecter la société et l'économie. Indissociable des performances des gouvernements et des conditions qui les affectent, la capacité implique la portée, l'étendue et l'échelle des performances politiques. Les systèmes politiques développés sont supposés performer mieux et toucher une variété de vie plus large que les autres systèmes de gouvernement. Elle signifie ensuite l'efficacité et l'efficience dans l'exécution des politiques publiques. Les systèmes démocratiques non seulement font plus que les autres mais aussi plus vite et avec une minutie plus poussée. La capacité est liée à la rationalité de l'administration publique et une orientation laïque à l'égard des politiques. Enfin, la différenciation et la spécialisation des structures signifient que les bureaucraties et les agences ont des fonctions distinctes et limitées, et qu'il existe une nette division de travail au gouvernement. Les deux accroissent la spécificité fonctionnelle des rôles au sein du gouvernement. En termes de régime, ces idées renvoient à la séparation des pouvoirs, à l'impartialité et à la performance qui structurent le gouvernement et l'administration publique.

Le développement politique implique la culture politique, le gouvernement et l'administration tous traversés par un esprit de performance. Malgré la force et le mérite d'une analyse qui inscrit les problèmes de développement dans la relation entre la culture politique, le système politique et le processus politique, l'institutionnalisme n'a pu permettre à Pye

<sup>15</sup> Voir par exemple Adam Przeworski et Fernando Limongi, "Modernization: Theories and Facts", *World Politics*, 49/2, 1997, 55-183.

<sup>16</sup> S. Huntington, "Political Development and Political Decay", *World Politics*, 17/3, 1965, 386-430.

<sup>17</sup> Voir G. O'Donnell, "The quality of Democracy: Why the Rule of Law Matters", *Journal of Democracy*, 15/4, 32-46; et Thomas Carothers, "The Rule of Law Revival", *Foreign Affairs*, 77/2, 1998, 95-106.

d'expliquer la variabilité de la performance des démocraties ni comment ce système en est arrivé à existence. Bien évidemment, le but de Pye est moins d'expliquer que de restituer le sens politique du développement en le ramenant à la démocratie chimiquement pure. Mais prendre la démocratie pour une donnée naturelle tait la *densité politique* et les *événements remarquables* tels que les révolutions (anglaise, américaine, française) et ce que Huntington appelle *la guerre des princes*<sup>18</sup> qui a favorisé la transformation de l'ancien régime.<sup>19</sup> Dans un contexte de Guerre Froide, Pye insiste sur ce que la démocratie est un ensemble de valeurs libérales en compétition avec le communisme. La question est pourquoi la démocratie a triomphé d'entre toutes et les institutions performant différemment? Une historicisation qui intègre le changement au cœur du développement favorise une compréhension approfondie. Eckstein apporte un éclairage qui ramène le développement au changement politique en insistant sur la raison instrumentale.

## 2. Une vision macropolitique du développement

Dans ses efforts de théorisation, Eckstein tire sur Durkheim. Ce dernier soutient que l'explication d'un phénomène humain pris à un moment donné de l'histoire nécessite un retour à sa forme primitive pour ainsi rendre compte de la caractérisation par laquelle il a été marqué au début, et montrer son évolution et sa complexification. Cette position l'a poussé à rechercher dans le temps politique la

vision de la croissance derrière le passage des polities primitives à leurs formes modernes, la nature de la polity sous sa forme primitive, les *forces humaines* ayant rendu *inévitables* ses changements, les étapes du temps politique et la manière dont elles impliquent la croissance quantitative et une mutation dans la nature, les forces décalant les polities de stade en stade et l'implication pour les polities modernes moins avancées et avancées.

Relativement à la première préoccupation, le behavioraliste opine que ce qui se développe dans le développement politique est le domaine politique de la société ou la *densité politique* qui est un aspect de la *densité morale*. Il place au cœur du développement la compétition pour les valeurs attribuées politiquement qui voit les interactions politiques se produire globalement. Autrement dit, la société politique absorbe la société civile, faisant disparaître la distinction mécanique entre la sphère du souverain et le domaine privé. Eckstein considère le *politique* comme toute relation impliquant un pouvoir légitime, une gestion des conflits ou la régulation de la conduite sociale, une fonction et une activité du domaine des chefs de la société, des princes ou des rois et alors liée au gouvernement. A travers le temps politique, le *domaine du prince* a crû en absorbant la société. Dans la polity primitive, les habitants et leurs pratiques représentent le fait que la société existe : les chefs, clans et tribus incarnent la société de manière qui ne se dissocie pas du médiévalisme.<sup>20</sup> Les luttes pour le pouvoir donnent lieu au *welfare state*.

<sup>18</sup> S.P. Huntington, "The Clash of Civilizations?", *Foreign Affairs*, 72/3, 1993, 22-49.

<sup>19</sup> J.L. Bullion, "The "Ancien Regime" and the Modernizing State: George III and the American

Revolution", *Anglican and Episcopal History*, 68/1, 1999, 67-84.

<sup>20</sup> Voir H. Bull, *The Anarchical Society: The Study of Order in World Politics*, NY, Columbia University Press, 1977. Robert Cox a rendu compte de ce processus. Il

Sur les étapes du temps politique, Eckstein compare les mondes ancien et moderne pour constater que, de même que dans les polities primitives se constate à peine un noyau public actif, de même dans les démocraties modernes, il est difficile de trouver quelque chose de distinctement privé. L'analyste prend exemple sur la société britannique en soutenant que le pouvoir d'Etat essaime un cadre complexe de prise de décision. Ce qui atténue les aspects les plus sombres de la société pleinement politisée est l'incapacité de contrôler une telle concentration de fonctions. La vie privée se trouve dans les interstices de l'autorité, elle-même principalement un produit de la structure du domaine public.

En définitive, la croissance de la société politique a suivi cinq étapes : la polity primitive; la politique de puissance (lutte pour le pouvoir entre les forces économiques, idéologiques et militaires); la polity prophylactique institutionnalise la régulation du champ politique et la compétition pour le pouvoir ou la contestation politique entre les partis politiques; la polity de gouvernance des intérêts et les politiques d'incorporation progressive. A mesure que les membres du système politique augmentent et se diversifient leurs intérêts croît la pénétration de la société politique dans la société sociale. Deux autres processus fusionnent les sphères sociale et politique : augmentation du volume des

revendications comme de nouveaux membres sont incorporés et la croissance des structures gouvernementales pour les définir et les exécuter; et, avec de telles organisations, leurs propres revendications. Enfin, les avantages du pouvoir *efficace* constituent la force motrice de changement faisant passer les sociétés politiques de modernité en modernité. Gagner le pouvoir pour obtenir d'autres valeurs suit la politique des intérêts et conduit à l'intégration des exclus au domaine du pouvoir. Cela donne à la polity son sens premier, révélant ainsi la thèse de Pye égalisant le développement à la démocratie.<sup>21</sup> Ce processus est celui de production de l'Etat au sens de mère patrie qui implique une différenciation identitaire détribalisée et une sensibilité partagée dans un ensemble défini mais qui émerge progressivement à partir du sacrifice des sujets puis des citoyens. Le résultat du nation-state building est le décalage de l'allégeance tribale à l'allégeance citoyenne.<sup>22</sup> Le récit de Eckstein accentue la compétition pour les ressources matérielles comme étant ce qui met en musique le développement que le politologue égale à la croissance du corps politique. Bien que le chercheur réduise les valeurs à la poursuite d'intérêts instrumentaux, son récit donne une vision macropolitique du

---

s'agit de la distinction entre l'Etat au sens de gouvernement et la société civile. Cette distinction avait du sens pratique entre la fin du XVIIIe siècle et début du XIXe siècle où elle correspondait à deux sphères distinctes plus ou moins de l'activité humaine ou de la pratique : une société émergente des individus basée sur les relations de contrat et de marché qui remplace une société basée sur le statut, d'une part, et l'Etat avec des fonctions limitées au maintien de la paix intérieure, la défense extérieure et les conditions requises pour le marché, de l'autre.

<sup>21</sup> Il est un débat sur la relation entre la démocratie et le développement ou du moins entre le développement

économique et la démocratie. Ce débat a été introduit par Seymour Martin Lipset dans "Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy," *American Political Science Review* 53/1, 1959, 69-105; et dans *Political Man: The Social Bases of Politics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981. Voir aussi A. Przeworski, M.E. Alvarez, J.A. Cheibub et F. Limongi, *Democracy and Development. Political Institutions and Well-Being in the World, 1950-1990*, Cambridge, CUP, 2000.

<sup>22</sup> Voir par exemple J.B. Elshtain, "Sovereignty, Identity, Sacrifice", *Social Research*, 58/3, 1991, 545-564.



régime.<sup>23</sup> Mais malgré un accent sur l'efficacité du gouvernement et la *densité morale*, il passe sous silence la culture politique qui structure la polity alors que comme le souligne Thomas, le régime peut dégénérer.<sup>24</sup> Le récit ne fait pas de différence entre démocratie et autocratie.<sup>25</sup> Les autocraties à parti unique en Afrique, naguère vantées de pro-développement par exemple, ont fini par être brisées par les mêmes incursions extérieures qui les avaient établies et maintenues. La philosophie politique de Houphouët-Boigny dont les nouvelles démocraties commerciales ont maille à se défaire était : *on ne regarde pas dans la bouche du grilleur d'arachide*.<sup>26</sup> Cette pensée résume à elle seule la fausse idée que ces politiques avaient et continuent d'avoir de l'Etat, du gouvernement et de la politique.

La limite ontologique de cette narration réside dans la nature de l'approche institutionnelle adoptée par son auteur.<sup>27</sup> L'institutionnalisme du choix rationnel favorise une *densité politique* intéressée mais il échoue à éclairer les relations sociales fondamentales de production qui structurent le régime. Pourtant, la vision economiciste libérale qui informe ces visions accentuent explicitement les valeurs, les institutions et le comportement politique des entrepreneurs. L'exposé des articulations de la conception fondatrice du développement permet de réconcilier les behavioralistes.

En effet, Il faut remonter à Rostow pour comprendre la division du monde en capitalismes

développés, émergents et défailants. Le contexte des années 1950 était la floraison des mouvements de libération des régions sous le contrôle direct des gouvernements européens, la lutte pour la décolonisation du marché et la Guerre Froide. Outre le discours de Truman, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine préconise l'industrialisation comme politique de développement.

Contre l'import-substitution de l'école de la dépendance et la doctrine Truman qui mélange lutte contre la pauvreté et développement qui se résume en le commerce du développement, Rostow formule une narration du phénomène en cinq stades : la société traditionnelle, la transition, le décollage, la maturité et la société de consommation.

La première se distingue par une structure limitée de production et des attitudes pré-newtoniennes : l'agriculture fait émerger une structure sociale hiérarchique étroite pour la mobilité verticale. Les liens familiaux et claniques jouent un grand rôle dans l'organisation sociale. Le système de valeurs repose sur une sorte de fatalisme et où le pouvoir politique est sous le contrôle serré des *latifundistes* qui y positionnent des fonctionnaires et des militaires imprégnés d'attitudes rurales fermées. La transition est marquée par les conditions préalables au décollage où les idées de science moderne se traduisent par de nouvelles fonctions en agriculture et industrie; les conditions préalables ne se réalisent pas de

<sup>23</sup> Pour le terme macropolitique, voir H. Eckstein, "Unfinished Business: Reflections on the Scope of Comparative Politics", *Comparative Political Studies*, 34/4, 1988, 505-534.

<sup>24</sup> G. Thomas, "What Is Political Development? A Constitutional Perspective", *The Review of Politics*, 73/2, 2011, 275-294.

<sup>25</sup> J. Linz et A. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1996.

<sup>26</sup> F. Akindès, *Côte d'Ivoire: la réinvention de soi dans la violence*, Dakar, Codesria, 2011.

<sup>27</sup> Voir aussi K. Monroe pour une critique acerbe du néo-institutionnalisme du choix rationnel : « The Perestroika movement, its methodological concerns, and the professional implications of these methodological issues », *Qualitative & Multi-Method Research*, 2007, 5, 2-6.

manière endogène mais *par des incursions extérieures de la part de sociétés plus avancées* et qui ébranlent les traditions de la ruralité. L'idée se propage non pas simplement que le progrès est possible mais qu'il est nécessaire pour la dignité et le bien-être de la nation. De nouveaux types d'entrepreneurs forcent le destin. La caractéristique décisive est la création d'un Etat-nation par des coalitions (les entrepreneurs politiques, économiques, culturels et sociaux) traversées par un **nouvel esprit**. Le décollage intervient lorsque le mode agraire de production est brisé. Il commence avec l'émergence de pouvoir politique d'un groupuscule qui considère la **modernisation de l'économie et la probité dans les affaires publiques comme des nécessités absolues**.

Il s'ensuit une fluctuation soutenue de progrès, comme la croissance de l'économie est régulière et la technologie moderne fouette la production. Les biens importés sont produits sur place. La société définit ses modalités suivant les exigences de la production rationnelle, **équilibrant les nouvelles valeurs et institutions** et les anciennes ou les révisant de manière qui renforce le processus de croissance. La maturité marque une économie qui dépasse les industries artisanales, absorbe et applique le **rationalisme** et les fruits de la technologie moderne à toutes ressources. La société mature se caractérise par la rationalité et la **foi en la science** structurant la moelle des forces sociales de production en toutes décisions; le langage rural disparaît des administrations publiques et des entreprises, ainsi que les relations lignagères; l'individu se libère de la tutelle des dieux et croit en sa propre capacité d'entrer dans l'histoire de la

cocréation. Le décollage tient non pas de reproducteurs de l'ordre établi mais imbus du savoir expert. Ce groupe crée une contre-hégémonie en diffusant des idées avant-gardistes sur la bonne vie et la bonne société à travers les *petits pelotons*, notamment la famille, les écoles, les lieux de culte et de travail. Il s'agit d'imposer un mode nouveau de production.

La consommation de masse qui correspond à la société de marché se caractérise par le *Welfare State*. Le revenu par tête augmente et nombre d'individus accèdent à la consommation des biens autres que de base et la structure de la force de travail change de manière accrue. La consommation devient un objectif de politique.<sup>28</sup>

Ce récit accentue le *changement d'attitude* au centre du développement. Elle complète les visions comportementales mais pose un problème ontologique à une compréhension approfondie du dernier : la structure du corps qui pousse au et producteur du changement, la cause du passage au mode supérieur de production et le rôle de la connaissance scientifique. Alors que Eckstein accentue les biens matériels, Rostow accentue le capitalisme ou l'appel du destin. Le classique situe la nature de la société traditionnelle dans le plafonnement de la production par habitant, puisque les *possibilités découlant de la science et de la technologie ne sont pas disponibles ou régulièrement et systématiquement appliquées*. Le centre de gravité du pouvoir réside en région.<sup>29</sup> Rostow va plus loin en avertissant de la persistance possible de la société traditionnelle au côté des activités économiques modernes. Le décalage

<sup>28</sup> W.W. Rostow, "The Five Stages of Growth", dans M.A. Seligson et J.T. Passé-Smith (eds.), *Development and Underdevelopment: The Political Economy of Inequality*, London, Lynne Rienner Publications, 2014, 203-2010.

<sup>29</sup> Voir J.S. Migdal, *Strong Societies, Weak States: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, Princeton, PUP, 1988.

à la modernité réelle intervient dans la phase de la maturité lorsque la société *équilibre les nouvelles valeurs et les institutions* de manière qui appuie plutôt que retarde la croissance. Autrement dit, tout mode de production est caractérisé par des valeurs et des institutions qui créent l'hégémonie gramscienne. Faute de cet équilibre, la société devient un *musée vivant*.<sup>30</sup> Le développement dans la pensée rostowite est une succession d'hégémonies. Dans cette équation manquent toutefois le régime et le leadership. Pour que les institutions incarnent le régime, l'agence gouvernementale doit pouvoir incarner ses valeurs constitutives. Une approche critique favorise une conception réflexive du développement.

## B. Une approche matérialiste historique du développement

La section précédente a essayé de montrer que les institutionnalistes ont élargi la compréhension du développement en soutenant la croissance de la polity,<sup>31</sup> le temps politique et la démocratie, la compétition entre les rivaux à la prise du pouvoir et les avantages matériels. La démocratie mérite de centrer le développement sur la polity et l'Etat-nation.<sup>32</sup> Mais si la culture politique accentue les valeurs libérales, les structures d'autorité et les agences

performantes qui assurent la mobilisation et le contrôle des ressources et des individus peignent une vision holiste du développement; le néo-institutionnalisme discrimine les idées et refuse de se prononcer sans verser dans le culturalisme primordialiste sur la nature du régime, un agrégat de valeurs exprimant les profondes aspirations humaines.<sup>33</sup> Comme le souligne Pye, culturaliser le développement naturalise les mondes en faisant croire à des cultures de prospérité et d'autres de pauvreté alors que les capitalismes émergents font mentir le fondationalisme chauvin. Cela amène à des conclusions fallacieuses qui égalent la modernisation à l'occidentalisation.<sup>34</sup> Une telle vision poststructuraliste alimente la course aux apparences et la confusion qui entourent le développement.

Il existe une relation ancienne entre l'histoire et le développement. Dans *Constitutional Government and the United States*, Wilson situa l'Amérique dans l'histoire du *développement constitutionnel* et la compara à celle de la Grande Bretagne et de la Prusse. Il souligne quatre étapes et formes de développement<sup>35</sup> dictées par des impératifs historiques de progrès. Cette compréhension était au cœur de la pensée de Croly et de Burgess.<sup>36</sup> Dans *Building A New American State*, Skowronek utilise le développement dans ce sens historique. Tout en reconnaissant que les différentes

<sup>30</sup> E.O. Czempiel et J.N. Rosenau, *Global Changes and Theoretical Challenges: Approaches to World Politics for the 1990's*, Lexington, Lexington Books, 1989.

<sup>31</sup> Le terme polity renvoie à son sens hobbesien d'entité politique ayant une identité collective ou de gouvernement. Dans *Le Léviathan*, Thomas Hobbes identifie la polity au corps politique et à l'Etat souverain.

<sup>32</sup> Voir L. Pye 1965 et H. Eckstein 1988

<sup>33</sup> K. Orren et S. Skowronek, *The Search for American Political Development*, New York: Cambridge University Press, 2004; voir aussi K. Orren et S. Skowronek, "The Study of American Political Development," dans Ira

Katznelson et Helen Milner (éds.) *Political Science: The State of the Discipline*, New York, W.W. Norton, 2002.

<sup>34</sup> Voir par exemple A. Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement?* Paris, L'Harmattan, 1991; D. Etounga-Manguellé, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?* Paris, L'Harmattan, 1992; G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2013.

<sup>35</sup> Wilson, *Constitutional Government in the United States*, NY, Columbia University Press, 1917.

<sup>36</sup> H. Croly, *Progressive Democracy*, NJ: Transaction, 1998 et J.W. Burgess, "Political Science and History," *American Historical Review*, 2, 3, 1897: 403, 405.

nations peuvent avoir leurs particularités historiques, il argue que quelle que soit sa particularité, la construction d'un Etat-nation est un processus fondamental pour le développement politique de toute nation.<sup>37</sup>

Cette idée médiatise Rostow et se trouve en phase avec la théorie de Harry Eckstein qui explique le problème de développement en termes de puzzles de la modernité : la situation des nations sur un continuum de temps politique, la manière dont chacune est arrivée à son stade, les forces faisant passer d'une condition primitive au stade supérieur et la localisation du processus historique qui la mène. Eckstein trouve en le changement le noyau du développement : changement inné en et de dimension de la société dans sa totalité et les conditions pleinement avancées qui ne sont pas définitives; croissance quantitative et stade et changement fondé sur des règles. Suivant ce schéma, la **modernité est juste une phase supérieure dans laquelle tout s'ajuste de manière cohérente.**

On ne peut aller dans ce sens avec les travaux actuels sur le développement américain. Les néo-institutionnalistes tentent de briser la vision linéaire qui égale le développement à la modernisation. Skowronek et Orren, notamment ont redéfini le développement en termes de *changement durable de l'autorité dirigeante*<sup>38</sup> Ramenant le phénomène aux institutions et valorisant les attributs temporels

du gouvernement et la *construction de l'autorité dirigeante* au fil du temps, la grande préoccupation est la bataille pour maintenir le régime ou faire correspondre les pratiques à la Constitution.

Suivant une approche constitutionnelle, Thomas réintroduit les valeurs et leurs fondations dans le débat en prenant le développement en termes normatifs. Pour lui, la tentative behaviorale d'expurger le développement du *télos* tout en soutenant un *événement remarquable* apporté par le changement crée une incohérence théorique.<sup>39</sup> Bien que l'approche constitutionnelle réconcilie les institutions et les idées en étendant la question du développement aux aspects extraconstitutionnels du régime, elle écarte la dimension cognitive et les actions pouvant maintenir, changer ou subvertir les régimes, et alors le rôle de la société civile et des communautés épistémiques.<sup>40</sup> Les idées ne sont pas considérées comme la cause du développement puisque pour les canons, ce sont les institutions qui se développent par elles-mêmes. Mais se distancer des idées ou ne pas non plus les prendre pour un moyen de combler les lacunes des études institutionnelles ne devrait pas empêcher d'examiner la manière dont les institutions gouvernantes mêmes sont créées et sont modifiées par des idées, lesquelles pourraient entraîner *des changements durables au sein de la governing authority*.<sup>41</sup> Si subordonner la force des idées aux gains instrumentaux est

<sup>37</sup> S. Skowronek, *Building a New American State: The Expansion of National Administrative Capacities, 1877-1920*, NY, CUP, 1982, 16, 10.

<sup>38</sup> K. Orren et S. Skowronek, *The Search for American Political Development*, NY, CUP, 2004.

<sup>39</sup> G. Thomas, "What Is Political Development? A Constitutional Perspective", *The Review of Politics*, 73/2, 2011, 275-294. Voir aussi W. F. Murphy, *Constitutional Democracy: Creating and Maintaining a Just Political Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2007.

<sup>40</sup> Concernant les communautés épistémiques, voir E.B. Haas, "The Study of Regional Integration", *International Organization*, 24/ 4, 1970, 619.

<sup>41</sup> R.M. Smith, "Which Comes First, the Ideas or the Institutions?" dans *Rethinking Political Institutions: The Art of the State*, ed. Ian Shapiro, Stephen Skowronek et Daniel Galvin, NY, NY University Press, 2006; H. Gillman, *The Constitution Besieged: The Rise and Demise of Lochner Era Police Powers Jurisprudence*, Durham, Duke University Press, 1993 illustre comment les idées jurisprudentielles -"idéologie légale" – étaient une source puissante du développement constitutionnel.

une erreur, enfermer les idées dans la constitution l'est davantage que la capacité des seuls gouvernants à maintenir le régime tend vers zéro. Il est inexact de penser que des changements structurels profonds ne sont occasionnés par un changement d'idées. Sans doute, ce sont des *révolutions de l'esprit* qui ouvrent la voie à un changement institutionnel et culturel.<sup>42</sup>

En considérant que la polity puisse dégénérer, le néo-institutionnalisme trouve en le développement un *changement durable de la governing authority* par un *évènement remarquable* qui met en lumière la construction historique de la polity. Mais il accentue le maintien et la santé du régime. Si cette manière de prendre le développement suggère une variance dans la *governing authority* et appelle à la recherche, elle est enfermée dans la réification en présentant le régime américain comme le développement par excellence, ce qui, comme nous le verrons, ne rend pas justice aux actions de l'APSA ni au New deal qui comme le soutient Lowi fait passer l'Amérique à une nouvelle République.<sup>43</sup> Les valeurs structurant le constitutionnalisme américain sont celles de la civilisation humaine elle-même<sup>44</sup> et alors, les régimes évoluent vers le *nouveau constitutionnalisme*.<sup>45</sup> La mondialisation du droit constitutionnel, comme le souligne Tushnet est inévitable.<sup>46</sup> Le biais qui empêche l'institutionnalisme de produire une vision approfondie du développement est le piège des institutions et leur incapacité à expliquer le

changement.<sup>47</sup> Alors que Rostow situe le changement de mode de production dans un *équilibre entre les valeurs et les institutions*, la science politique behaviorale tend, en apparence, à discriminer les valeurs.

### 1. *Le développement comme une totalité sociale constitutive*

Malgré son mérite de se focaliser sur la polity et son efficacité dans la conduite des opérations de survie, la vision behaviorale est dans l'impasse. Le matérialisme historique qui est par excellence la théorie de changement offre une alternative solide. L'institutionnalisme accentue le temps politique et la compétition pour le pouvoir politique entre les tenants et les rivaux, notamment dans la polity sociale, les militaires, les forces économiques et les leaders religieux. Ces rivaux sont sans doute des groupes de la société civile qui viennent bousculer les tenants du pouvoir à travers des idées nouvelles. Rostow a permis de prendre le corps qui pousse au, et producteur du développement pour un groupe d'entrepreneurs ayant une grande idée de probité en matière de gouvernement. Le matérialisme historique favorise une théorie critique du développement pour quatre raisons. La première regarde la dialectique au niveau de la logique et de l'histoire réelle. Au niveau de la logique, la dialectique signifie un

<sup>42</sup> Jonathan Israel, *A Revolution of the Mind: Radical Enlightenment and the Intellectual Origins of Modern Democracy* (Princeton: Princeton University Press, 2010), 37. Pour reconnaître la puissance des idées, il suffit de penser aux institutions américaines et à la séparation formelle de l'Église et de l'État dans un pays comme l'Arabie Saoudite ou l'Afghanistan. Pour que ces institutions aient un sens, elles devraient coïncider avec un État d'esprit qui pensait au gouvernement et à la société civile d'une manière particulière.

<sup>43</sup> T.J. Lowi 1992, "The State in Political Science: How We Become What We Study", *The American Political Science Review*, 86/1, 1992, 1-7.

<sup>44</sup> P. Zelikow "The Transformation of National Security: Five Redefinitions", *National Interest*, No. 71, 2003 p. 21.

<sup>45</sup> S. Gill p. cit.

<sup>46</sup> M. Tushnet, "The Inevitable Globalization of Constitutional Law," <http://opiniojuris.org/2009/06/11/the-inevitable-globalization-of-constitutional-law/>, consulté le 15 août 2019.

<sup>47</sup> A. Lecours, « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité? », *Politique et Sociétés*, 21 (3), 2002, 3-19.

dialogue en quête de vérité par exploitation des contradictions. Un aspect est la confrontation continue du développement avec la réalité dont il est supposé représenter et son ajustement à cette réalité toujours mouvante. Un autre est le fait que toute affirmation concernant la réalité renferme son opposé et les deux ne sont pas exclusives mutuellement mais partagent une certaine partie de la *vérité* recherchée toujours mouvante et jamais encapsulée en une forme définitive; ce qui laisse la voie au perfectionnement ou à une déchéance possible du régime. Au plan de l'histoire réelle, la dialectique est le potentiel pour l'émergence des formes alternatives de polity qui procèdent de la confrontation des forces sociales opposées. Le néo-institutionnalisme et le matérialisme historique reconnaissent tous deux le conflit. Mais alors que le premier l'approche sous forme de rééquilibrage des ressources politiquement attribuées entre des acteurs dans un jeu à somme nulle joué suivant ses propres règles intrinsèques, le second y voit un processus de recréation continue de la nature humaine et la création de nouveaux modèles de relations sociales fondamentales qui *changent les règles du jeu* et à partir desquels de nouvelles formes de conflit pourraient apparaître. En d'autres termes, le néo-institutionnalisme saisit en le conflit la conséquence récurrente d'une polity exclusive alors que le matérialisme historique le prend pour une cause possible de *mutation qualitative* du régime et de sa structure constitutive.

Deuxièmement, il approfondit la thèse institutionnelle en se préoccupant de la relation polity/gouvernement et alors du rôle de la société civile. Les chercheurs se partagent entre un régime exprimant des intérêts particuliers de la société et une force incarnant l'intérêt général qui est celui du capitalisme et distinct

des intérêts particuliers des capitalistes. Gramsci contraste le matérialisme historique, qui reconnaît des sources éthico-culturelles d'action politique, avec l'économisme historique qui réduit tout aux gains matériels. Il permet de décaler la nature de la polity vers une ontologie historico-sociale en accentuant le mode de production et en faisant de la société civile le porte-étendard des valeurs éthiques de la bonne vie et de la bonne société.

Troisièmement, le matérialisme historique se focalise sur la production comme l'un des facteurs explicatifs de la forme particulière prise par la polity. A l'inverse au néo-institutionnalisme qui traite de la mobilisation des ressources, le matérialisme historique accentue la *production dans le sens critique de production et de reproduction du savoir et des relations sociales, des principes et des institutions antérieurs à la production des biens de consommation y compris de l'Etat*. La production qui crée la richesse et la base de la capacité du gouvernement a lieu dans des rapports de force entre contrôleurs et exécutants des tâches de la production. Le conflit et les actions changent ces rapports. Le matérialisme historique examine les liens entre le pouvoir dans la production, dans l'Etat et dans les interactions internationales. Le néo-institutionnalisme les ignore pratiquement. Il inféode la société civile au gouvernement dans une relation corporatiste mécaniciste alors même que le matérialisme historique la prend au sens de citoyen participant juxtaposé au pouvoir politique et économique. Ce qui en fait une force équilibrant ces deux pouvoirs et le lieu de production de la contre-hégémonie. Chien de garde de la constitution contenant la raison d'Etat, la société civile est le lieu de production de la connaissance sur le régime et les pratiques d'autorité. La manière dont elle

remplit sa fonction devient une préoccupation en études du développement.

Enfin, il accentue les capacités matérielles dans le processus de changement au même titre que les idées et les institutions de manière qui exclue tout déterminisme. Ainsi, une théorie critique du développement intègre non pas que les idées intersubjectives et les images collectives mais aussi les institutions qui substantialisent ces idées et les capacités matérielles sans lesquelles les idées perdent toutes forces transformationnelles.<sup>48</sup>

Le récit rostowien place la société au centre du changement, source des idées de la bonne vie et la bonne société d'une part, et les tenants du pouvoir qui ensemble forment la polity. La constitution au sens de *régime désigne un ensemble de principes, de normes, de règles et de procédures de prise de décision autour desquels convergent les attentes des acteurs*.<sup>49</sup> Par leur focus sur la polity, les institutionnalistes fétichisent la démocratie en accentuant le changement de culture politique et de comportement.<sup>50</sup> Décalant le focus vers le mode de production et l'hégémonie, le

matérialisme historique ne rejette pas que la société civile produise du savoir sur la *governing authority* et éduque les forces sociales de production dans le processus de changement et la mobilisation en faveur de la bonne vie et de la bonne société. Le matérialisme historique ramène les relations sociales de production dans le développement à la fois en tant que concept et réalité.

Dans la division universitaire du travail, la connaissance sur l'Etat et le gouvernement et l'activité destinée à relier les pratiques gouvernementales au vécu de la polity par les citoyens tombent dans le domaine de la science politique.<sup>51</sup> La performance du développement émerge de la relation entre la *governing authority* et le politologue dans une *alliance mémorable*. Les activités du dernier éclairent le leadership; en même temps, elles éduquent les forces de production au gouvernement. Sans ces activités par lesquelles le scientifique de la politique agit sur le leadership et la société qui tous deux le constituent, la déchéance de la polity ou la stagnation du changement est une possibilité

<sup>48</sup> Voir R.W. Cox, "Social Forces, States and World Orders: Beyond the International Relations Theory", *Millennium*, 10/2, 1981, 126-155; "Production and security", dans Cox et Timothy J. Sinclair, *Approaches to World Order*, Cambridge, CUP, 1996, 276-95 et "Production, the State and Change in World Order", dans Ernst Czempel et James Rosenau (eds.), op. cit., 1989, p. 39; "Civil society at the turn of the millenium: prospects for an alternative world order", *Review of International Studies*, 1999, 25, 3-28; J.A. "Scholte Civil Society and Democracy in Global Governance", *Global Governance*, 8/3, 2002, 281-304. En décalant le focus vers le mode de production, le matérialisme historique fait du régime un produit des interactions sociales ou de la *densité politique* entre la société politique et la société économique. Ici, aucun politique ne peut se prévaloir du titre de père de la nation qui alimente la confusion en postcolonie alors que la clarification favorise la répartition du pouvoir entre les branches du gouvernement. En outre, le mode de production permet de considérer l'action qui favorise l'équilibre entre les valeurs et les institutions.

<sup>49</sup> S.D. Krasner, "Structural causes and regime consequences: Regimes as Intervening Variables", *International Organization*, 36/2, 1982, p. 186.

<sup>50</sup> G.A. Almond et S. Verba, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, PUP, 1963. La culture politique désigne un ensemble de valeurs fondamentales, de sentiments et de connaissances qui sous-tendent le processus politique. Les éléments constitutifs de la culture politique sont les croyances, les opinions et les émotions des citoyens à l'égard de leur forme de gouvernement; toutes choses qui mènent aux idées et aux images collectives que partage une communauté politique. L.W. Pye, "Political Culture Revisited", *Political Psychology*, 12/3, 1991, 487-508; L.W. Pye et S. Verba, *Political Culture and Political Development*, Princeton, PUP, 1965.

<sup>51</sup> Voir M. Smith, "Introduction: The Domain of Political Science", *Political Science Quarterly*, 1/1, 1886, 1-8; H.J. Ford "The Scope of Political Science", *Proceedings of the American Political Science Association*, 2, 1905, 198-206.

mathématique. Le maintien et la santé du régime sont à ce prix.

Cette brève discussion amène à la proposition que le développement est une politique de changement de mode de production en faveur de la société de marché qui engage les scientifiques de la politique à la préparation des forces sociales de production au gouvernement dans un environnement anarchique de rareté écologique. Cette théorie est appliquée au cas américain.<sup>52</sup> Pour paraphraser Macridis, étudier le cas étatsunien *est en relation avec la tâche principale de la politique comparée de soulever des questions éclairant par des études parallèles des aspects du comportement politique et de la décision, fournissant un ensemble d'expériences et de données qui élargissent notre horizon et nous aident à nous libérer de notre esprit de clocher, à sortir de notre enfermement et à regarder notre système de l'extérieur.*<sup>53</sup>

Dans le processus de développement où les institutionnalistes voient le maintien et la santé du régime en termes de continuité, le matérialisme historique argue le changement dans la continuité comme le souligne Vico : *ce monde des nations a été certainement fait par les hommes et son apparence doit donc être trouvée dans les modifications de notre propre esprit.* L'équilibre entre les valeurs et les institutions qui favorisent la santé du régime se déroule dans la tête des individus. La manière dont se réalise cet équilibre devient une préoccupation en études du développement. La théorie critique permet donc de sortir la réflexion de son enfermement dans la mécanique

gouvernementale en recentrant le débat sur le mode de production qui accentue non pas que le régime y compris les idées et les institutions qui le constituent mais également les interactions sociales tout en intégrant la culture politique définie par Pye. Laissant toute la place à la société civile, cette approche pousse à une conception humaine et éthique du développement.

## *2. La société civile comme cheville ouvrière de la mutation des modes de production*

La société civile travaille à la mutation du mode de production. Afin de saisir la contribution de la science politique à la cohérence du mode de production capitaliste, nous devons explorer la puissance transformative de la société civile en pensée politique. A la fois comme réalité et concept, la société civile comprend deux sens dans la pensée politique de Gramsci : à la fois la base de l'hégémonie de la bourgeoisie et celle sur laquelle peut être construite une contre-hégémonie émancipatrice.

Gramsci en a construit une vision qui éclaire le débat sur le développement politique. Un examen des significations changeantes du terme et une réflexion sur la pensée gramscienne en tant qu'approche de la compréhension de la société et de la politique ayant pris forme en Italie des années 1920 et 1930 permet de voir son applicabilité dans le rapprochement entre les valeurs et les institutions de la *governing authority*. Gramsci était préoccupé par le changement de son monde. Comme le souligne Cox, une construction suivant sa pensée doit garder cet objectif au premier plan et alors découler d'une réflexion sur la

<sup>52</sup> La méthode d'étude de cas est l'une des anciennes stratégies de vérification, une approche méthodologique qui consiste à étudier une personne, une communauté, une organisation ou une société individuelle; l'étude de cas se penche sur une unité particulière quelconque; voir Simon N Roy, « L'étude de cas » dans Benoit Gauthier (éd.),

*Recherche sociale*, Québec, Presses de l'université du Québec, 200-225.

<sup>53</sup> R. Macridis, "Comparative Politics and the Study of Government: The Search for Focus", *Comparative Politics*, 1, 1968, p. 80



situation du monde dans son Etat actuel et servir de guide pour des actions visant à le changer afin d'améliorer le sort de l'humanité en équité sociale.<sup>54</sup>

Dans *Notes de prison*, la société civile est un terme élastique ayant différentes acceptions. Il apparaît souvent en fonction de l'Etat, comme dans l'équation : *Etat = société politique + société civile; en d'autres termes, l'hégémonie protégée par l'armure de la contrainte*. Croce vit l'Etat en termes idéalistes d'incarnation de l'éthique<sup>55</sup> alors que Gramsci saisit l'éthique comme émanant de pratiques sociales et culturelles qui permettent aux communautés humaines de faire face à leur environnement. De Croce, l'Etat éthique devient éthique via l'instrumentalité de la société civile tenant une dialectique interne pour Gramsci. Dans un sens, les agences d'éducation et idéologiques soutenues par le gouvernement créent la morale et la culture. Mais dans un autre, la société civile est autonome et plus fondamentale que l'Etat, voire constitue la base sur laquelle l'Etat peut être fondé, à la fois productrice et produite, un agent de stabilisation et de reproduction et un agent de transformation.

Gramsci pensait historiquement et dialectiquement et sa pensée exige de connaître exactement les relations entre les forces sociales; ces relations ont des composantes matérielles, organisationnelles et idéologiques, formant ensemble la configuration d'un bloc historique. La société civile dans ce sens désigne la combinaison des forces sur lesquelles le soutien pour une nouvelle polity peut être produite. Ces forces opèrent dans un espace politique et social occupé par

différentes forces en conflit au fur et à mesure du changement historique – un terrain qui se rétrécit quand il existe une identité étroite entre le peuple et ses institutions ou lorsque prévaut l'hégémonie, mais qui est élargi lorsque cette identité est faible.

Cox fait une généalogie de la société civile qui aide à établir la contribution de la science politique professionnelle à une administration publique rationnelle et un comportement politique efficace à la base de la santé du régime.

La société civile au siècle des Lumières était comprise comme le domaine de la bourgeoisie. L'Etat incarnait idéalement l'universalité, la règle de droit. Le roi devait être le premier serviteur de l'Etat, lié par et appliquant la règle de droit. Un problème intellectuel était de savoir comment expliquer la nécessaire compatibilité du domaine des intérêts particuliers et celui de l'universalité. Si l'Etat incarne l'universalité, la société civile doit produire des principes universels dans la sphère éthico-juridique. Elle doit être considérée comme créatrice de la base du bien-être commun au-delà des intérêts particuliers. Adam Smith pense avoir réussi la réconciliation en remodelant la doctrine chrétienne de la Providence en termes de *main invisible*. Dans sa conception originelle, la société civile était synonyme de la bourgeoisie, un groupe social conscient de lui-même.

Les travaux de Tocqueville sur la démocratie américaine révèlent la complexité du concept au XIXe siècle.<sup>56</sup> Il était ému par la floraison des associations formées spontanément par des gens pour réaliser des objectifs communs

<sup>54</sup> Voir Cox 1999, op. cit.

<sup>55</sup> B. Croce, *Politics and Morals*, New York, Philosophical Library, 1945, pp. 22–32. Il y a décrit l'Etat comme l'incarnation de l'*ethos humain*.

<sup>56</sup> Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique* 2 vols, Paris, Gallimard, 1951.

en dehors du gouvernement. Dans le contexte de la politique américaine, de Tocqueville voyait en cette prolifération d'associations une garantie contre une tyrannie de la majorité pouvant résulter d'un raz-de-marée électoral dans un contexte de populisme. Il a établi une analogie avec l'influence stabilisatrice qu'il considérait dans les sociétés européennes comme résultant de l'existence d'organismes hérités de l'époque médiévale qui restreignaient le pouvoir monarchique.

L'esprit d'association volontaire est ainsi devenu un aspect important de la société civile. Elle n'est plus identifiée au capitalisme et à la bourgeoisie, mais signifie le *citoyen participant mobilisé juxtaposé au pouvoir économique et au pouvoir dominant de l'Etat*. Pour Gramsci, qui est préoccupé par le défi de mobiliser la classe ouvrière pour une action combinée avec d'autres alliés potentiels, il n'y a jamais eu une spontanéité pure dans la construction d'une organisation sociale, mais une combinaison de leadership et de mouvement venant des exclus.<sup>57</sup> Le contexte de Gramsci est différent de celui dans lequel Tocqueville découvre l'esprit d'association dans une société américaine d'agriculteurs, d'artisans et de marchands. Pour contrer le fascisme, Gramsci a rejeté le *volontarisme*, d'une part, et la notion d'une élite révolutionnaire manipulant les masses, de l'autre. D'ailleurs la polity américaine est inspirée de l'ancien régime.<sup>58</sup> En contrepoint à la floraison en Amérique d'associations volontaires autonomes en dehors du gouvernement, l'Europe du XIXe siècle a connu la fusion de la société civile et de l'Etat sous forme de corporatisme. Conscients du

potentiel agitateur de la lutte des classes dans les sociétés industrialisées, les dirigeants ont cherché à amener les employeurs et les travailleurs organisés à établir une relation consensuelle avec le gouvernement afin de gérer le marché et soutenir la survie de l'Etat. Le corporatisme a laissé de côté ceux qui sont relativement impuissants dans la société. Le corporatisme a commencé avec des dirigeants conservateurs tels que Disraeli et Bismarck et s'est étendu sous forme d'Etat-providence. Gramsci résume cette période dans l'équation: Etat = société politique + société civile; autrement dit, les deux travaillent ensemble pour définir le mode de production.

La révolution française a laissé un autre héritage ayant des implications pour la société civile et la nature holiste du régime politique : le rejet de tout ce qui peut intervenir entre l'Etat et le citoyen. Ainsi conçu comme un moyen de liquider les corporations médiévales, le principe énoncé dans la loi Le Chapelier de 1791 revient au XIXe siècle contre la formation de syndicats. Le même principe a été réaffirmé par les bolcheviks : toutes associations admises dans le cadre du *socialisme réel* devraient faire partie d'un Etat-parti global. Au Bénin, le gouvernement militaire révolutionnaire, par exemple, avait régenté la société civile à travers les Comités d'organisation des jeunes et les Comités d'organisation des femmes.

La *relation* unique entre gouvernement et société civile suggère que le premier compte sur le soutien d'une seconde active, consciente et hétéroclite et devrait, en retour, soutenir et promouvoir des forces constructives de cette

<sup>57</sup> R.W. Cox 1999, op. cit., p. 7.

<sup>58</sup> Voir J.L. Bullion, "The "Ancien Regime" and the Modernizing State: George III and the American Revolution", *Anglican and Episcopal History*, 68/1, 1999, 67-84; W.E. Odom et R.

Dujarric, "The Sources of American Power", dans *America's Inadvertent Empire*, New Haven, Yale University Press, chapitre 1, 2004, 11-35.

société. *L'intellectuel organique était, pour Gramsci, le maillon essentiel de ce processus.* Ce survol de l'utilisation du terme *société civile* donne deux sens juxtaposés. L'un montre un processus *top-down* où les forces économiques dominantes forment une hégémonie intellectuelle et culturelle qui assure l'acceptation du mode de production par la masse. L'autre voit un processus *bottom-up* ou une contre-hégémonie qui aspire à être acceptée par la population pour changer l'ordre existant. Gramsci a insisté sur le fait que la révolution devait avoir lieu dans la société civile avant la révolution sous la forme de l'Etat. Comme nous le verrons et contrairement à ce que certains pensent à propos de la révolution behaviorale, les professionnels du gouvernement se sont mis au service non pas des dirigeants mais des citoyens.<sup>59</sup> Ainsi, le gramscianisme et le matérialisme historique offrent ensemble un cadre analytique solide pour étudier la contribution des professionnels du gouvernement au maintien de l'équilibre entre les valeurs universelles et les institutions. Rostow attache du prix à la connaissance scientifique dans le processus de développement. La création de l'Association américaine de science politique, ses objets et objectifs déclarés, ses activités d'éducation, de production et de diffusion du savoir permettent de rendre compte que les intérêts des politologues ne se dissocient pas de ceux du capitalisme triomphant de la bigoterie du prince.

Le point de départ de Gramsci pour penser la société, était la classe découlant des relations de production. Il s'est référé aux classes

*fondamentales* (bourgeoisie et prolétariat) mais d'autres classes non fondamentales, comme par exemple, la paysannerie et des éléments de la petite bourgeoisie avaient une grande importance en tant qu'alliés potentiels de la classe ouvrière dans la création d'un bloc contre-hégémonique. La conscience des groupes sociaux et de leur organisation pour l'action politique a été construite sur cette condition matérielle de base. La conscience n'était pas, pour Gramsci, un dérivé de la classe; mais une construction historique. Il y avait différents niveaux de conscience. La plus basse est ce que Gramsci appelle *corporative*, l'intérêt collectif dans une situation matérielle particulière. Cette conscience ne conteste pas le *statu quo* mais recherche l'intérêt d'un groupe particulier. Le niveau supérieur est la conscience de classe; elle pose la question de l'Etat. Pour qui était l'Etat? La conscience de classe unifie diverses formes de conscience corporative (par ex. entre différents groupes de travailleurs ou parmi des bourgeois aux intérêts matériels spécifiques rivaux) pour se focaliser sur la formation d'une autorité politique qui ferait progresser un concept de société basé sur la classe dirigeante, en fait la bourgeoisie, mais potentiellement la classe ouvrière. La conscience de classe a accentué le sentiment de clivage pour faire avancer la dialectique.<sup>60</sup> Le sentiment commun est celui d'oppression ou d'exclusion. La classe, dans son sens générique des divisions sociales résultant de l'exploitation, peut être considérée comme le substrat de cette variété de griefs. Mais le problème pratique reste de nouer des liens entre différents groupes

<sup>59</sup> D. Easton, "The New Revolution in Political Science", *The American Political Science Review*, 63/4, 1969, 1051-1061.

<sup>60</sup> Aujourd'hui, la *classe* est devenue une notion plus ambiguë car, dans le discours courant, elle se mêle à

diverses *identités* dans la formation de la conscience : genre, appartenance ethnique, religion et nationalité. Souvent, ces identités s'opposent subjectivement les unes aux autres et peuvent être manipulées par les pouvoirs dominants de l'Etat et du marché afin de fragmenter l'opposition.

défavorisés qui les connecteraient entre eux pour produire une contre-hégémonie.

Ce défi mène au plus haut niveau de conscience. La conscience hégémonique transcenderait la conscience de classe en incorporant les intérêts des groupes sociaux *non fondamentaux* dans une vision de la société fondée sur l'une ou l'autre des classes *fondamentales*; et elle donnerait à cette vision l'apparence de l'*ordre naturel* de la société. La progression de la conscience corporative à hégémonique en passant par la classe est une histoire *naturelle* de la société civile. Sur la base des conditions matérielles de production, le potentiel d'action humaine collective repose sur des groupes humains conscients de leur pouvoir. Bien que la formation de la conscience de classe ou hégémonique dépende de conditions matérielles, la conscience est néanmoins une force autonome. L'idéologie et l'organisation des forces sociales ne découlent pas machinalement des conditions matérielles. ***Les agents critiques dans la prise de conscience sont les intellectuels organiques***; ils servent à clarifier la pensée politique des groupes sociaux, amenant les membres de ces groupes à comprendre leur situation et comment, en combinaison avec d'autres groupes sociaux, ils peuvent lutter pour une forme de société toujours plus haute, plus développée, plus moderne.

Un autre concept gramscien est pertinent dans la société civile et son rapport à équilibrer les valeurs du régime et les institutions en matière de développement : la guerre de position. La guerre de position est une stratégie de construction de la conscience de groupes dans un bloc émancipateur; autrement dit, construire activement une contre-hégémonie au sein de l'hégémonie de la bourgeoisie tout en résistant aux pressions et tentatives sans retomber dans la poursuite de gains incrémentaux. Le cas

américain permet de voir à la contribution de la société savante APSA à la prise de conscience corporatiste et hégémonique et son engagement citoyen en faveur de la société de marché.

Le reste du papier étudie la contribution de la science politique professionnelle à l'hégémonie de la société de marché en Amérique. Elle accentue l'Association américaine de science politique et ses efforts canonisés en éducation non seulement à la citoyenneté mais surtout à la politique et au gouvernement des forces sociales de production de la maternelle au supérieur sur une période de soixante-dix ans, ainsi que son implication dans le behavioralisme. Elle termine par une réflexion épistémologique sur la transférabilité de cette expérience américaine en postcolonie ouest africaine.

## II. La profession en gouvernement au secours de la performance du développement américain

L'éducation est le passeport vers le futur, car demain appartient à ceux qui le préparent aujourd'hui.

Le cadre théorique précédent a permis de formuler une vision critique en accentuant un changement de mode de production en faveur de la société de marché qui s'accomplit lorsque des universitaires ayant une grande idée de la politique engagent une guerre de position en préparant les forces sociales de production au gouvernement dans un environnement anarchique de rareté. Cette deuxième partie applique cette théorie au cas américain en soutenant que l'Association américaine de science politique est une guerre de position qui a construit une hégémonie sur les questions de gouvernement et de politique dans la société civile américaine.

Les intellectuels organiques utilisent ensuite leur position pour éduquer les forces sociales de production dans les établissements scolaires américains. Le cadre théorique ci-haut présenté exclut de considérer les événements remarquables qui ont marqué la création de l'Etat. Il invite plutôt à se focaliser sur la santé du régime que la perspective gramscienne de développement égale au maintien de l'équilibre entre le régime et les pratiques de la governing authority. La création de l'APSA et ses activités subséquentes font autorité.

En effet, le 30 décembre 1903, des universitaires et autres professionnels en gouvernement se sont réunis au New Orleans en marge de la réunion annuelle des associations historique et économique et ont créé American Political Science Association (ci-après APSA).<sup>61</sup> Ensemble ils ont élu Franck Goodnow à la présidence de leur société. Ont été également élus vice-présidents et secrétaire trésorier, Woodrow Wilson, Paul Reinsch et Simeon Baldwin et Willoughby, de même que les membres du conseil exécutif, Fairlie (de droit administratif), White (ex-ambassadeur en Allemagne), Putnam (bibliothécaire du Congrès) et Shaw (rédacteur en chef de la *Review of Reviews*).<sup>62</sup>

L'action directe qui a conduit à la création de l'APSA a été entreprise un an plus tôt, date à laquelle, lors d'une réunion appelée à examiner la possibilité de créer une association de législation comparée, les participants avaient suggéré et discuté du besoin d'une association nationale devant avoir pour objet le domaine de la science politique. Le résultat a été un

comité de quinze membres, investi d'autorité de communiquer avec les individus et les associations d'intérêt pour évaluer à quel point une nouvelle société est opportune. De célèbres avocats, magistrats et politologues ont été consultés et il était devenu évident qu'il y avait une demande quasi unanime pour qu'une société représente leurs intérêts intellectuels. Le comité appelle à la réunion au New Orleans durant laquelle il a présenté son rapport et des mesures concrètes prises. Une constitution a été adoptée et des plans formulés pour le travail de la société savante. La grande question est de savoir la pertinence de créer une nouvelle association.

En effet, il existait déjà American Social Science Association et la moins visible Political Science Association. En 1885, Ely dirige le mouvement pour créer American Economics Association, la première organisation professionnelle de sciences sociales à rompre avec ASSA; il se révolta en partie contre la domination politique et méthodologique des doctrines de laissez-faire défendues par des gens comme William Sumner. Plus important, il était convaincu que la professionnalisation va soutenir les revendications académiques normatives concernant la politique. Il prétendait que AEA, dans un cadre universitaire, donnerait la plus grande influence pratique aux revendications des économistes et en particulier aux politiques quasi-socialistes qu'il souhaitait promouvoir. Son modèle procède de la vision allemande du rôle du professorat, en particulier des économistes associés à la *Verein fur Sozialpolitik*.<sup>63</sup> Les fondateurs de la nouvelle

<sup>61</sup> P.S. Reinsch, "The American Political Science Association", *The Iowa Journal of History and Politics*, 2, 1904, 155-161.

<sup>62</sup> Pour la liste complète des premiers dirigeants, voir APSA, "The Organization of the American Political

Science Association", *Proceedings of the American Political Science Association*, 1, 1904, 5-15.

<sup>63</sup> Voir J. Gunnell, "The Founding of the American Political Science Association: Discipline, Profession, Political Theory, and Politics", *American Political Science Review*, 100/4, 2006, p. 479.

Association sont inspirés par Ely. Malgré la différence idéologique, l'approche d'Ely était basée sur la même compréhension de la relation entre les universitaires et la politique qui avait influencé la création par Burgess de la School of Political Science de Columbia.

Les fondateurs de l'APSA ont distingué le domaine de la nouvelle société et qui nécessite selon eux une société savante en mettant en avant le lien intime entre l'économie, la politique et le droit.<sup>64</sup> Et pourtant, le champ de la science politique en est un qui diffère de celui de l'histoire ainsi que de celui de l'économie.<sup>65</sup> Fondamentalement, la conception de la science politique que partageaient les fondateurs de l'APSA est celle d'une *science* traitant de tout ce qui regarde exclusivement la polity. Plus restrictif, la science politique ne s'occupe principalement que des intérêts ou phénomènes résultant de relations politiques. Elle signifie la science de l'Etat qui comprend l'organisation et les fonctions de l'Etat, ainsi que les relations entre les Etats.<sup>66</sup>

Les fondateurs de l'APSA ont déclaré que la nouvelle association était destinée à attirer le soutien non seulement de ceux qui se consacraient à la recherche universitaire, mais

aussi des administrateurs publics, des avocats de grande culture et, en général, de tous ceux qui s'intéressent à l'étude scientifique des grandes et de plus en plus importantes questions de la politique théorique et pratique. Affiliée à AHA et AEA, la société est pensée assumer et maintenir un leadership dans ces domaines de réflexion. Ils pensent que, de même que la création de deux des plus anciennes a marqué une nouvelle ère de l'étude scientifique des sujets les concernant, de même la création de l'APSA laisse penser une nouvelle ère de l'étude scientifique et de l'enseignement de la science politique aux Etats-Unis.

Ainsi, APSA se donne le mandat de promouvoir **l'étude scientifique** des grands problèmes de la science politique. Pour citer la circulaire de son secrétaire fondateur, cet objectif doit être atteint *en établissant un contact personnel plus étroit avec tous ceux qui s'intéressent à ce domaine général de la pensée, en encourageant la recherche, en offrant à ses réunions annuelles des occasions de discussion et en aidant autant que ses moyens le permettent, à rassembler des documents de valeur et à publier des documents*

<sup>64</sup> Voir Gaspard de Réal, Grand Sénéchal de Forcalquier, *La science du gouvernement*, tome 6, A Aix-La-Chapelle, 1762.

<sup>65</sup> Voir M. Smith; "Introduction: The Domain of Political Science", *Political Science Quarterly*, 1/1, 1886, 1-8.

<sup>66</sup> H.J. Ford "The Scope of Political Science" *Proceedings of the American Political Science Association*, 2, 1905, 198-206. Voir B. Crick, *In Defence of Politics*, London, Penguin Books, 1962. Il circonscrit la politique dans le système démocratique et la définit comme étant l'activité par laquelle des intérêts divergents dans une structure historique sont conciliés en partageant le pouvoir proportionnellement à leur importance pour le bien-être et la survie de la communauté dans son ensemble. Crick explicite l'idée d'Aristote selon laquelle la politique est la science-maitresse (master-science). Cela signifie non pas que la politique explique toutes les autres sciences (compétences, activités sociales et groupes d'intérêt), mais leur donne une certaine priorité, un ordre dans leurs revendications rivales concernant les

ressources toujours rares de toute communauté (21-23). Cette vision médiatise l'allocation autoritaire des valeurs pour toute la société (D. Easton, *The Political System*, NY, Alfred A. Knopf, 1953, chap. v); W. Mitchell en a fait une vulgarisation intéressant ("Politics as the Allocation of Values: A Critique", *Ethics*, 71/2, 79-89). Cette allocation se fait non pas de manière despotique mais par la négociation entre les différents intérêts de la communauté. J. Vahamaki va dans le même sens : *La politique a besoin de participation, de discussion, d'abandon des solutions et positions existantes ... Elle n'a rien à voir avec l'art du filou... La politique crée un événement, introduit le changement dans ce qui est évident et normal. Elle le fait en coupant une ligne au milieu de divisions déjà existantes. Cette ligne ne vient pas de choses visibles, mais de l'extérieur* ("Time for Politics", *Alternatives: Global, Local, Political*, 28/2, 2003, 187-197). Pour une vulgarisation du concept d'allocation, voir T.S. Sorzano, "Values in Political Science: The Concept of Allocation", *The Journal of Politics*, 39/1, 1977, 24-40.

*important*<sup>67</sup> Elle espère intéresser non seulement les gens impliqués dans le travail universitaire mais également l'homme d'Etat, l'administrateur, le juriste et le publiciste et garantir la coopération de ces forces en l'étude et la discussion scientifiques de nombreuses questions importantes en théorie et en pratique.

La déclaration de Goodnow à la réunion inaugurale de l'APSA informe des objets et objectifs de cette société pour sa contribution au développement pensé en termes de changement durable de la *governing authority*. Elle exprime une double mission pour la société : *étude scientifique* de l'Etat au repos et en action et de ses fonctions du point de vue des opérations nécessaires à la réalisation de la raison d'Etat ou la production du savoir en gouvernement et administration publique; la diffusion de cette connaissance produite par les scientifiques américains de la politique. Il divise le sujet en trois : l'expression de la raison d'Etat, son contenu et son exécution; les organes qui la formulent, ceux qui influencent ou arbitrent son contenu et les instances qui assurent son application. Le président fondateur voit gouvernement, administration publique et comportement politique. Goodnow insiste. Ces structures, constitutives de la *governing authority*, ont un caractère théorique et juridique. Chaque gouvernement est influencé par une théorie qui se fait sentir dans ses organisation et fonctionnement. Les problèmes liés à l'organisation des autorités devant exprimer, formuler et exécuter la raison d'Etat se rapportent aux disciplines spéciales auxquelles est rattachée la théorie politique.

Pourtant, la théorie politique n'embrasse pas tous les problèmes liés à la première branche

du sujet. L'expression de la raison d'Etat est facilitée par des coutumes et organisations extra-légales. Goodnow tire sur le système américain de gouvernement, arguant que comprendre l'élection présidentielle et l'obligation des grands électeurs, par exemple, exige de saisir la manière dont sont organisés les partis et formées les conventions nationales et leurs modes d'action, les problèmes liés à leur organisation et acquittement des fonctions statutaires. La matière à étudier touche également la séparation de l'organisation et l'action de l'Etat du gouvernement. La raison d'Etat est consignée dans les constitutions et les amendements. Des problèmes sont liés à ces questions, par exemple, la représentativité des conventions constitutionnelles, la légitimité pour les tribunaux de respecter les constitutions, le pouvoir de contrainte des constitutions; les referenda sur des questions constitutionnelles et sujets de moindre importance, la constitution elle-même et le régime politique.

Le président souligne que l'exécution des décisions mérite un traitement particulier. Une étude du gouvernement qui chasse son administration et les méthodes administratives effectives est aussi périlleuse que les spéculations du politicien. Il ne cache pas l'inefficience de l'administration américaine à la création de la société. *Ce qui était vrai du Poor Law en Angleterre s'applique à presque toutes les branches de l'administration de ce pays à l'heure actuelle*. Étudier l'administration est de la plus haute importance et passe par un examen minutieux des méthodes et de leurs résultats. Les réunions annuelles de l'APSA offrent un lieu de rencontre pour les gens dont le travail est politique, un cadre pour ces individus de

<sup>67</sup> W.W., Willoughby, "Report of the Secretary for the Year 1904", *Proceedings of the American Political Science Association*, 1, 1904, 27-32; ou Willoughby,

"The American Political Science Association", *Political Science Quarterly*, 1904; XIX, 1.

rencontrer les acteurs de la vie politique. Car sans la théorie politique qui assure la réalisation et l'adhésion à de grands idéaux, le politique peut avoir une vision déformée par sa proximité avec les problèmes et perdre ses idéaux dans l'atteinte de son objectif immédiat. Or, la connaissance de ce qui est le mieux réalisable n'est possible que pour des gens ayant à la fois un idéal et une expérience politique. Les réunions annuelles de la société offrent l'opportunité de rencontre entre l'idéal et la pratique de manière qui profite aux deux classes à qui nos progrès politiques doivent être dus. Elles sont aussi une opportunité pour les enseignants en favorisant le contact avec les collègues et apprendre ce qui se fait dans les autres institutions d'enseignement, pour comparer nos notes avec nos collègues pour savoir si nous pouvons améliorer nos méthodes. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions éliminer les préjugés et perdre l'étroitesse résultant de notre environnement. Les réunions sont des lieux d'échange entre politiciens, fonctionnaires et politologues : la création de l'APSA ouverte à un domaine devant être cultivé offre des opportunités à la fois par ceux qui se consacrent au travail d'enseignement de la politique et ceux qui sont plus immédiatement responsables de solutions aux nombreux problèmes politiques urgents. Le but ultime de la recherche et de la diffusion du savoir en gouvernement se résume en la réalisation de la raison d'Etat pensée en termes de survie de la nation.<sup>68</sup> Les travaux ultérieurs de l'APSA suivent ces orientations.

#### A. Produire la connaissance scientifique sur la governing authority

Dans son exposé sur l'APSA, Gunnell argue que les motivations réformistes qui animaient les premières sciences sociales se sont fanées à la suite des tendances conservatrices de la professionnalisation mais que la recherche de *l'objectivité* et du statut de scientifique a favorisé la performance du gouvernement. Le professionnalisme a été conçu et déployé comme un moyen de contester l'inertie disciplinaire et de confronter des images ancrées de la relation entre la science politique et la politique.

Dès le début, les fondateurs ont exprimé *un fort sentiment* pour une étude scientifique de la politique.<sup>69</sup> Ce qui rend la science politique professionnelle est sa capacité à produire de la connaissance scientifique sur le gouvernement et la conduite des opérations nécessaires à la réalisation de la raison d'Etat. Les analystes identifient trois mouvements ayant favorisé une science professionnelle du gouvernement : l'étatisme décrit les institutions gouvernementales officielles; le behavioralisme décale vers le comportement politique et le système politique mais en encourageant la séparation entre les faits et les valeurs personnelles du politologue; et le mouvement de la perestroïka qui accentue la pertinence sociale de la discipline science politique. Un exposé notamment du behavioralisme donne des insights sur la contribution de la science politique professionnelle américaine à la révélation (et par conséquent l'ajustement) du système politique constitutionnellement établi et les attitudes des forces gouvernementales

<sup>68</sup> F.J. Goodnow, "The Work of The American Political Science Association", *Proceedings of the American Political Science Association*, 1, 1904, 35-46.

<sup>69</sup> W.W. Willoughby, op. cit., p. 25.



et de production.<sup>70</sup> Le behaviorisme a renforcé la professionnalisation de la science politique.

### 1. *La révolution behaviorale dans la professionnalisation en gouvernement*

Le behaviorisme est un mouvement de protestation au sein de la science politique américaine. Par un focus sur le comportement politique des forces sociales, le behaviorisme réunit les politologues partageant une profonde insatisfaction face aux résultats des approches herméneutiques.<sup>71</sup> Le behaviorisme désigne fondamentalement, le un corps de connaissances qui offrent ou aspirent à fournir des principes observés du comportement humain par le biais de méthodes semblables à celles des sciences naturelles. Il a produit des évolutions dans les domaines de la technique de recherche, de la théorie et des propositions vérifiées et dans le recadrage de la discipline.

Des interprétations contradictoires ont marqué le behaviorisme. Les premières observations se sont produites dans les années 1920. Utilisé par les politologues américains dans l'entre-deux-guerres,<sup>72</sup> le terme *comportement politique* a été adopté en premier par le journaliste Frank Kent comme titre de son volume *Heretofore Unwritten Laws, Customs and Principles of*

*Politics as Practised in the United States*. Pour Kent, l'étude du comportement politique signifie rendre compte de comment se passent *effectivement* les choses et non de la manière dont elles devraient se produire. Plus tard, Herbert Tingsten utilisa le terme pour son ouvrage *Behavior Political: Studies in Election Statistics* en 1937.

Ontologiquement, *political behaviour* se réfère à l'étude des individus plutôt que des unités politiques. Cet accent est clair dans le rapport du SSRC de 1944-1945 annonçant la création du Committee of Political Behavior. C'est ainsi que Easton l'a aussi défini.<sup>73</sup> Diplômé de Chicago et membre du Committee of Political Behavior, de Grazia nie que le terme se réfère à quelque matière, à une focalisation interdisciplinaire, au quantitativisme, à tout effort spécifique pour introduire quelques nouvelles méthodes, à la psychologie, au *réalisme* par opposition à *l'idéalisme*, à l'empirisme versus les systèmes déductifs ou au comportement électoral. Il en a conclu à la science politique normale et alors propose que le terme soit supprimé.<sup>74</sup> Mais Comme le souligne Dahl, l'approche behaviorale est une tentative de rendre plus scientifique la composante empirique de la discipline pour améliorer notre compréhension de la politique en cherchant à expliquer les

<sup>70</sup> J.S. Drysek, "Revolutions Without Enemies: Key Transformations in Political Science", *American Political Science Review*, 100/4, 2006

<sup>71</sup> R. A. Dahl, "The Behavioral Approach in Political Science: Epitaph for a Monument to a Successful Protest", *The American Political Science Review*, 55/4, 1961, 763-772. Voir aussi le grand débat entre l'approche traditionnelle et l'approche scientifique opposant Bull et Kaplan (H. Bull, "International Theory: The Case for a Classical Approach", *World Politics*, 18/ 3, 1966, 361-377; M.A. Kaplan, "The New Great Debate: Traditionalism vs. Science in International Relations", *World Politics*, 19/1, 1966, 1-20).

<sup>72</sup> D. Easton, *The Political System*, op. cit., 203.

<sup>73</sup> Easton sur le comportement politique : *Il est clair que ce terme [comportement politique] indique que le*

*chercheur souhaite considérer les participants au système politique comme des individus qui ont des émotions, des préjugés et des prédispositions d'êtres humains tels que nous les connaissons dans notre vie quotidienne. La recherche behaviorale ... a donc cherché à placer l'être humain au centre de l'attention, en partant du principe que les traditionalistes réifient les institutions et les considèrent pratiquement comme des entités distinctes de leurs individus constitutifs. Les chercheurs utilisent souvent les termes ... pour indiquer qu'ils étudient le processus politique en examinant sa relation avec les motivations, les personnalités ou les sentiments des participants en tant qu'êtres humains individuels », dans *The Political System*, op. cit., 201-205.*

<sup>74</sup> "What is Political Behavior?," *PROD*, July, 1958.

aspects empiriques de la vie politique au moyen de méthodes, théories et critères acceptables de preuve selon les canons de la science moderne.<sup>75</sup> La recherche behaviorale repose fondamentalement sur la prémisse que ***pour changer une institution, il faut d'abord comprendre son fonctionnement.***<sup>76</sup> Dans son compte rendu du séminaire de 1951 tenu à Chicago et intitulé "The Implications of Political Behavior Research", Truman donne la vision du comité. *En gros, le terme comportement politique comprend les actions et les interactions de gens et de groupes impliqués dans le processus de gouvernement ... cette conception place sous la rubrique du comportement politique toutes activités humaines pouvant être admises comme faisant partie du gouvernement; cela rejoint le focus néo-institutionnaliste sur la governing authority; pour le dire autrement, le behaviorisme expose non pas que le système et le processus politique mais également le comportement politique des forces étatiques au peuple américain, soutenant ainsi indirectement le rapprochement des attitudes des acteurs au régime consigné dans la constitution.*

A proprement parler, le comportement politique n'est ni un *domaine* des sciences sociales ni un *champ* de la science politique, car il représente plutôt une orientation cherchant à statuer tous les phénomènes du gouvernement en termes de comportements observés et observables des gens. Son objectif inclut une restructuration et une extension des domaines classiques de la science politique. L'approche implique deux exigences essentielles : la

recherche doit être systématique et découler d'un énoncé d'hypothèses précises et de preuves rigoureuses; elle doit mettre l'accent sur les méthodes empiriques. Le but ultime est de développer une science du processus politique.<sup>77</sup> Truman attire l'attention sur les avantages de faire appel aux autres sciences sociales et met en garde contre les emprunts indiscriminés : *orientation comportement politique vise à être quantitative dans la mesure du possible. Mais le behavioriste traite de l'institution politique et il est obligé d'accomplir sa tâche en termes quantitatifs s'il peut et qualitatifs s'il le doit.* Tout en reconnaissant qu'une recherche directive n'est pas une préoccupation du behaviorisme, Truman insiste sur l'étude des valeurs en tant que déterminants importants du comportement des humains en politique. L'une des raisons majeures de toute recherche en la matière est de ***découvrir des uniformités et d'être à même d'indiquer les effets de tels modèles et des politiques pour maintenir ou pour changer un système de valeurs.***

Le meilleur rendement du behaviorisme réside dans les études du comportement électoral. Par exemple, *People's Choice*<sup>78</sup> analyse l'élection présidentielle de 1940 publiée pour la première fois en 1944; *The American Voter*<sup>79</sup> rend compte de l'élection de 1956. Cette série d'études a modifié et approfondi la compréhension de la décision ou non décision de voter. Chaque nouvelle étude construit sur la dernière; comme des politologues bien formés commencent à travailler sur ces questions avec des sociologues et des psychologues,

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 159.

<sup>76</sup> Voir D. Easton, "Traditional and Behavioral Research in American Political Science", *Administrative Science Quarterly*, 2/1, 1957, 110-115

<sup>77</sup> Social Science Research Council, *Items*, 1951, pp. 37-39.

<sup>78</sup> P.F. Lazarsfeld, B. Berelson et H. Gaudet, *The People's Choice*, New York, 1944.

<sup>79</sup> A. Campbell, Ph. Converse, D. Stokes et W. Miller, *The American Voter*, New York, 1960, une étude étendue et redéfinie par les mêmes auteurs dans "Stability and Change in 1960: A Reinstating Election", *American Political Science Review*, 55, 1961, 269-280.

leur contribution à la compréhension de la politique a augmenté, et alors, sur de nombreux sujets, ils peuvent parler avec confiance.<sup>80</sup>

*Political Life* de Lane expose le type de questions sur laquelle nos connaissances sont meilleures qu'elles ne l'étaient naguère : *Qui participe aux élections et que font-ils? Qui essaie d'influencer les fonctionnaires et comment le font-ils? Qui écoute quoi? Qui parle à qui? Pourquoi les individus de statut inférieur moins participent que ceux de statut supérieur? En outre, le behaviorisme s'est fait sentir sur les caractéristiques psychologiques de l'homo politicus : les attitudes, les croyances, les prédispositions, les facteurs de personnalité. Quelques noms et travaux illustrent ce volet: Lasswell, Lane, Cantril, McClosky, Lipset; *Authoritarian Personality; Appeals of Communism; Communism, Conformity and Civil Liberties;* et *Political Man*.*

De plus, le behaviorisme a également impacté l'étude des systèmes politiques et de groupes et la compréhension des mécanismes par lesquels les décisions individuelles sont agrégées et combinées en des décisions collectives. Dans *Union Democracy*, Lipset, Trow et Coleman expliquent le maintien du système légitime à deux partis. De plus, bien des politologues ont étudié des communautés locales en tant que des systèmes d'information ou de processus décisionnel.<sup>81</sup> Deutsch reflète le behaviorisme dans son étude des systèmes politiques internationaux. D'autres études aident à formuler

des réponses percutantes à des questions anciennes.<sup>82</sup>

La période dite de révolution behaviorale allant de la fin des années 1950 à 1970 est celle où la recherche en politique a été la plus ambitieuse, novatrice, stimulante et importante. Quinze travaux ont été identifiés comme canoniques et réalisés durant cette période : *Civic Culture* de Almond et Verba; *American Voter* de Campbell, Converse, Miller et Stokes; *Who Governs ?* de Dahl; *Class and Class Conflict in Industrial Society* de Dahrendorf; *Nerves of Government* de Deutsch, *Economic Theory of Democracy* de Downs, *Systems Analysis of Political Life* de Easton, *Political Order in Changing Societies* de Huntington, *Responsible Electorate* de Key; *Political Ideology* de Lane, *Political Man* de Lipset, *Intelligence of Democracy* de Lindblom, *Social Origins of Dictatorship and Democracy* de Moore, *Presidential Power* de Neustadt et *Logic of Collective Action* de Olson. Ces œuvres sont "the common currency of the profession, the lingua franca of our shared discipline and the touchstones for further contributions to it".<sup>83</sup> Plusieurs variables expliquent ce tournant. La première ne se dissocie pas de la création de l'APSA qui se donne le mandat d'études scientifiques de la politique ou de produire une *nouvelle science politique*. Mais le développement rapide aux Etats-Unis de l'approche behaviorale dépend de certaines attitudes et prédispositions qui tissent la culture

<sup>80</sup> Voir R. Dahl, "The Behavioral Approach in Political Science: Epitaph for a Monument to a Successful Protest" *The American Political Science Review*, 55/4, 1961, p. 768.

<sup>81</sup> M. Janowitz, ed., *Community Political Systems*, Glencoe, The Free Press, 1961; E.C. Banfield, *Political Influence*, Glencoe, The Free Press, 1961; A.H. Birch, *Small Town Politics: A Study of Political Life in Glosop*, London, Oxford University Press, 1959.

<sup>82</sup> Un exemple intéressant d'une application de l'approche behaviorale à la politique compare est le travail de Stein

Rokkan et Henry Valen, "Parties, Elections and Political Behavior in the Northern Countries: A Review of Recent Research" *Politische Forschung* (1960). La tentative la plus ambitieuse d'appliquer les méthodes d'enquête à la politique comparée est représentée par une étude de la socialisation politique et les valeurs politiques dans cinq nations conduite par Gabriel A. Almond.

<sup>83</sup> Voir L. Siegleman, "The Coevolution of American Political Science and the "American Political Science Review"", *The American Political Science Review*, 100/4, 2006, p. 474.

américaine : la foi dogmatique en le progrès, le pragmatisme, le sens des faits, la confiance en la science, etc.<sup>84</sup> On peut toutefois pousser l'esprit behavioral plus loin en le remontant à la création de l'APSA.

La science politique en tant que discipline universitaire émerge en 1880 lorsque Burgess, qui avait fait ses études supérieures à Göttingen et Berlin, institua un programme d'études supérieures à Columbia College sur le modèle des universités européennes. Ce programme accentue recherche et publication, l'utilisation de méthodes historiques et comparatives ainsi que les aspects juridiques et constitutionnels de la politique.<sup>85</sup> En ce temps-là en Allemagne, *Staatswissenschaft* était utilisé. Gouvernement et politique étaient aussi utilisés mais science politique est devenue dominant.<sup>86</sup> Avec l'établissement d'autres programmes de science politique par d'autres institutions, des étudiants restent chez eux et l'américanisation entraîna un désintérêt pour la science politique européenne.<sup>87</sup> Dans le même temps commence à se développer la conviction que la science politique américaine *est unique pour le monde, un type et une gamme de connaissances méritant d'être exportés ou imités.*<sup>88</sup> Cela tenait de la conviction que les Etats-Unis sont un nouveau type de société dont le destin manifeste *deviendra l'expérience humaine.*<sup>89</sup> De plus, Charles Merriam annonçait déjà dans son discours présidentiel de 1925 ce jour

prochain où la discipline pourra *adopter une approche autre que la formelle, comme le font d'autres sciences et commencer à considérer le comportement politique comme l'un des objets essentiels de recherche* : « the most striking tendency of method during this period has been that toward actual observations of political processes and toward closer analysis of their meaning – this in contrast to a more strictly historical, structural, and legalistic method of approach to the problems of politics ».<sup>90</sup>

Au cours de la décennie suivante, sous son leadership à Chicago, le département de science politique était au centre de ce qui est appelé plus tard l'approche behaviorale. Nombre de politologues ayant introduit cette approche étaient par exemple, Lasswell, Key, Truman, Simon et Almond, tous diplômés de Chicago. A Cornell, Catlin exposait des visions similaires.<sup>91</sup> Mais l'impact collectif de l'école de Chicago était le plus important. Malgré la foi en la science politique américaine *sui generis*, des problèmes de discipline étaient présents presque dès le début. La science politique est-elle une science? Si tel est le cas, dans quelle mesure est-il possible de faire de la politique une étude scientifique? Quels sont la portée, les méthodes et les objectifs de la science politique? La plupart des politologues américains, qui savent peu des origines et évolutions précoces de leur discipline,<sup>92</sup> ont

<sup>84</sup> B. Crick, *The American Science of Politics, Its Origins and Conditions*, London, Routledge, 1959, p. 38.

<sup>85</sup> Sylvia D. Fries, "Staatstheorie and the New American Science of Politics", *Journal of the History of Ideas*, 34/3, 1973, p. 395.

<sup>86</sup> Pour une note introductive au nouveau terme, voir J. Dreijmanis, "Politology", *Politics*, 8/2, 1973, p. 360.

<sup>87</sup> A. Somit et J. Tanenhaus, *The Development of American Political Science*, eds., New York, Irvington Publishers, 1982, p. 38.

<sup>88</sup> D. Waldo, "Political Science: Tradition, Discipline, Profession, Science, Enterprise", dans Fred Greenstein et Nelson Polsby (eds), *Handbook of Political Science*, 1, Massachusetts, Addison-Wesley Publishing Co., 1975, p. 32.

<sup>89</sup> Ibid, p. 20; B. Crick, op. cit., 1959, p. xv.

<sup>90</sup> C.E. Merriam, "Progress in Political Research", *American Political Science Review*, 20/1, 1926, p. 7, p. 3.

<sup>91</sup> Voir G. Catlin, *Science and Method of Politics* (1927). Un autre exemple de l'approche behaviorale avant-coureur était Stuart Rice, *Quantitative Methods in Politics* (1928).

<sup>92</sup> Somit et Tanenhaus, op. cit., p. 2

eu tendance à réorganiser ces questions. Le contexte historique a aussi joué.

La fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle ont vu la montée des mouvements populistes et progressistes qui mettaient l'accent sur les réformes électorales, le service public et le gouvernement municipal. Ces mouvements ont trouvé un accueil enthousiaste parmi des politologues militants et à la pointe des réformes de la fonction publique et de la création de bureaux de référence législative et d'instituts de recherche en gouvernement.

Dans les années 1930 un nombre important de réfugiés européens, notamment allemands, apportent une approche sociologique de la politique. Ayant occupé des postes de direction dans les départements de science politique certains ont insisté sur la pertinence des théories sociologiques et psychologiques pour comprendre la politique en attirant l'attention sur Marx, Durkheim, Freud, Pareto, Mosca, Weber, Michels. La sociologie politique commence à prospérer. Les politologues découvrent alors que leurs collègues sociologues s'installaient avec rapidité et compétence dans des domaines qu'ils considéraient comme leur champ.<sup>93</sup>

La Seconde Guerre mondiale a également stimulé le behaviorisme, car des politologues ont quitté leurs tours d'ivoire et se sont confrontés aux réalités politiques et administratives quotidiennes à Washington et ailleurs. La confrontation de la théorie et de la réalité provoqua en la plupart un sentiment d'insuffisance des approches conventionnelles pour décrire la réalité, encore moins pour prévoir dans une situation donnée ce qui était probable de se passer.

APSA a donné un élan important à travers le *Social Science Research Council*. Herring y a exercé un esprit dominant pendant deux décennies. Avant de prendre la tête du SSRC en 1948, ses travaux reflétaient un souci de rupture des liens de la recherche confinés dans la bibliothèque et des influences individuelles et collectives sur la politique et sur l'administration. En 1945, il fait créer le Committee on Political Behavior du SSRC dont il prit la direction. Les autres membres<sup>94</sup> étaient également préoccupés par la science politique traditionnelle. Le Comité eut mandat d'explorer une nouvelle approche de l'étude du comportement qui appelle à un examen des relations des citoyens, administrateurs et législateurs pouvant éclairer les problèmes, afin de formuler et de tester des hypothèses concernant les uniformités de comportement dans différents contextes institutionnels.<sup>95</sup> En 1949, le SSRC, conjointement avec le département de science politique de Michigan et son Institute for Social Research, a organisé une conférence d'une semaine sur Research on Political Behavior. Des exposés ont été présentés sur la politique régionale, les contributions possibles de sciences sociales, le comportement électoral, les attitudes politiques, les groupes de pression et les problèmes méthodologiques.<sup>96</sup> Vers la fin de 1949, un nouveau comité du SSRC sur le comportement politique fut établi, avec Key en président. Le nouveau comité reçut le mandat d'*élaborer la théorie et d'améliorer des méthodes nécessaires pour que la recherche en sciences sociales sur le processus politique soit plus efficace*. Sous la présidence de Truman, un autre membre de l'APSA, le comité a octroyé des subventions de recherche et joué dans le recalibrage de la théorie en politique.

<sup>93</sup> R.A. Dahl, op. cit.,

<sup>94</sup> Notamment H. E. Charles, S. Hyneman, et V.O. Key.

<sup>95</sup> R.A. Dahl, op. cit.

<sup>96</sup> A. Heard, "Research on Political Behavior: Report of a Conference," *Items* (Social Science Research Council, 1949), pp. 41-44.

Il y avait aussi la croissance rapide de la méthode d'enquête disponible pour l'étude des choix et attitudes politiques et en particulier du comportement électoral. Des techniques comme le design expérimental, la modélisation causale, les analyses statistiques et longitudinales et bien d'autres sont utilisées. Les études sur le vote, la socialisation politique et l'opinion publique sont reprises dans le moule behaviorale. Le sous-champ le moins touché est la théorie politique normative et les critiques les plus sévères du behaviorisme sont venues de ce quartier.<sup>97</sup> Là où Tingsten s'était appuyé sur des statistiques globales de vote, la méthode d'enquête permet un accès direct aux caractéristiques et comportement des gens. Comme les méthodes devenaient *scientifiques*, sous les auspices du Survey Research Center de Michigan et du Bureau of Applied Social Research de Columbia, les politologues ont vu leur monopole de compétences en interprétation savante du vote et des élections détruites par des sociologues et psychologues sociaux qui commencent à transformer l'analyse du vote en une science empirique plus convaincante.

On ne peut négliger l'influence des fondations, en particulier Carnegie, Rockefeller et Ford qui, par leur financement de la recherche, influencent la communauté scientifique. Les membres du personnel des fondations sont sensibles aux visions de scientifiques sur

lesquels ils se fient pour obtenir des conseils. Si les fondations avaient été hostiles à l'approche behaviorale, sans doute que cela aurait été rude. La recherche empirique coûte – et parfois, comme dans le cas des études sur le vote aux élections présidentielles, la recherche behaviorale est très dispendieuse.<sup>98</sup>

Malgré les progrès dans l'entre-deux-guerres, la science politique *n'avait pas un ensemble de concepts ni de corpus théorique central et organisant des objectifs de base*. C'était une discipline hétérogène, plurielle et diverse avec peu de consentement sur ces principales préoccupations, ses méthodes et ses buts.<sup>99</sup> Les analystes ont autant estimé que leur discipline était en théorie et méthode plus arriérée que l'économie et la sociologie.

Bien que les partisans ne s'entendent pas sur ce qui constitue le behaviorisme, ils acceptent nombre de principes. Easton en a énuméré huit : régularités découvrables pouvant être exprimées sous forme de théories ou généralisations prédictives; ces théories doivent être testables; moyens rigoureux requis pour observer et analyser le comportement politique; mesure et quantification des données; séparation des valeurs et faits; recherche systématique reliée à la théorie; explication du comportement politique précédant l'utilisation du savoir politique; et recherche politique intégrant les conclusions des autres sciences sociales.<sup>100</sup> De

<sup>97</sup> D.B. Truman, "The Impact on Political Science of the Revolution in the Behavioral sciences", dans R. J. Gelles (ed.), *Behavioralism in Political Science*, Routledge, 2011. ProQuest Ebook Central, <http://ebookcentral.proquest.com/lib/ualberta/detail.action?docID=5042554>. Pour les critiques, voir en particulier Leo Strauss, *What Is Political Philosophy? and Other Studies*, New York, Free Press of Glencoe, 1959.

<sup>98</sup> Rockefeller Foundation, par exemple, a contribué au financement de la première étude réalisée par Lazarsfeld, Berelson et Gaudet lors de l'élection présidentielle de 1940 dans le comté d'Erie en Ohio, ainsi que presque seule les études électorales du Survey Research Center du

Michigan. La Ford Foundation a soutenu le Behavioral Sciences Program. Les politologues du Centre for Advanced Studies in Behavioral Sciences de Palo Alto étaient enclins à une étude plus empirique rigoureuse de la politique. La venue de l'ordinateur a favorisé le traitement de grandes quantités de données. Sur cette base des ressources combinées, le behaviorisme a été lancé au début des années 1950.

<sup>99</sup> F.J. Sorauf, *Perspectives on Political Science*, Columbus, Ohio, Charles E. Merrill Books, 1966, 13-14.

<sup>100</sup> D. Easton, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall, 1965, p.7, ou J. Dreijmanis, "Political Science in the United States: The Discipline

nombreux départements de science politique offrent des cours en comportement politique. A Michigan, par exemple, Political Behavior n'est pas qu'un cours, mais un domaine d'études supérieures parallèle à des domaines aussi classiques que la théorie politique, l'administration publique, etc.

La présidence de l'APSA offre un symbole pratique du changement. L'élection de Peter Odegard en 1950 marque un tournant. Depuis, Lasswell et trois des quatre membres du Committee on Political Behaviour occupaient la présidence. Ainsi, les sectaires révolutionnaires se sont retrouvés en devenant membres de l'establishment.

Le behavioralisme, cependant, n'a pas tout balayé. Dans les mots de Easton, *la discipline n'a pas été unie dans son acceptation des innovations behaviorales, qu'elles soient techniques ou théoriques*.<sup>101</sup> Une enquête menée en 1963 par Somit et Tanenhaus révèle que 65,7% des répondants estiment *superficielle une bonne partie des connaissances en science politique*.<sup>102</sup> En 1976, le pourcentage est de 70,8.35. Les deux tiers (66,6%) estimaient que la science politique ne disposait d'aucun *ensemble de méthodes et techniques consensuel*. Ce pourcentage est tombé à 58,7. Plus de 40% de la profession pensaient qu'*une grande partie du travail fait en matière de comportement politique n'a que*

*peu de rapport avec la science politique*. Ce chiffre était de 23,5% en 1976. Enfin, 38,5% sont convenus que *l'approche behaviorale ne permet pas de s'attaquer avec succès aux problèmes vraiment importants de la vie politique*, 45,7% d'entre eux n'étant pas de cet avis et 15,8% restent sans avis. Vers la fin des années 1970, les pourcentages étaient respectivement de 35, 52,7 et 12,3.<sup>103</sup>

Au plan de la métathéorie, la différence entre les approches traditionnelle et behaviorale établie par Easton permet de soutenir une coconstitution des deux et du post-behavioralisme qui ont produit la science politique contemporaine. La recherche behaviorale est née en même temps que celle traditionnelle.<sup>104</sup> Par de nouveaux concepts et techniques, la première révèle les vieux problèmes à résoudre et de nouveaux significatifs.<sup>105</sup> Les différences sont qualitatives sur deux hypothèses : la prédictibilité du comportement humain et le rôle des valeurs. Sur la première, la méthode traditionnelle ne rejette pas la découverte des uniformités de comportement. Pour le behavioraliste, la théorie doit permettre de prédire le comportement politique. Sur la seconde, les traditionalistes s'intéressent à l'histoire ou à l'explication des objectifs éthiques. Du moins implicitement, il existait une notion de ce qui constitue le bon ordre pour la société suivant lequel doivent être jugées les

and the Profession", *Government and Opposition*, 18/2, 1983, p. 201. Ces dimensions se rapportent à quatre : accent sur la quantification et l'analyse statistique des données et sur la psychologie politique et la culture politique, la reconnaissance que tous les actes politiques impliquent des choix d'agents spécifiques; et une exploitation sans entrave des concepts et conclusions des autres sciences sociales. Voir H.D. Lasswell, *Psychopathology and Politics*, Chicago, UCP, 1930, p. 173; Pye, "The Behavioral Revolution and the Remaking of Comparative Politics", dans R.E. Goodin et C. Tilly (eds.), *Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*, en ligne en 2009.

<sup>101</sup> D. Easton, *The Political System*, p. x.

<sup>102</sup> Somit et Tanenhaus, *American Political Science: A Profile of a Discipline*, New York, Atherton Press, 1964, 14-15.

<sup>103</sup> W.B. Roettger, "The Discipline: What's Right, What's Wrong, and Who Cares?", papier présenté à la reunion de 1978, NY, 1978, p. 8.

<sup>104</sup> Voir H. Bull et M. Kaplan, op. cit.

<sup>105</sup> Toutes deux recherchent des constances. Elles partagent un intérêt pour la généralisation de l'activité politique et la formulation des généralisations sous forme de théories plutôt que de descriptions avec un domaine d'application étroit; voir D. Easton, "Traditional and Behavioral Research in American Political Science", *Administrative Science Quarterly*, 2/1, 1957, 110-115.

institutions.<sup>106</sup> Il existe des différences quantitatives. La recherche s'est intéressée à la découverte des uniformités, aux théories les décrivant et aux faits permettant de les vérifier mais à tous ces égards, les behavioralistes diffèrent par la profondeur de conscience de leurs désirs et efforts pour élever à un niveau explicite ce qui était implicite dans la recherche traditionnelle.<sup>107</sup> Concernant la vérification des hypothèses, les faits tels que découverts par les behavioralistes diffèrent de ceux observés des traditionalistes. L'establishment rejette de prendre la collecte de données pour une compétence naturelle disponible; au contraire, elle est devenue problématique, une question devant être explorée, évaluée et résolue. Des efforts sont consacrés alors à l'affinement des outils existants pour obtenir et collecter des données. Les techniques d'interview et d'observation contrôlée sont devenues des domaines de recherche. Plus que la collecte de données, la vérification des généralisations signifie que les concepts utilisés dans la construction des généralisations doivent être définissables en fonction du comportement en cause. Les diplômés de doctorat délivrés chaque année passent de 115 en moyenne en 1950 à

plus de 300 l'an au début des années 1960.<sup>108</sup> En 1963, au moins 75 départements de science politique proposent des programmes de doctorat. Les membres de l'APSA sont passés de 3 466 en 1945 à 11 678 en 1968.<sup>109</sup> En 1968, il y a environ 10 000 spécialistes de science politique, soit 90% des scientifiques de la politique au monde. En 1953, 60% étaient des universitaires contre 78% en 1967.<sup>110</sup> La production de ces résultats a nécessité un travail technique de recadrage de la discipline qui a favorisé la mise en musique du credo behavioral, notamment en politique comparée et en relations internationales.

## 2. La réorientation stratégique de la discipline et de la théorisation

Sur instigations des membres de l'APSA positionnés en son sein, le SSRC initia des séminaires interuniversitaires dont celui de Northwestern en juillet 1952. L'idée était de réunir de petits groupes d'universitaires pendant une longue période pour discuter de la condition générale et de la direction d'un champ de sorte que leur rapport puisse aider le SSRC à prendre des décisions éclairées sur comment utiliser

<sup>106</sup> Au début, l'approche behaviorale rejette les finalités éthiques. Les valeurs ne sont autorisées que comme des données à observer comme tout autre type de comportement humain. L'hypothèse était que l'intrusion des propres valeurs du chercheur fausserait les résultats ou le détournerait de l'observation du comportement réel. Mais la recherche sociale sans valeur ou éthiquement neutre a été de courte durée. Weber et Mannheim ont pris conscience du fait que toutes les recherches sont fondées sur des prémisses de valeur et que ces prémisses doivent être explorées pour déterminer comment elles conditionnent la sélection des problèmes, ainsi que la collecte et l'interprétation de données. Mais même si les valeurs jouent un rôle plus important dans la recherche behaviorale canonisée, il existe toujours une différence entre celle-ci et les classiques. La recherche behaviorale conçoit ses objectifs comme étant la recherche de connaissances fondamentales.

<sup>107</sup> Par exemple, là où le classique s'est le plus souvent contenté de présenter ses recherches avec les

généralisations faites sans s'inquiéter de leurs implications méthodologiques, le behavioraliste apprend que le principal objectif et la raison ultime de sa discipline est de proposer et de confirmer ces généralisations. Ce haut degré de conscience de ses objectifs méthodologiques l'amène à réfléchir à ses théories et à explorer la meilleure façon de les formuler. A son meilleur, il énonce ses hypothèses et parfois aux dépens des normes. Là où le lecteur est souvent laissé à se débrouiller pour les hypothèses que l'auteur cherche à vérifier, la recherche behaviorale privilégie la parcimonie.

<sup>108</sup> Somit et Tanenhaus, *The Development of American Political Science*, p. 158.

<sup>109</sup> H. Eulau et J.G. March (eds), *Political Science*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall, 1969, 67-8.

<sup>110</sup> Somit et Tanenhaus, *American Political Science*, p. 8; Eulau et March, *op. cit.*, p. 77.



les ressources pour faire avancer la science politique.<sup>111</sup>

Les organisateurs du séminaire ont estimé que la place de la politique comparée en science politique était mal définie. Les préoccupations étaient : l'étudiant en politique s'intéresse-t-il à la description des institutions officielles de divers régimes ou à les comparer? Quel est le sens de la comparaison? Se limite-t-il à la simple description des différences entre divers gouvernements? La description du gouvernement communiste révèle-t-elle les facteurs qui expliquent ses différences avec les démocraties? Si la comparaison doit être plus que le portrait des différences institutionnelles formelles, quels devraient être son but, sa portée et sa méthode? L'étudiant en politique comparée doit-il tenter de comparer des configurations totales?<sup>112</sup> Lorsque le chercheur tente de formuler des d'hypothèses, il est confronté à la question de vérification ou de réfutation. Vu les scientifiques naturels soutenant l'impossibilité de vérifier une hypothèse mais seulement la falsifier, il se pose la question de trouver des modèles de relations suivant lesquels l'analyste peut réfuter une hypothèse. L'autre source d'inquiétude est la notion de causalité. Est-il possible d'isoler une variable ou une série de variables et de les traiter comme des facteurs de causalité par rapport à un effet particulier? Il était admis que la politique comparée telle qu'elle est conçue, en recherche comme en enseignement, ne soulevait ni ne répondait à ces questions. Un travail approfondi sur les questions de

méthode est pertinent à deux égards : soulever les questions méthodologiques inviterait à hausser le niveau de spéculation et de sophistication méthodologique; énoncer des positions par rapport à la méthode contribuera à la réflexion et accroître la conscience du besoin d'adopter *une position méthodologique avant ou avec la collecte et l'énumération descriptive des faits*.

Dans le domaine de la *comparaison*, une classification provisoire des niveaux d'analyse a été suggérée : comparaison d'un problème limité aux systèmes politiques *assez* homogènes; comparaison de plusieurs éléments ou groupes d'éléments à des systèmes politiques homogènes; comparaison des institutions ou segments du processus politique sans distinction d'homogénéité; comparaison des systèmes politiques comme tels. Sur la question de la comparabilité et de l'unicité sous un angle différent, il a été suggéré qu'une théorie générale de comparaison devrait expliciter les critères de pertinence et d'intérêt permettant de déterminer les questions à poser sur les systèmes politiques et les hypothèses à élaborer, et fournir des techniques de test et d'extrapolation sur la base d'éléments comparables de différents systèmes. De tels critères nécessiteraient la formulation d'un ensemble de problèmes et d'hypothèses utiles, la mise au point de techniques de vérification des hypothèses et la mise au point de techniques d'application du test à du matériel réel.

Il convient toutefois de préciser que, dans les deux cas, le chercheur décidera de la pertinence.

<sup>111</sup> R. Macridis et R. Cox, "Seminar Report", *The American Political Science Review*, 47/3, 1953, 641-657.

<sup>112</sup> H. Eckstein, "Unfinished Business: Reflections on the Scope of Comparative Politics", *Comparative Political Studies*, 34/4, 1998, 505-534. Exposant les conférences quotidiennes à partir des communications individuelles préparées par les participants, le rapport a été préparé par Roy Macridis (président) et Richard Cox (Chicago).

Les membres étaient Samuel Beer et Harry Eckstein (Harvard); George Blanksten et Roy Macridis (Northwestern); Karl Deutsch (MIT); Kenneth Thompson (Chicago) et Robert Ward (Michigan). Carl Friedrich, Harold Lasswell, Herbert Simon, Ralph Braibanti, Lowell Field et Dwight Waldo ont présenté des commentaires à l'invitation de la rédaction.

Dans le premier cas, la pertinence découle de la formulation a priori des relations. L'analyste recherche certaines relations et pas d'autres. Dans le second cas, la pertinence découle de la nécessité de résoudre des problèmes concrets. Un des facteurs censés compliquer la comparabilité est la prétention que la *causalité* pour la science physique ne semble applicable que de manière limitée et modifiée aux faits sociaux. A cet égard, le séminaire souligna que les corrélations statistiques peuvent être utiles ou non selon le type de facteurs et le degré avec lequel l'analyse permet de relier les tendances statistiques à des facteurs *qualitatifs* et des *degrés* de pertinence. Une autre solution est de relier les différents facteurs sociaux et politiques; ce qui signifie que les relations appropriées, découvertes du fait de leur récurrence fréquente, autorisent à faire référence à la causalité en termes de probabilité statistique. Le séminaire propose l'analyse fondée sur des points de contrôle : le caractère religieux de la société; les modèles de valeur politique de la société; l'histoire des types d'autorité; l'évaluation des groupes ou types honorés, les actions et modes d'acquisition de prestige; les conditions géographiques et l'impact sur la politique, notamment la taille, la population; les communications, la composition des classes et structure sociale concernant leur impact sur la politique; le système éducatif; l'ethos du peuple la nature de l'économie; tel que découvert dans la littérature, etc. Le séminaire a également abordé le problème de la comparabilité par rapport aux valeurs. Rejetant l'unicité des faits sociaux, les membres du séminaire ont convenu que la comparaison entre des institutions non seulement peut être faite, mais également fournir des types d'approche, une théorie générale de la politique et une autre du changement politique. Mais avant que

de telles théories soient développées, des recherches selon les axes suivants doivent être menées : élaboration d'un schéma de classification; conceptualisation à différents niveaux d'abstraction; formulation d'hypothèses suggérées par les données classées ou des ensembles de problèmes; et le test constant des hypothèses par des données empiriques afin d'éliminer les hypothèses intenable par falsification, permettant de formuler de nouvelles hypothèses. Le séminaire suggère que tout travail de recherche se fonde sur *un cadre théorique*. Ce cadre ne vise pas à énoncer une *théorie*. Il est question d'indiquer son rôle dans la formulation future d'une théorie ou de relations sous forme d'hypothèses et, dans la formulation d'une série d'hypothèses pouvant être vérifiées contre divers systèmes politiques. La comparaison devait reposer sur une définition de la politique comme une fonction ou activité sociale pouvant être découverte universellement. La fonction de la politique est de fournir à la société des décisions légitimes. Une décision sociale a *force de légitimité* si le pouvoir collectif régularisé de la société est utilisé pour lutter contre les déviations et s'il existe une grande prédisposition parmi ceux qui sont soumis à la décision de se conformer. S'agissant des moyens de faire respecter les décisions, chaque société a une organisation propre jouissant de l'autorité légitime. De plus, la caractéristique distinctive entre les relations politiques et les autres relations est l'existence de ce cadre de légitimité. Les concepts de légitimité et de *mythe de légitimité* sont les manières diverses par lesquelles les gens justifient la contrainte, la conformité et la perte de l'ultimatum à certains groupes ou personnes supérieurs, ainsi que les moyens par lesquels une société rationalise l'attribution de l'autorité politique et les croyances qui expliquent une

prédisposition au respect des décisions. Mais le mythe de la légitimité ne définit que les conditions d'obéissance. Dans son cadre, il y a le processus politique lui-même par lequel de nombreuses aspirations politiques (groupes de candidats aux politiques et pouvoir) aspirent à la reconnaissance et la légitimité. Le facteur déterminant quel groupe d'aspiration de pouvoir doit être investi de légitimité, à l'exclusion d'un autre est le facteur de force effective du système. En clair, c'est **la conception générale de la politique sur laquelle a travaillé le séminaire**. Il a été suggéré les modes généraux de politique suivants : les processus politiques sont les luttes entre les aspirations de pouvoir et les groupes d'aspirations politiques en compétition pour la légitimité; les *outcomes* de ces compétitions sont déterminés par la structure effective de pouvoir de la société; et la légitimité est le reflet politique de son système de valeurs général.

Les principales composantes du processus politique retenues devant fournir un système de classification cohérent ainsi que la possibilité de formuler des relations hypothétiques sont les suivantes : le processus *électif* du système, à la fois formel et informel; ses processus *formel* et *informel* de délibération; sa structure d'influence; sa structure de *pouvoir*. Enfin, les principales tâches retenues en analyse des systèmes politiques : analyse du mythe de légitimité de la société, en termes de contenu spécifique et de relation avec la structure générale du mythe de la société; recherche sur les aspirations politiques, les processus politiques et le facteur effectif de pouvoir du système; analyse de la complexité et de la finalité des systèmes décisionnels dans la société en observant les conditions dans lesquelles la finalité politique est diffuse ou concentrée et les relations entre les systèmes décisionnels

subsidiaries ultimes; formuler des hypothèses générales sur cet aspect de la politique et ses relations; fournir une théorie du changement en étudiant la tension entre les processus *formels* et *informels*.

Une série de réunions a été consacrée aux discussions sur les concepts principaux; des critiques ont été formulées et des définitions ou méthodes d'analyse alternatives proposées. La définition de la politique en termes de prise de décision et de mythe de légitimité a été remise en cause pour sa réduction du sens de la politique; le concept de décision ne couvre pas assez les sujets traditionnels, à savoir politique internationale, guerre, gouvernements coloniaux et militaires. De plus, il ne traite pas juste les modes de comportement politique tels que les rapports de force coercitifs, la peur et ses effets et l'apathie de la sphère politique de l'activité sociale; enfin, décision et légitimité sont applicables aux systèmes politiques occidentaux. Des approches alternatives ont été retenues.

Il a été retenu l'utilité et la pertinence du cadre théorique et d'approches alternatives pouvant conduire à des hypothèses significatives. Ce sont : approche par problème; approche par zone et approche de liste de contrôle dans la compilation des données.

Trois types *d'approche par problème* ont été retenus : la théorie de petite portée implique une abstraction relativement faible, s'appliquant à des contextes culturels homogènes et ne traitant qu'un nombre limité de variables; la théorie mitoyenne inclut des problèmes d'importance générale, impliquant un degré de généralisation relativement haut mais en deçà du standard d'une théorie générale; la théorie axée sur les politiques traite de la solution pratique immédiate aux problèmes importants et se concentre sur les problèmes qui découlent de situations de

conflit urgentes ou d'un besoin pressant d'action au niveau gouvernemental.

Il a été suggéré quatre critères de sélection des problèmes : l'intérêt intrinsèque du problème pour les politologues; la pertinence du problème pour éliminer des difficultés de la méthode comparative et l'utilité de la comparaison; la capacité du problème à amener au-delà du niveau d'investigation existant; et la signification probable du problème pouvant conduire à une théorie générale. La formulation du problème devrait être cohérente; il doit être exposé avec précision de manière à conduire à des hypothèses; analysé dans ses éléments constitutifs; ses variables et relations entre elles précisées; et tout doit être fait en termes opérationnels prenant en compte ses relations avec une théorie générale : comment le problème s'intégrerait-il dans une orientation théorique plus générale et les questions plus générales que puisse éclairer sa solution; la démonstration de la manière dont le problème requiert l'utilisation d'une méthode comparative et l'analyse du niveau d'abstraction qu'entraînerait la comparaison; l'exposé d'une technique de vérification pour traiter le problème et le justifier, ainsi que des méthodes alternatives possibles.

Des problèmes illustratifs types pouvant faire objet de théorie de petite et de moyenne portée ou de politique publique ont été suggérés : l'analyse des relations entre le pouvoir de dissolution et la stabilité ministérielle dans les systèmes parlementaires dans le premier cas, et pour le second, une étude des conséquences politiques de l'industrialisation rapide dans des régions en développement. Dans le dernier cas, le développement des gouvernements constitutionnels en zones coloniales, comment gérer l'instabilité politique en France ou dissocier le nationalisme colonial du leadership et l'idéologie d'inspiration soviétique, le comportement même des régimes

constitutionnels envers les partis totalitaires. Les travaux sur le développement politique illustrent bien ces recommandations (voir plus haut).

Approche de liste de contrôle : la discussion sur la nécessité d'un système de classification et l'existence de listes de contrôle amènent le séminaire à conclure qu'une liste de contrôle peut combler une grave lacune de la littérature. La liste peut fournir un tableau de classification cohérent en vertu duquel les données peuvent être rassemblées selon des concepts formulés couramment. Les membres du séminaire ont reconnu qu'une telle entreprise nécessite un effort de coopération de la part de groupes de spécialistes des sciences sociales.

Le séminaire en a établi. Ses grandes catégories et subdivisions sont : cadre politique (facteurs contextuels de tous les systèmes politiques : structure géographique et économique, sociologique et des minorités, modes de transport et de communication, modèles culturels, valeurs et systèmes de valeurs, histoire du changement social); sphère de la politique des décisions (conditions déterminant la décision; limites des décisions; types de décision; changements potentiels dans la sphère décisionnelle); qui prend les décisions – l'élite (qui sont-ils censés être, à qui la communauté impute le prestige et quels sont les symboles et images de prestige prédominant?); modes de sélection des élites – attribution, réalisation; qui prend réellement les décisions effectives et par quels moyens? Répartition des élites (régionales, etc., stabilité de l'élite, types de participation à la décision); comment les décisions sont prises; pourquoi les décisions sont-elles respectées (application, conformité, accord, types de consentement; points de contrôle pour mesurer la conformité)? Politiques pratiques comprenant les candidats aux politiques (types, objectifs, organisation et

techniques) et les candidats au pouvoir (types, buts, influence, efficacité, organisation, techniques); performance du système politique (stabilité, ajustement, changement); conditions de stabilité et changement (mythe de légitimité, relation entre les processus formels et informels); les manifestations d'instabilité/stabilité (mythe de la légitimité, processus formels ou informels); attribution du pouvoir de décision (leadership); points de contrôle pour la stabilité et l'instabilité; changement (conditions pour la manifestation, types, les points de contrôle pour évaluer les conditions de changement potentiel).

Approche *Area studies* : le séminaire suggère de définir les zones suivant les *traits politiques*, les *complexes de traits* ou les *modèles de configuration de problèmes*. Conduire des recherches orientées vers des schémas de classification détaillés a été encouragé. Les problèmes suivants ont été identifiés de recherche : instabilité politique et *révolution*; problèmes constitutionnels (relation entre constitution et fonctionnement du gouvernement); dictature; militarisme; régionalisme et particularisme (raisons des tendances politiquement centrifuges; politique internationale, principaux facteurs qui influencent le rôle des pays du tiers monde en politique et les organisations internationales). Une autre définition de domaine pouvant être utile comprenait cinq critères : l'interaction valeurs et idées (culture); la proximité physique; relations économiques; relations de pouvoir et des groupes de pouvoir; et considérations stratégiques.

Le champ des relations internationales a retenu également l'attention des séminaristes qui notent que l'étude de la politique internationale entre dans une nouvelle phase. Avant et durant la Grande guerre, le champ se focalise sur l'histoire diplomatique, la popularisation traitant chaque aspect des relations internationales

comme un segment important et le droit et les organisations internationales. Ce n'est que dans l'entre-deux-guerres et depuis la Seconde Guerre mondiale que des tentatives de formuler une théorie générale de la *politique internationale* ont été faites.

La dernière phase a connu trois développements majeurs : évolution et développement du noyau du champ; tentative de définition des méthodologies connexes des sciences sociales; établissement de répertoires de sujets et de projets concrets qui permettraient mieux d'élaborer des principes généraux dans le domaine et de les valider par une enquête systématique. Le séminaire a défini trois problèmes en politique internationale : les forces et les influences qui affectent la conduite de la politique étrangère; la technique et la machine par lesquels la politique étrangère est mise en œuvre; et les institutions et pratiques qui gouvernent les conflits entre les nations.

Le séminaire s'accorde que le poteau-indicateur pour étudier la conduite de la politique étrangère est le concept d'intérêt national. Ce concept est basé sur l'analyse du pouvoir et des conflits politiques entre les systèmes politiques appelés Etats nationaux. En ce sens, la politique étrangère découle de conditions objectives particulières qui fixent des limites à ce que peut faire toute nation. Il existe des agrégats de pouvoir et d'intérêt qui, vus par des hommes d'Etat éduqués dans une même tradition de politique nationale, tendent à produire des politiques étrangères présentant des schémas similaires. Le séminaire insiste sur l'étude de la politique internationale qui se focalise sur le *comportement* politique des Etats et trouve possible de poser les mêmes questions sur la politique internationale que l'on poserait à propos de la politique en général. Le scientifique de la politique internationale devrait s'interroger

sur ce qui est commun au comportement de tous les Etats au lieu de se contenter de décider de ce qui est unique dans la conduite des Etats. La recherche doit se concentrer sur le comportement politique en relations internationales. Il a été suggéré que l'analyste politique qui résume à partir des relations internationales cet aspect du comportement qui implique la réaction d'une nation dans sa conduite de la politique étrangère à une certaine situation politique objective impliquant des facteurs à la fois externes et internes, est ainsi en mesure de faire des comparaisons lorsque les facteurs sont répétés. C'est précisément dans le cadre de comparaisons de ce type que les principes de la politique internationale doivent être recherchés.

Comme concept noyau du champ est celui de l'intérêt national, la question a été posée de savoir quels tests ou critères doivent être utilisés pour déterminer les intérêts (vitaux et secondaires) qui façonnent la politique étrangère de tout Etat. L'étudiant en politique internationale acceptera-t-il, à première vue, la définition des intérêts nationaux donnée par les officiels ou bien l'examen des facteurs de pouvoir, de la géographie, de l'évolution historique, etc., lui offre-t-il des épreuves permettant de définir les intérêts *objectifs* en jeu? La discussion a conduit à suggérer le concept d'intérêt national comme un point focal des recherches et deux approches à utiliser séparément ou en combinaison. La première consiste à définir ce que *devrait être* l'intérêt national (déterminer objectivement ce qui apparaît comme tel au chercheur selon des critères objectifs tels que le pouvoir national, les intérêts vitaux) dans certaines conditions. Le politologue peut ensuite comparer cette évaluation à la définition fournie par les actions et déclarations officielles. La seconde consiste

à décrire les raisons pour lesquelles les nations définissent leur intérêt national suivant certaines conditions et pas dans d'autres : prérequis de survie; conditions physiques objectives (tradition, géographie, ressources, décisions historiques passées, systèmes de valeurs, etc.); canaux institutionnels à travers lesquels l'intérêt national est défini et établi, c'est-à-dire les politiques et les images d'intérêt, la manière dont sont définis ces canaux dans le processus politique de l'Etat, l'interaction entre les unités politiques indépendantes et leurs intérêts respectifs, y compris le type de réaction qui existe au sein de chacune d'elles, le pluralisme subjectif de la société qui définit le contenu des images d'intérêt, le mobile et la manière dont les définitions d'intérêt de groupes particuliers diffèrent ou correspondent aux critères des intérêts nationaux *objectifs*. Les prérequis de survie et les interfaces entre les unités politiques indépendantes sont intrinsèques aux facteurs qui limitent la définition de l'intérêt national. Le pluralisme subjectif est le facteur qui définit concrètement les possibilités. Sur cette base, il a été suggéré une *division du travail* ou une coopération utile entre les étudiants en politique internationale et ceux de la politique comparée. Les prérequis de survie et l'interaction entre les unités politiques souveraines pourraient être mieux traitées par des étudiants en politique internationale; les autres catégories pourraient être mieux traitées par des spécialistes de gouvernement comparé.

Le séminaire a défini deux domaines d'intérêt commun de coopération entre étudiants des deux champs : la manière et les institutions et les idées de légitimité ou de mythe de légitimité transcendant les Etats-nations et accompagnant la décision; ce qui explique la variation dans la définition de l'intérêt national comme par exemple la composition des élites, le caractère

des communications dans un Etat, le type de système politique; la complémentarité des politiques nationale et étrangère puisque la diplomatie et les négociations n'admettent aucune répartition arbitraire des tâches et l'action de chaque Etat dépend des conditions nationales et images internes, ainsi que des forces traditionnelles alors que les relations entre les Etats impactent les mythes, images, symboles d'autorité et institutions nationaux; association entre analystes des deux sous-champs pour définir et étudier un sujet puisque des perspectives et des modèles de comportement uniformes peuvent être dus à des expériences similaires communes à des Etats contre d'autres; enfin, les objectifs de la politique étrangère puisque, dans le contexte de l'intérêt national, elle est conçue comme une interaction dynamique entre les objectifs choisis, les éléments organiques fixant des conditions restrictives pour la sélection des objectifs et la sélection de stratégie ou de moyens pour atteindre les objectifs choisis. Après avoir redéfini la méthode de recherche et la théorisation devant favoriser la production gnoséologique, APSA engage la formation à la politique et au gouvernement dans le but de créer un équilibre entre le régime politique et les pratiques d'autorité.

## B. Faire correspondre les pratiques politiques au régime par la formation au gouvernement

Outre la production du savoir expert sur la conduite des opérations de la réalisation de la raison d'Etat, APSA se donne de former le *personnel assistant du peuple américain*.<sup>113</sup> Produit de quatre années de recherche *Goals for Political Science* détaille cette mission. *The Committee for the Advancement of Teaching*<sup>114</sup> enchâsse l'éducation dans l'endoctrinement suite au panel de Washington : ***enseigner en accentuant les idées, les attitudes et principes en plus des faits***. Le sens de l'endoctrinement politique renvoie à la *fabrication de bons citoyens*. Le raisonnement va ainsi : *la question qui se pose [au politologue] n'est pas du tout pouvons-nous enseigner la bonne citoyenneté mais plutôt pouvons-nous éviter de l'enseigner?* De tous enseignants, le politologue est le moins en mesure de présenter les faits et les théories de son domaine sans pouvoir les emballer dans un paquet de jugements de valeur. L'éducation politique est une responsabilité primordiale du politologue enseignant ... *qui a clairement le devoir d'accroître les aptitudes politiques et de renforcer le sens politique de ces animaux politiques embryonnaires*. Rossiter retient les qualités générales à transmettre et à encourager : le respect de la démocratie et de toutes pierres angulaires qui la soutiennent<sup>115</sup>; la neutralité par une posture libérale qui incite à un

<sup>113</sup> Voir M. Adjagbe, "Science politique et gouvernance libérale en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest", *Les Cahiers du CBRST*, 3/7, 2015, p. 225.

<sup>114</sup> Le Comité était composé de Harold Dorr, Claude Hawley (US Bureau of Education), Allen Helms, Andrew Nuquist, Ruth Weintraub, Howard White et son président Marshall Dimock. Pour une liste complète des membres, voir APSA, "Goals for Political Science: A Discussion", *The American Political Science Review*, 45/4, 1951, 996-1024.

<sup>115</sup> Cela ne signifie pas d'apporter un soutien inconditionnel à l'administration actuelle ou à l'une de ses politiques ou s'abstenir de suggérer que la Constitution peut être améliorée. Cela signifie qu'il y a des questions publiques fondamentales qui ne sont plus des questions en suspens, des doctrines concernant notre système de gouvernement et la société sur lesquelles nous pouvons et convenons pour le moment. Les exemples de ce type de doctrine, qui ne sont plus controversées, sont les suivants : gouvernement constitutionnel, liberté d'expression, séparation de l'église et de l'Etat, égalité devant la loi et liberté des élections.

raisonnement dialectique; une approche historique, car *sans histoire, le gouvernement n'a pas de racine et sans gouvernement, l'histoire n'a pas de fruit*; et la *participation politique*.

La tâche centrale du politologue enseignant est de produire du bon citoyen dont les qualités utiles sont, entre autres, *une connaissance pratique du gouvernement, une compréhension de la théorie politique et constitutionnelle qui le sous-tend, un bon sens de l'histoire américaine, un respect fondamental pour la démocratie, une ouverture d'esprit et une volonté de compromis, un besoin par moment de regarder avec un certain détachement les questions et les gens controversés du moment et un sens du devoir public qui mène aux urnes, au siège du parti et à la tribune de l'auditorium du lycée de sa localité. Ce bon citoyen, cet humain d'un peu moins d'émotion et de plus de raison, nous pouvons et devons aider à créer. Si nous pouvons l'armer avec certaines de ces armes, nous pouvons lui apprendre la manière, la raison et le moment de les utiliser. D'une manière tout aussi importante, en l'aidant nous nous aidons ... Plus nous inspirerons avec succès, plus nous pourrions éduquer facilement; et plus nous éduquons avec succès, plus nous pouvons impacter le monde. L'éducation et l'inspiration forment un cercle vertueux et non vicieux.* Lorsque l'inculcation active de valeurs ne peut être évitée, le politologue enseignant devrait faire face à cette vérité et défendre avec audace les valeurs que la plupart

acceptent de démocratiques, libérales et rationnelles dans le meilleur sens du terme.<sup>116</sup>

La tâche principale des politologues, comme celle des autres sciences sociales, est de maîtriser, autant que possible, les compétences dans un domaine, développer des idées éclairées, transmettre la connaissance et les intuitions les plus importantes aux étudiants, développer en eux la compréhension et les encourager à la pensée critique. Le Comité trouve quatre objectifs principaux à la profession de la science politique : la formation des citoyens en gouvernement, la diffusion des connaissances en relations internationales, la production du leadership pour toutes les branches de la fonction publique et la formation des enseignants.

### 1. Education scolaire en gouvernement

Pour l'APSA, l'éducation à la citoyenneté était essentielle pour stabiliser et modérer l'expérience américaine de la démocratie. Durant une époque marquée par l'industrialisation massive, l'immigration, le conflit de classe et d'autres forces en mutation rapide ... *des politiciens corrompus et des bureaucrates inefficaces*, les citoyens, jeunes ou vieux, autochtones ou nouvellement arrivés, devaient apprendre davantage sur leurs devoirs, droits et privilèges, ainsi que sur le gouvernement, l'administration et le parti.<sup>117</sup> Les défis que cela posait suscitaient beaucoup d'inquiétude. Mais les politologues sont convaincus que leur discipline peut et devait contribuer aux grandes tâches de leurs

<sup>116</sup> Voir C.L. Rossiter "Instruction and Research: Political Science and Political Indoctrination", *The American Political Science Review*, 42/3, 1948, 542-549. GPS traite de quatre thèmes principaux : sensibilisation des politologues à la fonction d'enseignants invitant à porter plus d'attention à l'éducation à la citoyenneté, à leurs devoirs envers les établissements d'enseignement secondaires, la modernisation de leurs méthodes d'analyse, les récompenses pour un enseignement de qualité; la définition du but (l'éducation à la citoyenneté), du noyau fédérateur (science politique

systématique et conceptuelle) et d'une portée pour la science politique (gouvernement, relations internationales, administration et politiques publiques); le renforcement de la formation supérieure par un recrutement sélectif, la formation aux méthodes, la réduction du nombre et l'élargissement des cours des cycles supérieurs, le resserrement des exigences de la maîtrise, etc.

<sup>117</sup> James Farr, "The Science of Politics: As Civic Education: Then and Now", *PS: Political Science and Politics*, 37/1, 2004, 37-40.



étudiants. Les citoyens, en particulier les jeunes, ont besoin d'une connaissance de la nature de l'autorité politique, les finalités pour lesquelles elle existe et les moyens gouvernementaux généraux par lesquels ces buts sont atteints.<sup>118</sup>

Il existe plusieurs travaux sur la contribution de l'APSA à l'éducation à la citoyenneté. Par exemple, Ahmad examine le programme d'éducation à la citoyenneté au secondaire en soutenant que l'étatisme du début des années 1900 reste canonisé dans les programmes. Il cherchait à faire la chronique des changements de paradigme en science politique américaine et de leur influence sur les visions des politistes en formation à la citoyenneté au secondaire. Il trouve que durant les différentes décennies du siècle, les comités APSA et une *Task Force* ont préparé dix (10) rapports et déclarations sur l'éducation civique au pré-universitaire et reflètent trois paradigmes distincts de la science politique : le traditionalisme, le behavioralisme et le post-behavioralisme. Leur examen a généré trois grandes questions : les différentes conceptions de la citoyenneté promues par APSA; l'influence réelle des changements de

paradigme sur les visions de, et l'éducation à la citoyenneté et les variables expliquant la hausse et la baisse du niveau d'activités APSA en la matière.<sup>119</sup>

Ces questions méritent d'être examinées, car la littérature accorde peu d'attention à la relation entre l'évolution dans le domaine et les degrés d'intérêt de APSA dans la communauté scolaire. En d'autres termes, depuis sa création en 1903, la myriade d'activités et de points de vue de l'APSA a connu des transformations intellectuelles dont la compréhension de leur nature est essentielle à celle des motivations, approches et activités de l'APSA en éducation à la citoyenneté. Les documents APSA éclairent les activités des politologues et les conceptions de la citoyenneté et de l'éducation à la citoyenneté. Ils suggèrent que l'étatisme est canonisé. La vision classique du monde établit son hégémonie en plaçant l'enseignement et l'apprentissage des institutions au centre du programme d'éducation. Malgré l'humour *behaviorale* et la perestroïka, l'étatisme reste ancré dans le programme d'éducation à la citoyenneté.<sup>120</sup>

<sup>118</sup> W.W. Willoughby, *The Rights and Duties of American Citizenship*, University of California Libraries, 1898, p. 3.

<sup>119</sup> Tout au long du XXe siècle, des analystes ont étudié les activités de l'APSA en éducation à la citoyenneté dans les écoles publiques. Cependant, ils ont examiné ces activités au cours de périodes historiques spécifiques et tiré diverses conclusions. Ces analystes présentent des interprétations contradictoires des conceptions et des approches et de l'éducation à la citoyenneté par l'APSA. Bien que la portée de leur étude ait été limitée, ils se sont engagés dans le discours dominant et ont produit un corpus de connaissances qui appuie la contribution de l'APSA à la préparation des forces sociales au gouvernement. Plus important encore, les résultats de ces analystes sont variés.

<sup>120</sup> Les politologues ont compris que les approches étatiste et behaviorale étaient inefficaces concernant l'apathie et le désengagement civique. Et à la fin du XXe siècle, une nouvelle génération de politologues, principalement des femmes, a brièvement présenté une conception normative de la citoyenneté qui introduisait les concepts de tolérance, de respect et de collaboration. Cependant, ils ne firent

aucune incursion dans le programme scolaire et quittèrent rapidement la scène. Il semble donc que les politologues préfèrent se concentrer sur la recherche plutôt que sur l'éducation à la citoyenneté dans les écoles. La littérature sur les idées et les activités pédagogiques des politologues fait ressortir deux arguments contradictoires. Les convaincus suggèrent que les politologues ont encouragé l'enseignement de leur discipline pour préparer les bons citoyens. Les sceptiques doutent de la compatibilité même de la discipline et de l'éducation à la citoyenneté en soutenant que sa mission intellectuelle se limitant principalement à la recherche académique et empirique; il est impossible pour les praticiens de la politique d'obtenir des résultats positifs dans le cadre d'une activité normative telle que l'éducation à la citoyenneté. Bien que les deux reconnaissent les initiatives pédagogiques des politologues, ils ne sont pas d'accord sur la pertinence des idées présentées. Les convaincus affirment la valeur éducative du phénomène alors que les sceptiques estiment peu probable que l'enseignement scolaire de la science politique favorise la citoyenneté démocratique chez les jeunes. Pour les convaincus, voir A. Somit et J. Tanenhaus, *The development of American political*

Les activités APSA relatives à la promotion de la science politique font ressortir que, pendant la phase de formation de la discipline, les politologues ont eu maille à établir des départements indépendants dans les collèges et universités. Ils cherchaient à atteindre deux objectifs : la légitimité et la respectabilité. APSA pensait y parvenir en promouvant son domaine en tant que science, en recrutant davantage d'étudiants, en rivalisant avec les historiens et en nouant des alliances avec des associations d'enseignants. Ainsi, au cours des trois premières décennies, elle s'apparentait à un lobby. Pourtant, c'est au cours de cette période qu'elle a réussi son pari de faire de la science politique une pierre angulaire dans les programmes scolaires. Une fois ce statut obtenu, la science politique a été canonisée et personne ne se demande pourquoi elle était nécessaire et suffisante en éducation à la citoyenneté.

Il convient de préciser la méthode de collecte et d'analyse des données sur les travaux en éducation à la politique de l'APSA. Il est essentiel d'examiner les archives APSA puisque

cette étude cherche à relier les réalisations de la science politique professionnelle à la performance du gouvernement. Les documents APSA depuis sa création sont accessibles sous forme électronique et peuvent être interprétés via la méthode historique.<sup>121</sup> Elle comporte quatre étapes : rassembler les archives ou les preuves historiques; évaluer leur validité et fiabilité; comprendre le sens de la preuve évaluée dans un contexte social et politique; et séparer, comparer, catégoriser et regrouper les éléments de preuve en fonction du message, des idées et des concepts intégrés dans chaque document.

La matière première et l'outil disponibles sont l'imprimé constitué de sources primaires. Ce sont les dix rapports et déclarations par l'APSA, dont certains étaient parus dans *The American Political Science Review* et *PS: Political Science and Politics*, les deux journaux officiels de l'APSA, et d'autres ont été publiés par APSA sous forme de livres. Deux rapports du directeur exécutif de l'APSA ajoutent aux archives. Les documents APSA sont le produit du travail de ses comités autorisés et du groupe de travail

---

*science: From Burgess to Behaviorism*, Boston, Allyn et Bacon, 1967; H.L., Schachter, "Citizenship education: Three early American Political Science Association committees and their relevance for our times", *PS: Political Science and Politics*, 31, 1998, 631-5; R. Niemi et J. Junn, *Citizenship education: What makes students learn*. New Haven, CT, YUP, 1998; S. Bennett, "The past need not be prologue: Why pessimism about civic education is premature", *PS: Political Science and Politics* 4, 1999, 755-57. Pour les sceptiques, voir B. Crick, *The American science of politics: Its origins and conditions*. Berkeley, UCP, 1959; D. Ricci, *The tragedy of political science: Politics, scholarship, and democracy*, New Haven, YUP, 1984; M.J. Turner, "Civic education in the United States", dans D. Heater et J.A. Gillespie (eds.), *Political education in flux*, Beverly Hills, Sage Publications, 1978, 49-80; S.T. Leonard, "The pedagogical purposes of a political science", *Political science and politics*, 4, 1999, 749-754. L'argument des sceptiques est aussi ancien que l'APSA. Peu après la création de l'APSA, Ford doute du fondement épistémologique de la science politique pour le civisme. Pour lui, les

objectifs fondationnels de l'APSA étaient au mieux inconciliables. Certains analystes ont relayé ce scepticisme en avançant que la force de la science politique vient de travaux empiriques et non d'activités normatives telles que l'éducation à la citoyenneté. Mais ce que ni les uns ni les autres ne réfutent est que l'APSA a éduqué au gouvernement et que la recherche et l'éducation constituent les deux piliers de la profession. Mais ni les uns ni les autres n'ont relié directement la recherche et l'éducation en gouvernement au développement politique.

<sup>121</sup> Voir L. Cremin, *American Education: The National Experience, 1783-1876*, NY, Harper Collins, 1980; M. Curti, *The Social Ideas of American Educators*, New Jersey, Littlefield, 1978; D., Ravitch, *History's struggle to survive in schools*, *OAH Magazine of History*, 21/2, 2007, 28-32; H. W. Hertzberg, *Social studies reform 1880-1980*, Boulder, Social Science Education Consortium, 1981; D. Ross, *The Origins of American Social Science*, NY, CUP, 1992; H., Kliebard, *Struggle for the American Curriculum, 1893-1958*, 3<sup>rd</sup> ed., New York: Routledge, 2004.

entre 1908 et 1998 réputés être des sources crédibles, authentiques et valides. De plus, ces documents représentent le contexte social, politique et historique dans lequel ils ont été écrits et alors reflètent le monde réel. Bien que ces documents offrent des données non intrusives, ils sont disparates et fragmentaires et doivent alors être complétés pour pouvoir établir un récit équilibré.

Les documents ont été préparés par sept comités APSA et la *Task Force*, composé principalement de politologues ayant enseigné dans des universités américaines et représentaient diverses régions et visions. APSA les a mandatés de convoquer des réunions, de délibérer sur la situation de l'éducation à la politique et de préparer des rapports et des déclarations en son nom. Autrement dit, ces travaux représentaient une description directe des politiques et des visions officielles de la société en matière d'éducation au gouvernement. Puisque l'auteur des sources est l'APSA, on peut présumer de leur légitimité, validité, fiabilité et authenticité. Ainsi, les principales sources englobent les idées, les valeurs, les objectifs, les accomplissements, les institutions, la vision et les politiques de l'Association concernant l'enseignement de la science politique aux fins de l'éducation à la démocratie. De plus, les sources choisies indiquent une évolution significative en matière de connaissance, de méthodologie et de raison d'être de la discipline.

Entre la première et les dernières décennies du XXe siècle, les comités ont publié les dix rapports et déclarations de politique sur le programme d'éducation à la politique et au gouvernement dans les écoles publiques. Ce sont les Rapports du *Committee on Instruction in Government* (1908); du *Committee on Instruction* (1916); du *Committee on Instruction in Political Science* (1922); du *Committee of*

*Five* (1925); du *Committee on Cooperation with NCSS* (1939); du *Committee for the Advancement of Teaching* (1951); du *Committee on Pre-Collegiate Citizenship Education* (1971); *Citizenship Education for the Next Century: A Task Force to Initiate Professional Activity* (1996); *Task Force on Civic Education: Statement of purpose* (1997); *Task Force on Citizenship Education in the Next Century; Expanded Articulation Statement: A Call for Reactions and Contributions* (1998).

La chronologie de ces rapports et déclarations indique que les cinq premiers rapports ont été publiés en quarante ans; les deux suivants l'ont été au bout de vingt ans; les dernières déclarations ont été publiées en trois années consécutives un quart de siècle d'interruption plus tard. Le Comité publie *Guidelines for Teacher Training: Recommendation for Certifying Pre-collegiate Teachers of Civics, Government and Social Studies*. Entre 1908 et 1971, APSA a créé sept comités ayant préparé chacun un rapports sur le sujet; mais après 1971, elle a cessé de former des comités sur la formation au gouvernement.

Le rapport de 1908 repose sur une enquête par William Schaper auprès de 238 sophomores. Lors de la conférence annuelle de 1905, Schaper a présenté son rapport *What Do Students Know About American Government, Before Taking College Courses in Political Science?* Il en a conclu que la connaissance du gouvernement des élèves était lamentable. Le Comité se surprend que *bien que nos écoles soient en grande partie créées, soutenues et gérées par le gouvernement, l'étude du gouvernement américain dans les écoles et collèges est le dernier sujet à faire*

*l'objet d'une attention adéquate.*<sup>122</sup> Il lie ce fait à la pléthore de politiciens médiocres et de fonctionnaires incompetents qui dominaient le gouvernement au tournant du siècle. Barnard, par exemple, déplore que les écoles ne forment pas de citoyens efficaces.<sup>123</sup>

Effarée par ces conclusions, APSA forme le *Committee of Five on Instruction in American Government in Secondary Schools* avec mandat de formuler des recommandations sur l'amélioration de l'enseignement de la science politique au secondaire. Après analyse des données sur la situation, le Comité trouve superficielle et désorganisée l'éducation civique dans les écoles secondaires et a conclu que, dans le meilleur des cas, les cours conféraient aux élèves un petit nombre de faits sans rapport et alors ils sont mal préparés à la citoyenneté. Il formule des recommandations, parmi lesquelles la séparation du sujet de science politique de l'histoire, le besoin de rendre le cours de science politique obligatoire pour les finissants et la formation des instructeurs en politique. Plus fondamentalement, le Comité se pose la question : *Où doit commencer l'instruction en gouvernement?* Il recommande d'introduire l'enseignement du gouvernement au cours primaire. *Bien que cette enquête ait été limitée aux établissements secondaires, il est apparu nécessaire d'inclure dans ces recommandations les travaux des écoles élémentaires dans ce domaine.*

Tant que plus de neuf dixièmes de notre population terminent leur formation scolaire avant d'atteindre le second degré, il est hautement souhaitable qu'une certaine instruction en gouvernement soit donnée en classe. Il n'existe aucune raison valable

que l'enfant ne soit pas amené à observer, lire et discuter de *communauté*, comment elle naît, se développe, ses organes et leurs fonctions ... Il nous est étrange de nos jours que communauté et gouvernement aient été négligés depuis si longtemps par l'école alors qu'une connaissance de ces questions est si essentielle à une citoyenneté intelligente. Où le professeur pourrait-il trouver des sujets plus intéressants et utiles ... que le pompier, le policier, l'allumeur de réverbères, le ramassage des ordures ménagères et le dépôt des déchets, le poste de secours, le postier, le nettoyage des rues, l'approvisionnement en eau, l'hôpital, la quarantaine des maladies infectieuses, le jour du scrutin, les parcs, les bains publics, les écoles, les impôts, les hommes et les femmes qui se distinguent par leur service public. Assurément, une leçon sur le service d'incendie local serait aussi intéressante et instructive que sur un nid d'araignées, ou sur une mythologie classique.<sup>124</sup>

Le comité recommande que la discussion des fonctions et organes simples facilement observables du gouvernement local soit introduite à tous les grades à compter de la cinquième année au plus tard. L'instruction précoce doit prendre la forme d'observations ou de conférences dirigées par l'enseignant, complétant le fond commun d'information sur les événements et les expériences vécus. L'enseignant peut utiliser les classes de huitième année pour observer une séance d'un tribunal local, un conseil municipal, un congrès ou un lieu de vote. Des règles simples de procédure parlementaire peuvent être expliquées et mises en pratique. De plus,

<sup>122</sup> Report of the Committee of Five, 1908, p. 221.

<sup>123</sup> L. Barnard, "Training in the Schools for Civic Efficiency", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 67, 1916, 26-33.

<sup>124</sup> J.L. Barnard, "Training in the Schools for Civic Efficiency", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 67 (New Possibilities in Education), 26-33.

le Comité recommande que chaque université exige parmi les conditions d'admission au moins un crédit de cours en gouvernement; ce fait stimulera directement l'étude de la question dans toutes les écoles secondaires tributaires de cette université.

Par ailleurs, le Comité soutient que la science politique est une science d'observation et alors la participation. On peut susciter un ardent intérêt, clarifier et définir les impressions floues sur le gouvernement en assistant de temps à autre à la décision des organismes publics et en encourageant les apprenants à suivre le fonctionnement réel du gouvernement en lisant les journaux et les magazines. Les tribunaux locaux, les commissaires de comté, le conseil municipal, la législature de l'Etat, l'élection primaire ou une élection proprement dite, un caucus, une convention de parti, les travaux des eaux et divers services de la ville peuvent être inspectés avec profit. Lorsque le groupe a une certaine connaissance du pouvoir judiciaire, y compris de l'organisation des tribunaux, de leur compétence et du devoir du juge, de la sélection du grand jury, des jurés et de leurs fonctions, la convocation des témoins, les avocats et leur rôle dans le procès, la différence entre les affaires criminelles, civiles et d'équité et les fonctions du shérif et de la police dans l'administration de la justice de ces questions à l'avance, la procédure dans une salle d'audience a un sens. Il peut arriver que le juge local ou tout autre officiel soit invité à prendre la parole devant la classe ou à l'école pour certaines de ses fonctions officielles. De telles visites d'officiers du gouvernement qui ont une grande estime de la communauté et pouvant parler grâce à leur expérience du travail apportent une touche de réalité aux discussions en classe et ajoutent du piquant et de l'intérêt au travail scolaire. Une

assemblée municipale ou législative peut être une aide précieuse pour l'enseignement de la procédure parlementaire.

En clair, le rapport de 1908 était la première tentative assez réussie de l'APSA d'introduire la science politique comme cours fondamental au pré-universitaire. APSA s'est affirmée dans un espace occupé par AHA. En rivale redoutable, elle lui a fait jeter le gant en revendiquant avec confiance la part de science politique dans les programmes scolaires.

Elle publie *Teaching of Government* sous forme de livre. Committee of Seven (COS) nota un *déficit déplorable* au secondaire concernant la formation en science politique. Assimilant cette dernière à l'éducation à la citoyenneté, il formule quatre recommandations pour son amélioration : les établissements de formation d'enseignants intègrent l'éducation à la citoyenneté dans leurs programmes; une solide formation des enseignants non préparés à enseigner le civisme; l'inclusion dans les manuels des sujets sur la structure et les fonctions du gouvernement municipal et l'exclusion d'autres sujets relevant de la sociologie et de l'économie; que les politologues obtiennent un contrôle exclusif sur le programme d'éducation civique au primaire. Le rapport précise que si le gouvernement n'a pas été enseigné tôt dans les villes où beaucoup d'enfants décrochent avant le grade quatre, il est nécessaire d'enseigner un cours élémentaire en gouvernement dès le grade un ou deux pour lui donner une bonne compréhension du fonctionnement pratique du gouvernement de notre pays; et une compréhension juste de son histoire passée.

Quelques années plus tard, APSA établit le *Committee on Instruction in Political Science* avec mandat de *définir la portée et les objectifs d'un cours d'éducation civique au lycée et de*

*préparer un aperçu des sujets qui pourraient être inclus dans un tel cours. En 1922, le CIPS publia *Study of Civics*. Cinquante-huit professeurs de politique, d'histoire et d'autres disciplines, dont Charles Beard et Charles Merriam approuvent le rapport.<sup>125</sup> Il soutient que dans le champ des études sociales, toutes les routes passent par le gouvernement et comme dans le second rapport, il assimile le cours d'instruction civique à la science politique.<sup>126</sup> Le Comité recommande d'axer l'éducation à la politique sur le gouvernement de la ville et l'Etat avec lesquels le citoyen entre en contact le plus souvent. Ce sont les gouvernements locaux et régionaux qui déterminent pour beaucoup les conditions dans lesquelles nous vivons. L'attention des futurs citoyens devrait donc être surtout axée sur une étude de leur organisation et de leurs problèmes plutôt que sur le gouvernement national, comme le faisaient les manuels par le passé.*

APSA créa en 1923 le *Committee of Five* avec mandat d'étudier les lois des Etats sur l'éducation à la science politique au secondaire et de faire pression sur les législatures. COF trouve que les lois étaient différentes et recommande la normalisation dans tout le pays. Premièrement, il propose que l'APSA rédige des lois sur l'obligation de la formation en politique pour l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires et les envoie à toutes les cinquante Législatures; ensuite, les lois obligent les enseignants de tous les Etats américains à suivre un cours de science politique avant de recevoir leur accréditation professionnelle; enfin, le contenu d'un cours d'instruction civique devrait être limité à la science politique.<sup>127</sup>

De plus, COF rejette l'idée que les cours en histoire éduquent au civisme et recommande que les écoles publiques instituent des cours en gouvernement offrant un enseignement pratique qui permette aux apprenants de s'acquitter de leurs devoirs républicains. Ces cours seraient basés sur la méthode des sciences naturelles. Les élèves seraient envoyés dans la communauté pour observer les phénomènes et en rendre compte : au lieu de lire l'histoire des jurys, ils regarderaient un jury se faire influencer. Le Comité renvoie à Wilman qui a travaillé au *Bureau of Municipal Research* et soutenu que les écoles doivent enseigner les langues et l'éducation civique de la même manière : *Pour étudier l'allemand, il faut commencer à parler et lire l'allemand, et non à parler et lire l'anglais au sujet de l'allemand ... Ainsi, la façon d'enseigner l'éducation civique consiste à donner aux garçons et filles des tâches qui les obligent à sentir les idéaux civiques – c'est-à-dire pour s'acquitter des, et non simplement lire sur les devoirs civiques.*<sup>128</sup>

Fin 1930, APSA utilise une nouvelle stratégie. Cette fois, elle a autorisé le *Committee on the Social Studies* à favoriser la coopération entre elle et le *National Council for Social Studies* qui regroupe les enseignants en pédagogie des sciences sociales au pré-universitaire. NCSS argue que l'éducation à la citoyenneté était le rôle direct de l'Etat car un grand nombre de jeunes fréquentent des écoles financées par le gouvernement. Les contributions de APSA ont permis d'améliorer l'éducation civique dans les écoles. En 1939, CNSS recommande trois domaines de coopération : formation de second cycle en politique; préparation des enseignants et certification en études sociales; et publication

<sup>125</sup> APSA 1922, 124-125.

<sup>126</sup> Ibid., p. 117.

<sup>127</sup> APSA 1925, p. 208.

<sup>128</sup> APSA 1916, p. 154.

d'articles par les politologues dans *Social Education*, une revue officielle du NCSS.

Le débat tourne vertement autour de l'éducation à la citoyenneté. Les politologues se sont opposés à une éducation inadéquate, estimant qu'un meilleur développement permettrait de produire de meilleurs citoyens. Ils cherchaient à accroître le désir et la capacité de l'élève à s'acquitter de tâches liées à la citoyenneté. Comme l'a expliqué un des membres du COS: *du début à la fin de l'enseignement, l'objectif principal devrait être d'inciter l'enfant à jouer son rôle dans la vie civile*. Mais les politologues sont divisés entre ceux qui veulent créer une communauté de citoyens actifs travaillant pour la communauté et ceux qui considèrent le citoyen comme étant un client passif soucieux de la satisfaction individuelle.<sup>129</sup> Les trois premiers comités entendaient utiliser l'éducation pour produire des adultes engagés agissant pour le bien de l'Etat et de la société. *Il n'y a pas de satisfaction dans la vie aussi grande que la dévotion pour le bien-être de l'Etat. Toute satisfaction privée semble faible comparée à celle d'un homme qui a gagné la confiance de ses concitoyens grâce à une action honnête et à des sacrifices personnels.*<sup>130</sup> Le COS pense que *le bon citoyen au sens le plus complet du terme est celui qui ne se permet pas de gagner sa vie au point de perdre de vue les autres devoirs de civisme qu'il doit à la société en général et surtout à l'Etat.*<sup>131</sup> Les citoyens actifs sont le premier élément essentiel d'une administration efficace.<sup>132</sup>

<sup>129</sup> Barber 1984 Osborne et Gaebler 1992; Executive Office of the President 1994

<sup>130</sup> P.S. Reinsch, "The American Political Science Association", *The Iowa Journal of History and Politics*, 2, 1914, 155-161.

<sup>131</sup> J. Lynn Barnard, "Training in the Schools for Civic Efficiency", *The Annals of the American Academy of*

Le COS est plus emphatique dans l'orientation de la citoyenneté active. Elle témoigne d'une certaine dette envers le citoyen efficace, au New York City Bureau of Municipal Research, qui en propriétaire du service public, se préoccupe de l'entreprise dans son ensemble et ne se servira pas simplement des connaissances civiques pour ses intérêts égoïstes. Mais le Comité limite le rôle du citoyen d'une manière étrangère à la littérature antérieure du Bureau en se référant à une dichotomie entre politique et technique. Tout le monde peut (et devrait) s'impliquer dans les questions de politique; mais les citoyens doivent s'en remettre aux experts sur les questions techniques.<sup>133</sup> Ils doivent apprendre à être humbles face à l'expertise. Le meilleur moyen de forger la citoyenneté consiste à donner aux jeunes une chance de se comporter en bons citoyens. Au niveau primaire, cela signifie coopérer avec des organisations civiques ou agences gouvernementales sur des projets comme l'embellissement de terrains vides. Les élèves travaillent sur des projets dans des groupes où ils doivent interagir pour prendre des décisions importantes.

Pour une unité sur l'approvisionnement en eau, Barnard, du COS et qui a siégé au comité spécial de la Commission sur la réorganisation de l'enseignement secondaire de la National Education Association, suggéra de poser aux élèves les questions comme *Si vous pensez que votre alimentation en eau est polluée, comment allez-vous procéder pour vérifier vos soupçons? Si vous la trouvez polluée, que devriez-vous faire à ce sujet? Que doit faire ton père à ce sujet?*

*Political and Social Science*, Vol. 67, New Possibilities in Education, 1916, pp. 30-31.

<sup>132</sup> W. B. Munro, "Physics and politics—an old analogy revisited", *American Political Science Review*, 22, 1928, 1-11.

<sup>133</sup> Bureau of Municipal Research 1908-1913; APSA 1916 : 34.

*Si votre communauté a besoin d'un nouveau système d'alimentation en eau, comment le citoyen peut-il procéder pour susciter l'opinion publique à ce sujet? Quels types de rapports un commissaire à l'eau devrait-il produire et à qui revient-il de les lire? Pourquoi?*<sup>134</sup> Le comité approuve la création de *République de garçons* durant les vacances estivales. Dans la tentative d'enseigner le sens de la coopération, soixante à quatre-vingts vont louer un terrain et le subdiviser entre eux, chacun cultivant les produits de son choix. Ils éliraient un conseil de sept à neuf membres pour établir des règles, le maire et la police pour les faire respecter et un juge qui préside un quasi-tribunal en cas de litige.<sup>135</sup> Ils organiseraient leur propre gouvernement. Pour la première fois de leur vie, la politique importerait au quotidien; ces jeunes seraient forcés de voir comment différentes actions les affectaient et toute leur communauté. Cette approche était perçue comme impliquant un changement dans la formation des enseignants leur donne une meilleure compréhension du gouvernement.

Le rapport Reed a été des plus percutants. Suivant le discours présidentiel de Beard lors de la réunion à Saint-Louis fin 1926, *Committee on Policy* fut institué pour enquêter sur le champ et des opportunités et obligations de l'APSA. Le COP a bénéficié de la Carnegie Corporation une subvention. Le comité recommande une série d'activités d'engagement de l'APSA : un comité permanent de politique doté de sous-comités recherche, éducation politique dans les écoles et l'éducation politique des adultes, publications, personnel, y compris le recrutement, la formation et le positionnement des diplômés dans des structures de recherche, des postes

universitaires et dans la fonction publique. Les études spéciales suivantes ont été présentées : Conditions favorables à la création en science politique; Enquête générale sur la recherche en administration; Problèmes de recherche dans le domaine des partis, des élections et du leadership; Facilités de publication en science politique; Enseignement de la politique dans les collèges et universités; Recherche en relations internationales; Appui à la recherche pour chercheurs expérimentés; Enseignement de la science politique dans les établissements de formation des enseignants, les collèges d'ingénierie et de commerce; Formation pour la fonction publique; Problèmes de personnel en science politique; *The American Political Science Review*.

De plus, le sous-comité éducation politique crée un conseil consultatif de vingt-huit (28) membres et se donne un groupe de conseillers en études pré-juridiques. Sa division Formation à la citoyenneté a également créé un groupe de politologues, un de chacun des dix Etats, pour coopérer avec les ministères de l'éducation des Etats. Soixante-quinze personnes au total ont ainsi activement participé aux travaux du Comité de politique.

Les activités et les réalisations du COP au cours de ses cinq années d'existence font autorité. Derrière la création du COP se trouve l'idée de rendre la profession de politologue – plus mobile, plus articulée et plus efficace. Il atteint ces objectifs en organisant des sous-comités, des conférences avec des politiques, des éducateurs et des autorités scolaires, favorisant le développement d'associations régionales et nationales en sciences sociales, encourageant la recherche;

<sup>134</sup> NEA 1915 : 23.

<sup>135</sup> Schachter Hindy Lauer, 1998, "Civic Education: Three Early American Political Science Association

*Committees and Their Relevance for Our Times*", *PS: Political Science and Politics*, 31/3, 631-635.



étudiant la relation entre politologue et son travail, cherchant à élargir son utilité dans la fonction publique et servant de moyen permettant aux jeunes politologues de se trouver un emploi; en stimulant l'étude du gouvernement dans les écoles, promouvant l'éducation des adultes à la politique via la radio, améliorant les moyens de publication ouverts aux politistes, surtout par le biais de la Revue.

Pour le COP, réunir des experts de science politique et ceux qui participent directement aux travaux plus pratiques de la recherche gouvernementale constitue une contribution extrêmement précieuse. Les universitaires ont quelque chose à apprendre des chercheurs gouvernementaux et également quelque chose à leur donner. Il devient de plus en plus évident que personne ne peut gouverner aux Etats-Unis sans l'aide de la recherche en science politique et APSA ne doit laisser aucune occasion pour rester en contact avec ceux qui portent la bannière de la recherche sur la ligne de mire gouvernement national, étatique et local.

Les travaux de ce sous-comité ont été divisés en deux parties : des conférences de politologues, de fonctionnaires et de laïcs intéressés; la promotion de la formation en gouvernement dans les écoles.

Frederick Keepel suggéra l'idée de petites conférences, réunions privées et sans publicité ni résolutions ou actions quelconque, dans lesquelles des politologues sont mis en contact avec des fonctionnaires ou agents publics et des laïcs actifs en politique. Le sous-comité, présidé par Harold Dodds, a organisé 49 conférences entre 1931 et 1935, dont deux conjointement en 1934 avec le sous-comité de la recherche et deux en 1935 en même temps que le sous-comité sur le personnel. Bien que le nombre de participants respecte la

politique annoncée, les rapports montrent 1 293 participants dont 502 universitaires, 459 hauts fonctionnaires et 332 laïcs. Les conférences ont été réparties dans tout le pays pour un total de 35 Etats dans lesquels elles ont été tenues.

Les travaux de la Division de la formation à la citoyenneté du sous-comité éducation politique ont été menés pendant quatre ans. Elle a maintenu un contact étroit avec *American Council on Education*, *United States Office of Education*, *AHA Commission on the Social Studies* et les autorités éducatives des Etats. Elle a organisé une table ronde sur des sujets relevant du gouvernement, des conférences couvrant 26 Etats. Lors de ces conférences, des représentants des départements de l'Etat chargés de l'éducation, des administrateurs d'école et des professeurs d'éducation civique ont échangé avec des politologues sur la formation à la citoyenneté et ses méthodes. Crawford, qui a joué un grand rôle dans les conférences tenues dans New York State, a été nommé dans un comité du département de l'éducation de l'Etat pour élaborer un programme d'étude sur le sujet.

L'un des résultats importants des travaux du COP a été l'éducation des adultes à la radio menée par le *Committee on Civic Education by Radio*, créé conjointement par APSA et le *National Advisory Council on Radio in Education*. Grâce aux contributions directes et à la coopération du NACRE et de la *National Municipal League*, *You and Your Government* a été diffusée en continu. Des dossiers annonçant les différentes séries ont été distribués au nombre de 1 397 975 et 119 945 réimpressions ont été distribuées. En outre, 1 330 manuels de l'instructeur, 17 550 manuels de l'auditeur et 900 copies d'un test de l'auditeur ont été distribués. Le *courrier de fans* a atteint des

proportions telles que son stockage préoccupe. Selon les meilleurs standards que la profession de radio doit appliquer, le nombre total d'auditeurs a dépassé les millions. Le succès de *You and Your Government* n'a pas été que quantitatif. Il reçut le prix du *Women's National Radio Committee* représentant environ dix millions de membres et considéré comme le meilleur programme non musical de longue durée. Anning Prall, président du *Federal Communications Commission* a déclaré que le prix a été attribué *en raison de l'actualité des sujets, de la diversité des sujets traités et de la manière impartiale de leur présentation.*

*You and Your Government* a présenté des politologues, des chercheurs gouvernementaux, des présidents de collège, des économistes, des éducateurs et d'autres représentants du monde universitaire, des sénateurs, des membres du Congrès et autres autorités fédérales, des gouverneurs, des législateurs d'Etat et autres officiels d'Etat et agents municipaux, des rédacteurs en chef et publicistes, des hommes d'affaires, des avocats et juges et des membres de la *League of Women Voters*.

Après 1939, il a fallu une décennie à APSA pour instituer *Committee for the Advancement of Teaching* chargé d'étudier l'état de la formation en science politique dans les écoles publiques. Sur financement de *Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*, *Goals for Political Science* exprimait sa déception que des comités échouent à impacter *significativement le renforcement des relations entre les deux groupes d'enseignants.*<sup>136</sup> Le problème était celui des relations entre les politologues et les enseignants de science politique au scolaire. Les recommandations du rapport concernant

le rôle des politologues dans l'éducation pré-collégiale en gouvernement ont déclenché un débat intense entre politologues.<sup>137</sup>

Une vingtaine d'années plus tard, en 1970, le *Committee on Pre-Collegiate Education* de six membres a conclu à un isolement mutuel entre les politologues enseignant du supérieur et les instructeurs chargés de la formation à la politique dans les écoles secondaires. Elle a opté pour une réorientation de l'éducation.

## 2. De la formation à la démocratie

Vers la fin des années 1960, APSA revoit son mandat de former à la politique et au gouvernement. Au zénith de la *révolution* behaviorale, elle a établi le *Committee on Pre-Collegiate Education* et le projet *Political Science Education in Pre-Collegiate* (respectivement CPCE et PSEP ci-après) qui ont marqué un tournant dans la formation des futurs dirigeants américains.

L'implication croissante de l'APSA dans la recherche, le développement et le service en éducation a poussé le président Karl Deutsch à créer le CPCE en 1970 sous la direction de Richard Snyder. Le CPCE comptent des membres comme Abramson, Easton, Greenstein, Mehlinger, Prestage et Lane. APSA lui donna deux mandats : fournir une évaluation continue des relations de la discipline avec l'éducation pré-universitaire; élaborer et implémenter une stratégie de mobilisation plus efficace des ressources intellectuelles et des talents qui appuient l'amélioration de la formation en politique et gouvernement dans les écoles primaires et secondaires. Dès sa création, le CPCE institue le PSEP pour soutenir et faciliter ses actions.

Au printemps 1970, *Office of Education* alloue des centaines de milliers de dollars aux efforts

<sup>136</sup> APSA 1939, p. 221

<sup>137</sup> J.W. Fesler, L. Hartz, J.H. Hallowell, V.G. Rosenblum, W.H.C. Laves, W. A. Robson et L. Rogers

"Goals for Political Science: A Discussion", *The American Political Science Review*, 45/4, 1951, 996-1024.

de la profession visant à améliorer la formation en politique dans les cours primaires et secondaires. Ces fonds sont principalement utilisés de deux manières. Premièrement, sept projets axés sur divers aspects de l'éducation pré-collégiale ont été financés. *Civic Education and Student Participation in the High School* établi au Teachers College de Columbia, et dirigé par Westin, a animé des ateliers à l'intention des équipes de trois écoles de la région métropolitaine de New York sur le *Student Participation in the High School: New Patterns for the 1970s*. Ces ateliers créent des cadres où les enseignants, les administrateurs, les élèves et les délégués de la communauté examinent des modèles d'éducation civique, de gouvernance et de relations école-communauté. Les sujets d'égalité, de procédure régulière, de dissidence et de processus éducatifs figureraient parmi les domaines couverts.

Le *School personnel training program in new curriculum materials* à Colorado organise des ressources pour aider 200 superviseurs d'études sociales à déterminer les éléments des nouveaux projets de programme d'études sociales contenant des sujets, des idées et des activités de science politique. Les participants explorent les moyens d'évaluer et d'enseigner ces matériels. *Political Science Education Dissemination Project*, à Michigan contribue à combler le fossé entre la recherche et la théorie en politique et l'enseignement des sciences sociales en élaborant et diffusant des modèles de programmes et de matériels basés sur des théories à moyen terme qui expliquent les phénomènes politiques comme la résolution des conflits internationaux, la politique urbaine et les relations raciales et la socialisation politique des enfants de groupes minoritaires.

*Constitutional Rights and Civic Education* ou Droits constitutionnels et éducation civique a amélioré l'éducation civique aux primaire et

intermédiaire en parrainant dans l'ouest américain des formations continues et des ateliers d'été sur l'éducation aux libertés civiles. *Political Science Education in Center City Schools à Federal City College* accentue la place de la formation en politique dans les écoles du centre-ville de Washington, D.C. En coopération avec des enseignants des écoles, des politologues et spécialistes de l'éducation forment aux concepts de science politique. *Social Studies Field Agent Program* basé à Indiana a formé des professeurs d'études sociales qui ont servi d'agents de terrain en études sociales dans le cadre d'un programme de bourses. Ces agents retournent dans leurs régions respectives et animent des conférences, des ateliers et des démonstrations sur la science politique comportementale. Des consultants universitaires les ont assistés et de nouveaux matériels spéciaux ont été développés. *Development of Models in Training of Teachers in International Affairs* à Denver a permis d'essayer différents modèles de formation des enseignants en politique internationale dans des systèmes scolaires du Colorado. Un centre national d'information pour la formation des enseignants aux affaires internationales a été établi.

Deuxièmement, les Fonds U.S.O.E ont servi à créer *APSA Political Science Education (PSEP)*, affilié au département de science politique et au *Social Studies Development Center*, Indiana University. Dirigé par Lee Anderson et Richard Remy, ce projet a promu l'intérêt professionnel et la participation des politologues à la formation pré-universitaire en s'engageant dans plusieurs types d'activités : inventaire des politologues intéressés par divers aspects de l'éducation pré-universitaire et un réseau de communication entre eux en publiant un bulletin d'information; organisation et appui par les conférences, les ateliers et les activités connexes pour les

politologues ne participant pas à l'éducation pré-universitaire. Ces actions sont conçues pour familiariser la profession aux nouveaux développements en formation des enseignants, développer des programmes d'études et de recherche liés à la formation en politique et examiner la formation pré-universitaire en tant que lieu d'intérêt et d'activité professionnels, diffuser des recherches et pratiques prometteuses en formation des enseignants, de nouveaux programmes et de produits de recherche s'appliquant à l'éducation à la politique. Le volet Programme a élaboré de nombreux nouveaux matériels comme par exemple, des matériels pédagogiques sur les libertés civiles et la résolution des conflits dans les écoles primaires ainsi que des matériels pédagogiques sur la politique comparée et le comportement politique; le *nouveau programme* a familiarisé la profession avec les innovations en programmes d'études, identifié et cartographié les domaines où des travaux supplémentaires d'élaboration des programmes sont nécessaires.

Le volet Recherche se concentre sur le passage des connaissances acquises par la recherche à leur application en diffusant les recherches consacrées au développement des orientations politiques des enfants et à la politique de l'éducation. Le PSEP fait connaître les nouveaux modèles de formation des enseignants identifiant des individus et groupes souhaitant expérimenter de nouvelles formes de formation. Les différents programmes s'appuient sur un ensemble similaire d'hypothèses, que les politologues doivent établir des liens avec des collègues d'autres disciplines sociales et d'écoles de formation, des instructeurs, des administrateurs

et des délégués des communautés desservies par les écoles; établir des relations entre ceux qui mènent des recherches en politique, ceux qui créent de nouveaux programmes et ceux qui suivent des formations d'enseignants; ceux qui forment des enseignants et enseignent à ceux qui vont former des enseignants doivent trouver des moyens de garantir que les informations fournies sont appropriées pour ceux qui souhaitent agir sur la base de leur enseignement. Il a été nécessaire, par exemple, de transférer hors des campus universitaires et dans les écoles la formation continue des enseignants.

Dans sa volonté de former le personnel assistant du peuple américain, APSA participe au *Joint Committee on College Teaching*, où plusieurs associations coopèrent pour susciter l'intérêt des disciplines concernant l'éducation. *Consortium of Professional Associations* (CONPASS), dont APSA est membre, a étendu ses programmes dans le domaine de l'enseignement de premier cycle.

Dans le cadre de ses efforts pour stimuler l'enseignement et la recherche dans le domaine des gouvernements des Etats et des collectivités locales, APSA établit *State and Local Government Internship Program*. Durant trois ans, soit de 1967 à 1970, il a obtenu 22 subventions au profit des départements de politique proposant le doctorat pour développer et mener des stages. *Assisting and Recognizing the Professional in Government* institue le séminaire pour les nouveaux membres du Congrès.<sup>138</sup> Chaque deux ans depuis, APSA coparraine des programmes d'orientation depuis 1963 des nouveaux élus de la Chambre des représentants. Les sessions

<sup>138</sup> Ce programme bénéficie du soutien financier de la *Ford Foundation*. Toutes les décisions concernant le financement et la politique générale du programme sont prises par un comité consultatif. Ce Comité était composé

de Charles Hagan (Chairman) Franklin L. Burdette, Paul J. Beckett, Thomas A. Flinn et Donald Herzberg; voir APSA "Report of the Executive Director", 1969-70 *PS*, 3, Special Issue 1970, pp. 568.

sont conçues pour les familiariser aux fonctions et aux processus de la Chambre, et à leurs responsabilités de représentants. En parallèle, APSA publie *The Job of the Congressman* qui complète les séances de discussion et de référence permanente aux membres du Congrès et à leur personnel.

Grâce à une subvention de la Fondation Ford, APSA institue *State Legislative Service Project* avec une série de projets de services législatifs, comprenant l'organisation de séminaires sur le processus législatif et la production de manuels qui décrivent le fonctionnement des législatures. Les séminaires et les manuels soulignent les problèmes pratiques immédiats et des services aux nouveaux arrivants, des relations avec les leaders et leurs collègues de parti, la procédure parlementaire, la conduite des travaux législatifs, les services et l'éducation par circonscription.

En co-sponsor des assemblées législatives, APSA fournit des services de conseil aux *fellows* pour la préparation et la conduite des programmes d'orientation et finance des matériels supplémentaires et la publication de manuels sur le travail du législateur. Le projet couvre les assemblées législatives de la California, Illinois, Iowa, Louisiana, Wisconsin, Rhode Island, New Hampshire, West Virginia, Pennsylvania, Massachusetts, Oregon, Montana, Ohio. Des manuels ont été publiés, comme par exemple, *An Introduction to the Illinois General Assembly*; *The Iowa Lawmaker*; *The Job of the Legislator*.

APSA gère deux programmes, financés par Ford Fondation, qui visent à reconnaître et à renforcer l'excellence dans les reportages sur les affaires publiques. Un comité consultatif fournit les orientations et l'examen final de la sélection aux fins de participation aux séminaires de remise des prix en relations publiques et de

bourses d'études. Dès 1956 APSA parraine *Public Affairs Reporting Awards* qui reconnaît l'excellence en couverture des gouvernements locaux, de la politique ou des affaires publiques par les journalistes spécialisés. Les lauréats et leurs publications, les stations de radio ou de télévision reçoivent des plaques et les lauréats sont invités à participer à une semaine de séminaire avec de grands scientifiques de la politique, des dirigeants d'Etat et nationaux et autres journalistes politiques. Les séminaires sont conçus pour améliorer la sophistication et l'exactitude des reportages sur les affaires publiques en encourageant les lauréats à utiliser les recherches congrues en sciences sociales et en stimulant la pensée critique sur le rôle du journaliste dans une société démocratique. *Public Affairs Reporting Fellowship Program* offre la possibilité de formation aux journalistes souhaitant améliorer leurs connaissances techniques dans un domaine particulier et leurs compétences en techniques de reportage. Il compte des lauréats comme par exemple, Richard Denenberg, *Newsday*; Brian Dickinson, *Providence Journal-Bulletin*; Paul Dickson, *McGraw-Hill Publications*; Henry Harvey, *Toledo Blade*; William Miller, *Kansas City Star*; Robert Smith, *Washington Correspondent*; Robert Holmes, *Riverside Press-Enterprise*; Dwayne Walls, *Observer*, Sherrie Mazingo, *Star*; Arnold Ismach, *Sun-Telegram*; Regis Stefanik, *Leader-Times*; John Opel, *News*; John Quigley, *Post*; Roger Williams, *Time*; Philip Sutin, *Post-Dispatch*.

APSA a établi une corrélation entre science politique et éducation scolaire. Le CPCE trouve que la science politique et la formation scolaire sont deux systèmes socioculturels coexistant en grande partie dans un isolement mutuel qui se manifeste de différentes manières : dans les attitudes et perceptions

des politologues envers les instructeurs, les administrateurs et le personnel des écoles de formation d'enseignants, et dans les attitudes de ces derniers à l'égard de la science politique. Bien que des politologues se consacrent aux travaux de recherche et de développement en éducation scolaire, une grande partie de la profession reste indifférente, mal informée et méprisante envers ce qui se passe dans les écoles; ou quand ils s'y intéressent, ils témoignent d'un ethnocentrisme profondément enraciné, considérant l'éducation publique comme une société primitive et malheureuse à laquelle ils ont la responsabilité de tirer parti des avantages d'une culture supérieure.

Pour les écoles, les conséquences les plus néfastes sont la perpétuation de programmes inadéquats d'éducation à la politique. L'éducation en politique désigne la formation en gouvernement et en politique, comprenant l'acquisition du savoir sur la vie politique, le développement de compétences cognitives pour le traitement d'informations sur des phénomènes politiques et la compréhension des capacités que doivent posséder les individus pour participer à la vie civile et gouverner les sociétés humaines.

L'enseignement de la science politique dans ce sens est un aspect important de l'éducation formelle. Historiquement, les Américains ont considéré les écoles comme des instruments majeurs dans le développement de la compétence politique. Autrement dit, à la fin des années 1960, APSA fait passer l'enseignement dans les cours primaires et secondaires de l'éducation à la citoyenneté à la formation en gouvernement. Quel est le problème avec cette éducation? En quoi la formation en politique et gouvernement aux cours primaires et secondaires est-elle déficiente? La réponse appelle aux objectifs que doit atteindre une éducation pré-universitaire

en gouvernement et en politique et la mesure dans laquelle ces objectifs sont servis par les modèles existants. CPCE a redéfini à partir des travaux de recherche behaviorale, des objectifs de l'éducation en politique et en gouvernement au pré-universitaire

En mai 1970, le Comité a convoqué une réunion d'une vingtaine de *chairmen* de département de gouvernement pour une discussion de deux jours sur le rapport entre la discipline et la formation scolaire. La grande partie a été consacrée aux objectifs que devrait poursuivre la formation en science politique dans les écoles primaires et secondaires. Après examen de cette question tout au long de l'année à la lumière de la littérature existante, il y a eu consensus sur un ensemble d'objectifs centraux :

Permettre aux élèves de se familiariser avec les *réalités* de la vie politique et les *exposer aux idéaux culturels de la démocratie* (les conflits, l'intérêt personnel, l'échec des politiques et des institutions à atteindre des objectifs et les inégalités dans la répartition du pouvoir); transmettre des connaissances sur le comportement et les processus politiques, ainsi que sur les institutions et les structures juridiques en accentuant *le comportement* des gens et la dynamique des processus sociaux, en communiquant des informations sur la participation des gens à la vie politique, les opinions et informations communiquées, les décisions prises, le leadership exercé, les conflits gérés, les attitudes développées; transmettre des connaissances sur des systèmes politiques autres que celui américain, en particulier des connaissances sur le système international, car le système américain peut être mieux compris dans un contexte comparé et les citoyens de sociétés nationales et infranationales participent du système international; développer

en l'élève la capacité de réflexion conceptuellement sophistiquée sur les faits politiques<sup>139</sup> ; une solide compréhension et maîtrise du processus d'enquête en sciences sociales qui comprend une compréhension de la nature des problèmes et des types de propositions et d'hypothèses, de la nature des concepts et variables, de la logique d'échantillonnage, de mesure et les méthodes de collecte de données, de la logique de la preuve, de la nature et des utilisations de la théorie en recherche.

Développer en lui la capacité de jugement explicite et d'analyse normatif sur les décisions et politiques : la capacité à formuler des jugements normatifs explicites analysés revient à identifier et à distinguer les revendications de valeur et de performance dans les jugements normatifs, examiner la validité des déclarations de performance; et considérer, réfléchir ou examiner l'à-propos des revendications de valeur; développer en l'élève une meilleure vision des sources psychologiques, sociales, historiques et culturelles de leurs propres attitudes et valeurs politiques, et l'analyse critique des implications personnelles et sociales de valeurs alternatives, signifiant que la formation aide à acquérir une certaine compréhension des processus de socialisation, d'apprentissage et de formation des attitudes, et une compréhension de la culture politique, la capacité d'analyse critique des valeurs consiste à saisir les

implications concrètes de valeurs dans l'action privée et publique; développer en les apprenants la compréhension des capacités et des compétences nécessaires pour participer efficacement et démocratiquement à la vie de la société. Les éléments constituant cette capacité incluent un intérêt pour les affaires publiques et un certain sens de *considération publique*, de la tolérance des conflits, des valeurs et croyances divergentes; la capacité à tenir compte, en toutes situations, du fondement démocratique, de la faisabilité et des effets des solutions de rechange; la prise en compte des visions et problèmes des autres, l'identification des solutions alternatives et évaluation de la probabilité que la solution choisie atteigne les objectifs souhaités, la prise en compte des facteurs de groupe et les implications institutionnelles des décisions, la considération des principes et des valeurs démocratiques pertinents impliqués dans les décisions.

L'étude des manuels utilisés au pré-universitaire, ainsi que des commentaires, analyses et critiques, des avis recueillis de politologues sur les grandes faiblesses de l'enseignement des sciences sociales, des recherches en socialisation éducative et politique, une enquête sur les attitudes, les croyances et les compétences analytiques d'un échantillon national d'élèves et la consultation d'un certain nombre d'enseignants, d'élèves et de spécialistes de curricula ont abouti à des

<sup>139</sup> La *sophistication conceptuelle* renvoie à la conscience que deux phénomènes ne sont ni tout à fait semblables ni différents, la capacité de considérer la plupart des similitudes et des différences entre des phénomènes analytiquement comparables comme une question de degré que de nature. Par exemple, l'élève pense à la démocratie comme une propriété complexe que les systèmes politiques peuvent avoir à divers degrés. La capacité de penser conceptuellement est celle de percevoir un phénomène politique comme partie d'une classe plus générale ou d'une population de phénomènes analytiquement comparables, et de distinguer le particulier relevant de la classe générale. Par exemple, un

étudiant qui peut penser de manière conceptuelle à la révolution américaine peut la considérer comme partie d'un ensemble d'événements appelé révolution. Même à un niveau plus abstrait, il peut saisir les révolutions comme une sous-classe d'un ensemble plus général de phénomènes appelé changement politique. En même temps, il peut situer la révolution américaine dans une classe d'événements générale et ceux-ci dans une classe encore plus générale, il peut distinguer la révolution américaine de la révolution française, mexicaine, russe, etc. et distinguer les révolutions des autres formes ou processus de changement politique.

faiblesses typiques des modes de formation à la politique répandus au pré-universitaire.

a) Une grande partie de la formation en politique au scolaire transmet une image naïve, irréaliste et romantique de la vie politique qui confond les idéaux de la démocratie aux réalités de la politique<sup>140</sup>; la formation civique et en gouvernement accentue démesurément les événements historiques, les structures juridiques et les institutions formelles du gouvernement et ne permettent pas de transmettre des connaissances suffisantes sur les comportements et les processus politiques<sup>141</sup>; la formation au civisme et en gouvernement reflète une préoccupation ethnocentrique dans la société américaine et ne permet pas de transmettre une connaissance suffisante des systèmes politiques d'autres sociétés nationales ou du système international; les instructions en éducation civique et en gouvernement échouent à développer en eux une capacité à réfléchir sur les

phénomènes politiques de manière conceptuellement sophistiquée; l'échec à développer une compréhension des capacités et compétences nécessaires pour participer efficacement et démocratiquement à la politique.<sup>142</sup>

Le modèle existant ne parvient pas à accroître l'intérêt politique des élèves, leur tolérance politique et le sens de l'efficacité politique. De plus, il ne leur permet pas d'acquérir les compétences essentielles pour prendre des décisions démocratiques : la capacité à regarder les situations du point de vue et des problèmes d'autrui; la capacité à identifier des solutions alternatives et à évaluer la probabilité que la solution choisie atteigne l'objectif souhaité; la capacité de prendre en compte les facteurs de groupe et les implications institutionnelles d'une décision, ainsi que la capacité d'identifier et de prendre en compte les principes démocratiques ou les valeurs impliqués dans une décision.<sup>143</sup>

<sup>140</sup> Le traitement de la classe sociale et de la race dans les textes de niveau élémentaire est symptomatique du manque de réalisme de ces matériaux. Goldstein a examiné 15 guides de programmes élémentaires utilisés dans 15 villes différentes et 30 manuels de sciences sociales de niveau élémentaire qui ont révélé que 14 des 15 guides ne montraient "aucune conscience que certains élèves et certains Américains sont pauvres (ou même que les gens ont des richesses différentes) et que les pauvres sont l'objet de préjugés graves apparemment formés pendant l'enfance." De même, Goldstein a constaté que la quasi-totalité des 30 textes qu'il avait examinés témoignaient des préjugés de la classe moyenne au travers des images et des récits qu'ils contenaient, une critique des supports élémentaires.

<sup>141</sup> Ces documents accentuent les services et travailleurs communautaires tels que les bibliothécaires, les policiers, les pompiers, avec des symboles nationaux tels que le drapeau et les fêtes nationales. La plupart de ce type de matériel est conçu pour inculquer des sentiments de patriotisme et de loyauté. Il ne transmet pas les informations factuelles sur le gouvernement, l'organisation et la présentation des informations de manière à développer des notions rudimentaires sur les processus sociopolitiques.

<sup>142</sup> Le manuel pédagogique propose des slogans plutôt que des informations utiles sur la participation politique effective. Dans leur étude auprès de 12 000 enfants

d'écoles primaires et de leurs enseignants, Hess et Tomey notent que le respect des règles et des autorités est un objectif majeur de l'éducation civique à l'école primaire, une grande partie de la formation à la citoyenneté n'enseigne pas à l'enfant la ville, l'Etat ou le gouvernement national, mais lui enseigne le respect des règles et des normes de conduite de l'école. L'école accentue l'obligation et le droit de vote mais ne lui offre pas la compréhension des procédures ouvertes aux individus pour avoir une influence légitime sur le gouvernement. Cela n'explique pas et ne souligne pas non plus l'importance de l'action collective.

<sup>143</sup> Ces accusations reposent sur des recherches empiriques. Dans une enquête auprès d'un échantillon national de 1 669 élèves de 97 écoles secondaires, Langton et Jennings ont comparé les élèves ayant suivi des cours en civisme et en gouvernement avec ceux n'ayant pas suivi de tels cours. Ils ont conclu que les élèves qui avaient suivi un ou plusieurs cours de civisme et / ou de gouvernement durant leurs trois années au lycée ne manifestaient pas davantage d'intérêt politique, de sentiment d'efficacité politique, de tolérance civique et ne participent à la politique que ceux qui n'ont pas suivi de tels cours : rien ne prouve que le programme d'éducation à la citoyenneté ait un effet significatif sur les orientations politiques de la grande majorité des lycéens américains. De même, les résultats des sondages du *Purdue Opinion*



Les données de l'étude indiquent que les élèves interrogés n'ont pas la capacité de gérer efficacement les problèmes démocratiques. Ainsi, concernant les situations de conflit que les élèves ont décrites, où ils avaient du mal à décider de la *chose à faire en matière de démocratie*, peu étaient capables de percevoir des solutions de rechange, de saisir les problèmes du point de vue des autres parties en cause, d'apprécier les implications institutionnelles ou de groupe du problème, ou d'abstraire les problèmes au-dessus d'un niveau personnel. Par exemple, 80% des interviewés étaient *réticents ou incapables* de proposer des solutions alternatives aux conflits dans lesquels ils se trouvaient.

Les manuels de cours de civisme et de gouvernement présentent les mêmes faiblesses que les manuels au primaire dans leur approche de développer chez les élèves une compréhension des capacités liées à la participation à la vie politique. Le vote est le moyen par lequel *le citoyen type peut influencer le plus directement sur le déroulement des événements publics*, presque à l'exclusion de tout autre moyen de participation à la vie politique de la société. Dans la mesure où l'une quelconque des *verrues* de la société américaine est même présentée dans ces textes, le vote est considéré comme le principal moyen par lequel le citoyen moyen peut résoudre les conflits et les problèmes de la société. Ainsi, l'édition de 1969 d'un texte de 12<sup>e</sup> année encourage les

*élèves à n'oubliez pas que des machines politiques sans scrupules et des fonctionnaires incompetents n'existent que dans le cas où les électeurs ne font pas correctement leur travail. Aucun des textes standard ne cherche à analyser ni considérer la participation des individus et des groupes à la politique selon leur puissance relative dans la réalisation des résultats des politiques publiques.*

Cependant, le programme officiel n'est qu'un aspect de l'école. Nombre de chercheurs ont noté que le climat social, la **culture politique** et l'organisation des écoles et des salles de classe sont étroitement liés au développement des orientations politiques des étudiants. Les écoles *enseignent les croyances et les comportements politiques de manière formelle et informelle, à la fois directement et consciemment par le biais d'un enseignement planifié et par inadvertance à travers des expériences ou des événements fortuits*. L'école représente les premières et nombreuses années de la vie des jeunes, la forme la plus saillante d'autorité externe avec laquelle ils ont une expérience directe. Il importe la manière dont les enseignants organisent leurs classes, la mesure dans laquelle les élèves sont incités à participer à la décision sur les règles de l'école, la qualité et la quantité d'activités de groupe formelles et informelles et de travaux de comités auxquels les élèves participent, et ainsi de l'acquisition par les étudiants de compétences, de normes, d'attitudes et de valeurs en matière de participation

---

*Panel* sur la tolérance politique des élèves et leur acceptation des idéaux démocratiques fondamentaux de liberté d'expression et de participation ne sont pas encourageants. Régulièrement, le *Measurement and Research Center* de Purdue mène des enquêtes sur des échantillons d'environ 9 000 à 11 000 élèves du secondaire depuis 1941. Plusieurs comportaient des questions sur leur attitude envers les applications de la Charte des droits. Ces études ont indiqué qu'en ce qui concerne des domaines tels que la liberté de la presse, la liberté de parole, l'autorité de la

police et les droits garantis par la Constitution des étrangers et des minorités en général, un nombre important d'adolescents américains manifestaient un manque d'engagement en faveur des valeurs démocratiques. Des recherches ont également montré un manque considérable de capacité de prise de décision des élèves. Westin et ses collègues du *Center for Research and Education in American Liberties* ont mené une étude auprès de près de 7 000 élèves finissants de la grande région de New York et de Philadelphie.

démocratique. Dans la majorité des écoles américaines, les objectifs déclarés des écoles concernant les idéaux démocratiques sont incompatibles avec la manière dont les écoles sont réellement organisées et gérées. Dans l'ensemble, elles accentuent plus la docilité et la conformité que la pensée critique, la stricte adhésion aux déclarations faisant autorité, par opposition aux problèmes socio-politiques urgents, et la stricte obéissance aux règles par opposition à la nécessité et à l'objectif des règles.

Les enseignants du primaire insistent sur l'importance de l'autorité, de l'obéissance aux lois et de la conformité aux règlements de l'école et ont ignoré l'importance d'une participation démocratique active.<sup>144</sup> Silberman dans une étude récemment terminée a conclu : *Loin d'aider les élèves à devenir des individus matures, autonomes et motivés, les écoles semblent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir les jeunes dans un Etat de dépendance chronique presque infantile. L'atmosphère de méfiance omniprésente, associée à des règles couvrant les aspects les plus minutieux de l'existence, enseigne chaque jour aux étudiants qu'ils n'ont aucune valeur et ne sont certainement pas des gens capables de réguler leur propre comportement.*<sup>145</sup>

Une étude de contenu de 400 travaux sur les relations entre le curriculum et les orientations démocratiques des étudiants, révèle que *le système éducatif américain n'est pas le bastion de la démocratie, il est étiqueté dans l'idéologie nationale. Les valeurs et les mythes culturels d'égalité et d'opportunité sont mémorisés et*

*les problèmes ordinaires d'un système représentatif sont analysés. Les élections et le vote passent. Partout, le pouvoir du drapeau et la photo du président protègent symboliquement l'école et les stigmates de la démocratie sont exposés de manière rituelle. Pourtant, la structure politique et sociale de nos écoles n'est pas démocratique et plusieurs diplômés de ces institutions socialisantes commencent à prendre conscience de la classe et la différence, avec un manque constant de confiance en la capacité de leurs camarades de se gouverner ou de gouverner le pays.*<sup>146</sup> Westin a résumé ainsi les résultats de son étude auprès de près de 7 000 lycéens: une grande majorité des étudiants se sentent régulièrement soumis à des décisions non démocratiques, des actions unilatérales de la part d'enseignants et d'administrateurs qui nient les droits fondamentaux des gens à l'égalité, à la dissidence ou à une procédure régulière, et aux membres d'une institution de prendre une part significative dans son processus de régulation. Les élèves font Etat de niveaux accrus d'insatisfaction, de tension, de frustration et de colère envers l'école. Une majorité de ces élèves perçoivent leurs écoles comme des institutions non démocratiques.<sup>147</sup>

Le CPCE a conclu à une combinaison de l'organisation sociopolitique des écoles et du programme de formation qui crée une situation où la théorie démocratique a été si dissociée de la pratique que les élèves sont sceptiques envers les deux et incapables de développer une solide compréhension des compétences nécessaires pour une participation significative

<sup>144</sup> R. Hess et J. Torney, *The Development of Political Attitudes in Children*, New York, Anchor Books, 1968, 2-48.

<sup>145</sup> Charles Silberman, *Crisis in the Classroom*, New York, Random House, 1970, p. 134.

<sup>146</sup> E.L. Simpson, *Democracy's Stepchildren*, San Francisco, Jossey-Bass Inc., 1971, p. 2.

<sup>147</sup> A. Westin et D. Murphy, *Civic Education in A Crisis Age: An Alternative to Revolution and Repression*, mimeographed, 1970, 2-3.

à la vie politique de la société. Il a été mis en place une stratégie pour améliorer la formation en science politique au secondaire.

Pour pallier l'isolement mutuel, APSA trouve la solution dans une implication active de la profession dans des activités de recherche, de développement et de service dans les écoles primaires et secondaires, et la mobilisation plus efficace des ressources humaines et intellectuelles de la discipline en appui de ces activités. Le CPCE et le PSEP apportent un soutien institutionnel et culturel à des activités de recherche, de service et de développement; les deux créent un réseau de liens de collaboration avec d'autres institutions et groupes participant à la réforme de l'éducation; instituent des programmes coordonnés de recherche, de développement et de services qui modifie les programmes d'études, la formation des enseignants, et l'organisation sociale et la culture des écoles. Ils ont établi une stratégie tripartite : un ensemble d'actions qui développe un système de soutien à la participation des politologues à l'éducation scolaire; un ensemble d'actions qui développe un réseau de relations de collaboration avec d'autres groupes et organisations; et des programmes qui accompagnent le changement dans les écoles.

Au niveau du premier point, APSA instaure un réseau de centres universitaires qui veille à la production de matériels didactiques actualisés et spécialisés, offre de consultants rompus et compétents, assure le suivi et la coordination de la recherche, crée et assure les relations globales à long terme avec des écoles et systèmes scolaires et développe des programmes interdisciplinaires. Le CPCE a pris plusieurs mesures. Outre des centres universitaires existant à UCLA, Colorado, Denver, Indiana, Columbia et Tufts, il a fait créer de nouveaux à Northwestern, Southern et Howard. Il a

également renforcé les bases institutionnelles et les programmes des centres existants par des appuis financiers. Le CPCE facilite la croissance d'un réseau de communication entre les divers centres universitaires par des rencontres régulières entre le personnel des centres et les membres du CPCE et du PSEP. Plusieurs centres de recherche, de développement et de services universitaires de deux types ont été créés : ceux ayant de vastes intérêts en études sociales (*Social Studies Development Center*, Indiana; et *Social Science Education Consortium*, Colorado et Tufts) et des centres spécialisés (*Committee on Civic Education*, UCLA; *Center for Teaching International Relations*, Denver; *Civic Education Center*, Southern; *Center for Research and Education in American Liberties*, Columbia; *Center for Inner-City Political Education*, Howard; *Center in Elementary Social Science Education*, Northwestern).

APSA a créé un groupe de départements de science politique ayant un intérêt et un engagement particuliers dans la formation améliorée des enseignants. Des activités ont été engagées : la coordination de programmes spéciaux de formation continue à UCLA, Colorado, Denver, Indiana, Columbia et au Federal City College; incitation et soutien au développement de nouveaux cours pour les enseignants; un répertoire de participants à la formation particulière des enseignants qui comprend les politologues instructeurs, superviseurs des futurs enseignants de science politique, enseignants des cours spéciaux ou des sections de cours surtout conçus pour les enseignants et dirigeants ou enseignants des ateliers et instituts d'été pour enseignants; identification et acquisition de matériels de formation pour enseignants; identification des départements de politique qui gèrent des programmes spéciaux de formation des enseignants et des *chairmen* disposés à

voir de tels programmes mis en place par leurs départements.

APSA fait aussi développer une sous-culture de politologues professionnellement impliqués dans l'éducation scolaire. Elle a d'abord identifié les politologues intéressés par l'éducation pré-universitaire; puis elle a écrit aux directeurs des programmes leur demandant d'indiquer les politistes impliqués dans leurs programmes; écrit à des politologues connus pour avoir participé à l'éducation pré-collégiale dans le passé (comme par exemple, les directeurs d'instituts d'été de la NOEA), leur demandant de faire rapport sur leurs activités et intérêts actuels; adressé deux questionnaires à la profession, aux *chairmen* de 924 départements de science politique et un autre questionnaire à 6 900 membres individuels de la profession afin de déterminer les politologues enseignants des cours sur la socialisation politique et ou la politique de l'éducation, faisant des recherches sur la socialisation politique et / ou la politique de l'éducation; consulter les écoles ou les systèmes scolaires; collaborer ou enseigner dans des écoles; cours dans des instituts et ou ateliers spécialement conçus pour les enseignants; élaboré du matériel didactique; et en particulier intéressés par des aspects de la recherche, du développement ou de services en éducation. Enfin, le CPCE a établi un mécanisme permettant à la profession de jouer un rôle de chef de file national concernant son implication dans l'éducation pré-universitaire et en fournissant à son tour l'aide nécessaire en personnel. Ce mécanisme se solde par la création d'une division permanente des affaires éducatives au sein de l'APSA.

Une seconde composante de la stratégie du CPCE a été de développer un réseau de relations de travail collaboratives avec d'autres

groupes, organisations et disciplines engagés dans des efforts de réforme de l'éducation. A cet effet, APSA organise des panels avec le *National Council for the Social Studies* lors de ses réunions, parraine avec le *Social Science Education Consortium* la présentation continue de nouveaux matériels didactiques; élabore, en coopération avec le *Social Science Education Consortium* et *ERIC Clearinghouse in Social Science/Social Studies Education*, des guides pour les nouveaux matériels didactiques publiés conjointement par les trois organisations; produit, avec *International Studies Association*, des livres sur l'éducation à la politique internationale, dont l'un traite du cas dans les écoles primaires et secondaires; initie des rencontres de fond avec les représentants de l'*American Bar Association* concernant la collaboration entre les deux groupes. Le CPCE et le PSEP ont parrainé une réunion des membres du Conseil des spécialistes des sciences sociales et ont ensuite eu des entretiens avec des superviseurs; communique régulièrement avec le personnel du projet de formation en histoire; échange avec des sociologues, des anthropologues, des économistes et des géographes participant à la formation des enseignants et à l'élaboration des programmes; collabore à des projets communs avec *Afro-American Institute*, *World Law Fund*, *Centre for War / Peace Studies* et *Foreign Policy Association*; rencontre de groupes d'enseignants et d'élèves et discute de leurs perceptions et attitudes à l'égard de l'éducation politique dans les écoles secondaires; le CPCE et le PSEP adhèrent à d'autres organisations et groupes d'intérêt comme *Board of Directors du NCSS*, *Social Science Education Consortium* et *National Advisory Committee of the ERIC Clearinghouse in Social Science/Social Studies*

*Education.* De plus, APSA a développé de nouveaux programmes éducatifs.

Le développement d'un système de soutien interne au sein de la discipline et celui de relations de collaboration entre la profession et les autres personnes impliquées dans l'éducation pré-universitaire et un ensemble d'activités et de programmes subséquent sont trois éléments essentiels d'une stratégie qui modifie l'éducation à la politique dans les écoles. La stratégie comprend quatre éléments : définition des intérêts de la discipline en éducation pré-universitaire, qui indique la portée, les objectifs et les types d'activités programmatiques nécessaires pour effectuer des changements en formation pré-universitaire en science politique; un ensemble d'images des objectifs ou des résultats souhaités de la participation de la profession à l'éducation pré-universitaire; un ensemble de projets et d'activités qui servent à la fois à promouvoir les intérêts de la discipline et à alimenter des programmes à long terme; et un ensemble de programmes à long terme conçus pour promouvoir les intérêts et les objectifs de la discipline dans la formation à la politique au pré-universitaire.

Traditionnellement, les programmes d'études sociales élémentaires allient rituel patriotique, études superficielles de familles, de quartiers et villes et introduction à l'étude de la géographie et de l'histoire. La science politique en tant que discipline n'a pas été représentée dans le programme élémentaire, en ce sens qu'elle est représentée dans les cours d'instruction civique, de gouvernement et de problèmes de niveau secondaire de la démocratie. De plus, les enfants d'âge élémentaire sont une *race humaine* différente des étudiants des universités avec lesquels les politologues sont les plus familiers.

Pour ces raisons, entre autres, il existe une certaine tendance et tentation à considérer les cours secondaires comme la principale sphère d'intérêt de la discipline. APSA argue que la modification substantielle de l'éducation politique des pré-adultes passe par l'implication soutenue de la profession dans l'éducation sociale au pré-universitaire. Des travaux sur la socialisation politique suggèrent que la grande partie de l'apprentissage politique a lieu avant l'époque où les élèves sont initiés à des cours officiels sur la politique et le gouvernement dans les lycées et collèges.

Les écoles sont des institutions totalisantes qui intéressent manifestement la science politique non seulement pour la qualité du matériel didactique pour enseigner la politique et le gouvernement, mais également et surtout parce que l'enseignement de la science politique aux enfants et adolescents s'inscrit dans le contexte institutionnel qui inclut les caractéristiques et le comportement des enseignants, l'organisation sociale et la culture des écoles. Dès lors, le CPCE estime du ressort de la profession d'élaborer des politiques modifiant les programmes d'études, la formation des enseignants, l'organisation sociale et la culture des écoles.

La science politique s'intéresse à la recherche fondamentale en apprentissage politique des enfants, à la politique de l'éducation, au développement de nouveaux matériels didactiques, de nouveaux modes de formation des enseignants et de nouvelles formes d'organisation scolaire, de culture et de gouvernance et aux activités de service en éducation, comme la diffusion de nouveaux produits, la fourniture de programmes spéciaux pour les enseignants et la création de relations consultatives avec les écoles.

Somme toute, le CPCE estime que l'intérêt de la discipline pour la formation préuniversitaire va de la maternelle au secondaire; intègre la formation des enseignants, l'élaboration de programmes, l'organisation sociale et la culture des écoles; et englobe un intérêt pour la recherche, le développement et les activités de service.

APSA définit l'intérêt de la discipline à long terme indiquant la gamme, les types et domaines d'activités et de projets programmatiques de la profession de science politique. Les intérêts à long termes de ces activités sont: un changement de programme, la formation des enseignants et une réorganisation sociale et de la culture des écoles.

Les écoles ne sont pas simplement des lieux de l'environnement social où les enfants interagissent avec du matériel pédagogique et des enseignants. Ce sont des institutions sociales qui occupent un espace physique et dotées d'une structure, d'une culture et d'un modèle de gouvernance. Puisqu'il semble y avoir de nombreuses caractéristiques des écoles en tant que sites physiques et, plus important, en tant que systèmes politiques socioculturels servant à inciter ou décourager l'apprentissage social souhaité, APSA juge avisé de s'intéresser aux écoles en tant que des institutions. Le CPCE recommande alors que la profession collabore avec des éducateurs et d'autres spécialistes des sciences sociales afin de développer une sociologie politique du changement éducatif et des modes alternatifs d'organisation et de gouvernance des institutions d'enseignement pouvant fournir aux décideurs des modèles conceptuels alternatifs de l'organisation sociale, de la culture et de la gouvernance des écoles, ainsi que des données empiriques sur l'impact de l'apprentissage humain de différents types d'écoles.

La réalisation de ces objectifs nécessite un ensemble d'activités associant la planification et le développement de programmes à long terme et à grande échelle à un groupe de projets et d'activités qui traduisent ensemble les préoccupations en une action concrète et immédiate. Au cours de l'année 1971, par exemple, le CEPC a coordonné, stimulé et soutenu un grand nombre de ces activités et projets.

Les projets liés à la mise au point, la diffusion et l'utilisation de nouveaux matériels pédagogiques touchent *Michigan State University* où *Cleo Cherryholmes*, en collaboration avec d'autres, a préparé des documents traitant de la théorie de la science politique et du programme d'études sociales; à Colorado, Turner édite *Materials for Civics, Government, and Problems of Democracy: Political Science and the New Social Studies*, suivi d'un guide et une brève description des documents utiles produits par une quarantaine de projets de développement de programmes d'études en sciences sociales et son auteure a publié un inventaire détaillé et une description de matériels didactiques disponibles pour instruire au civisme, au gouvernement et aux problèmes de démocratie; à Denver, *Center for Teaching International Relations* a élaboré un inventaire du matériel didactique pour enseigner les relations internationales dans les collèges et les lycées; à Northwestern, Roger Berg élabore un inventaire du matériel pédagogique élémentaire des sciences sociales; Thomas Popkewitz, formateur en éducation élémentaire à Wisconsin et William Flemming de New York ont réalisé une étude sur la science politique dans les programmes de formation primaire; David Minar, Richard Johnson, Anne Heinz et Lee Anderson ont travaillé au développement de matériels didactiques de sciences sociales. De

plus, Northwestern, Southern, Denver et Howard ont établi de nouveaux centres de documentation sur le curriculum en sciences sociales élémentaires, en études sur les Noirs, en relations internationales et en matériels pédagogiques pour les écoles des quartiers défavorisés.

Relativement à la formation des enseignants, APSA institue à Denver – via Maurice East et ses associés une série d’ateliers sur les relations internationales au profit des enseignants du secondaire en sciences sociales. Un service de distribution de matériels pédagogiques a été également mis à la disposition des enseignants et un cours spécial de relations internationales leur est offert. A Colorado – le département de science politique a collaboré avec le SSEC à l’organisation des ateliers d’une semaine au profit des superviseurs en études sociales pour faciliter la diffusion de nouveaux matériaux en enseignement de science politique. A UCLA, le groupe de Richard Longaker organise des ateliers dans les Etats de l’ouest américain axés sur de nouveaux matériaux et stratégies pour l’enseignement des processus et procédures démocratiques dans les écoles élémentaires et secondaires. Au *Federal City College*, Maurice Woodard et ses associés organisent une série d’ateliers en science politique pour les enseignants dans les écoles du centre-ville de Washington. A Arizona, Peter Goudinoff développe un programme spécial de politique américaine pour les futurs enseignants en sciences sociales. Northwestern établit *Social Science and Elementary Schools*, un nouveau cours destiné aux futurs enseignants du primaire. Le volet *field experience* du cours a été mis à l’essai dans une école élémentaire de Chicago.

A Southern, le groupe Prestage-Smith développe de nouveaux cours sur les Noirs et l’apprentissage politique des enfants. A Illinois, Chicago Campus, Heinz a mis au point un nouveau cours en éducation urbaine et organise un séminaire sur l’éducation politique à l’intention des futurs enseignants du *College of Education*. A Indiana, Mueller a enseigné les problèmes sociaux spécialement conçus pour les enseignants en sciences sociales.

Au niveau des projets liés à l’organisation sociale et à la culture des écoles : Columbia – Alan Westin et son équipe ont organisé des ateliers dans les écoles de New York réunissant des enseignants, administrateurs, étudiants et des représentants de la communauté qui définissent de nouveaux modèles d’organisation scolaire et de gouvernance scolaire prévoyant une plus large participation des élèves et de la communauté à la prise de décision scolaire. Indiana – des professeurs d’études sociales expérimentés ont suivi pendant un an un programme de formation spécial en *field agents*, après quoi ils retournent dans leurs écoles pour organiser des ateliers et consulter les enseignants sur l’utilisation du nouveau matériel d’études sociales. Illinois/Northwestern – Des politologues travaillent à accroître la participation des parents et des élèves à la prise de décision.

Pendant un quart de siècle, après 1971, APSA a observé le silence sur la question de l’éducation au gouvernement et à la politique. Certains ont tenté d’attirer son attention sur l’amélioration de l’éducation à la citoyenneté dans les écoles. Elle a même refusé de participer à *America 2000*.<sup>148</sup> La longue accalmie a été interrompue en 1996 par la présidente Elinor Ostrom, qui a

<sup>148</sup> Voir M.A. Hepburn, “Bridging political science and political education in the schools”, *Teaching Political Science*, 2/3, 1975, 345-352; S. Mann, S. Political scientists

examine civics standards: Introduction. *PS: Political Science and Politics*, 29/1, 1996, 47-49.

alors proposé au Conseil une *Task Force* on Civic Education for the Next Century. Elle argue que l'engagement civique était tombé, l'efficacité politique des citoyens a baissé et que la participation des citoyens au processus politique a chuté.<sup>149</sup> Ostrom se plaint que les écoles présentent aux élèves un *modèle de citoyenneté en carton* accentuant un peu l'enseignement de compétences en recherche et organisation.<sup>150</sup> Elinor Ostrom, prix Nobel en 2009, comptait parmi elles six femmes. En 1997, elle publie *Statement of Purpose of the American Political Science Association Task Force on Citizenship Education* qui identifiait le problème de l'apathie civique des citoyens américains, offrait une explication et proposait les étapes à suivre. Un groupe s'engagerait à promouvoir l'engagement civique par le biais de l'éducation à la citoyenneté.<sup>151</sup>

En définitive, les fondateurs de l'APSA ont pris conscience de leur rôle en tant que partie de la société civile dans la réalisation de la raison d'Etat. Ils ne se sont pas accommodés de la gouvernance existante qui souffrait des mêmes maux que les Etats de l'UEMOA de nos jours. Les politologues américains se sont organisés en association savante, ce qui leur a permis d'abord de révéler au grand jour le régime défini dans la Constitution américaine, les institutions qui enchâssent ce régime et les comportements de la *governing authority*. La rhétorique scientifique a permis de prendre le peuple pour juge en lui montrant les écarts de

comportement et d'attitudes entre les idéaux de la démocratie et la performance réelle des gouvernements et des forces sociales. Parallèlement, APSA s'est engagée dans la formation des forces sociales de production en faisant de la fixation sur les élèves des écoles primaires et secondaires. La coopération avec les différentes associations impliquées dans l'éducation à la citoyenneté ainsi que des structures gouvernementales et associatives ne permettent pas de conclure à une simple conscience de classe ou corporatiste. En décalant l'étude et la formation en science politique vers la démocratie, la conscience corporatiste ayant marqué les premiers moments de la création de l'APSA passe progressivement à la conscience hégémonique, de produire une contre-hégémonie dans la société civile en investissant dans l'éducation scolaire.<sup>152</sup>

La grande question est la transférabilité de cette expérience. Cette étude a essayé de montrer que la société de marché américaine qui serait le produit d'une exception mondiale est un mythe qui ne rend pas justice aux actions consciencieuses des organisations de la société civile. Pour voir à la transférabilité de cette expérience de l'APSA, il importe de revenir sur la spécificité de la science politique dans la galaxie des disciplines universitaires. La réflexion de Macridis sur le focus de la politique comparée est assimilable en grande partie au focus du champ de la science politique.

<sup>149</sup> APSA 1996. Le terme *engagement civique* a été emprunté à R.D. Putnam, "Bowling Alone: America's Declining Social Capital", *Journal of Democracy*, 6/1, 1995, 65-78.

<sup>150</sup> APSA 1996, p.756.

<sup>151</sup> APSA 1997, p. 745.

<sup>152</sup> Voir par exemple E. Berndtson "The Rise and Fall of American Political Science: Personalities, Quotations, Speculations", *International Political Science Review*, 8/1, 1987, 85-100. Pour cet analyste, toute la science

politique est une science de la démocratie. Berndtson divise en quatre phases l'évolution de la recherche en science politique" la phase de formation de la démocratie représentative va de 1880 à 1920; émergent ensuite les problèmes de la démocratie représentative à partir de 1900 à 1940; la science politique s'est focalisé sur la démocratie pluraliste comme la solution de 1920 à 1965; enfin la science politique depuis 1945 la crise de la démocratie pluraliste préoccupe la profession.



La science politique concerne l'Etat, ce qui est attendu de l'Etat et ce que ne veulent pas le voir faire ses citoyens. La première priorité concerne l'Etat dépouillé de tout ornement métaphysique; i.e. toutes les structures et organisations qui prennent des décisions et résolvent des conflits : administration publique, pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire, sociétés d'Etat ou parapubliques et toutes agences appelées à résoudre les différends et prendre des décisions. La question la plus pertinente ici n'est pas celle que suggère Easton, i.e. une théorie des problèmes potentiels et des situations difficiles probables en particulier lorsque la théorie est présentée à un très haut niveau de généralisation,<sup>153</sup> mais d'étudier la préparation de l'Etat à discerner les problèmes potentiels ou les situations délicates pouvant être théorisés.

La seconde priorité – étude de l'organisation et de la performance de l'Etat et de toutes ses agences; la portée de leur prise de décision; les attitudes des individus qui assument dans leurs structures le rôle d'informer, d'étudier, de consulter et de décider; et les principaux intérêts servis. Peu d'études sont consacrées à l'Etat en tant qu'agence de délibération, d'identification et de résolution de problèmes. Les études des institutions de l'Etat en UEMOA sont rares. Rien d'étonnant au désespoir d'étudier le processus de développement autrement que par *institutionnalisation*, c'est-à-dire la mise en place d'institutions dotées d'une autorité et d'une légitimité telles que l'Etat et le parti.<sup>154</sup> La troisième priorité est l'étude des attitudes politiques – *culture civique* ou *structure des*

*normes et des croyances*.<sup>155</sup> Les phénomènes à étudier consistent en les croyances, les normes et les orientations relatives à l'Etat (autorité, champ d'action, légitimité, sens de la participation et implication). Il est nécessaire de pousser plus loin le lien entre *micro* et *macro* afin d'identifier des orientations politiques significatives. Cela ne peut être fait qu'en réintroduisant l'Etat et ses agences et les lier directement aux orientations politiques. Autrement dit, ce sont ces types de travaux qui aident au rapprochement entre la pratique gouvernementale et la *polity* ou montrent le fossé entre la *polity* constitutionnellement enchâssée et le comportement nuisible à la performance du gouvernement par rapport à la réalisation du régime.

Enfin, l'étude de l'infrastructure du monde politique : les attitudes et les idées; les institutions sociales, économiques et culturelles; les normes et valeurs qui prévalent dans une société nationale ou internationale. Il n'y a aucune raison de ne pas étudier l'éducation des enfants, les schémas de socialisation, le degré de concentration du pouvoir économique, l'identification des types de personnalité et de traits de caractère, les schémas de vie familiale, les petits groupes et associations privées, les attitudes religieuses etc. Il serait difficile de comprendre le rôle de l'armée française jusqu'à l'affaire Dreyfus sans rien savoir de l'éducation reçue dans les écoles jésuites. Mais dans ce cas, nous étudions l'éducation parce que nous commençons avec l'armée en tant que force politique qui opère au sein du gouvernement et de l'Etat. Les facteurs

<sup>153</sup> *A Systems Analysis of Political Life*, New York, 1955, spécialement Chs. 4, 14, and 15.

<sup>154</sup> Samuel P. Huntington, "Political Development and Political Decay," *World Politics*, XVII (April 1965), 386-430.

<sup>155</sup> Gabriel A. Almond and Sidney Verba, *The Civic Culture*, Boston, 1965; Samuel H. Beer et Adam B. Ulam, eds. *Patterns of Government*, 2e ed., New York, 1962, Introduction par Samuel H. Beer.

contextuels sont approfondis pour expliquer un phénomène politique manifeste.

En considérant notre discipline comme un art et limitant ses objectifs à des généralisations inductives sur la politique, c'est-à-dire un répertoire de l'expérience accumulée, alors émergent deux ou trois impératifs de recherche acceptable au besoin de parcimonie : étudier les praticiens de l'art, les dirigeants politiques qui occupent des fonctions et, plus généralement, les élites dirigeantes qui aspirent au pouvoir ou possèdent le pouvoir politique; étudier les structures, organisations et mécanismes par lesquels les élites acquièrent le pouvoir politique et l'exercent, c'est-à-dire les partis et autres associations politiques; nous préoccuper des institutions gouvernementales par lesquelles les demandes sont acheminées ou, tout aussi souvent, par lesquelles elles sont générées. Ces impératifs n'épuisent pas notre tâche immédiate, mais nous donnent un point de départ.

En étudiant les élites gouvernementales et les institutions par lesquelles elles acquièrent et exercent le pouvoir, le politologue considère l'art du gouvernement comme une activité de résolution de problèmes et orientée vers un objectif. Ce genre d'activité caractérise tout art. Le gouvernement a pour tâche d'identifier les problèmes (ou de les anticiper) et de proposer des solutions. Notre profession consiste constamment à nous demander si l'art est bien exécuté. Qui au sein du gouvernement écoute, qui prévoit, qui conseille et suggère la politique? Quelles sont les compétences des praticiens et quelles sont leurs capacités objectives? Enfin, quel est l'impact d'une

décision sur le problème ou la situation difficile qu'elle était conçue pour atténuer ou éliminer? Comme le soutient Merriam, *Government, after all, is not made up merely of documents containing laws and rules, or of structures of a particular form, but is fundamentally based upon patterns of action in types of situations. The political artist is entirely familiar with many of these patterns and develops a form of control based on them.*<sup>156</sup> Tout gouvernement doit non seulement examiner les conditions qui semblent indiquer les limites de la liberté et du choix, mais également doit toujours demander "ce qu'il a" et être en mesure d'évaluer ce qu'il veut. Il s'agit de réintroduire en tant que parties intégrantes de notre discipline les performances et les choix de l'Etat et les institutions à travers lesquelles ils sont mis en œuvre. A travers l'étude des institutions gouvernementales et des élites politiques, nous nous intéresserons aux problèmes fondamentaux de la politique. Les symptômes et indicateurs de tous phénomènes politiques ubiquitaires – révolution, autorité et stabilité, légitimité, participation – sont inscrites dans la composition, l'organisation et la performance du gouvernement. La politique comparée étudie les politiques suivies par différents gouvernements dans divers systèmes politiques, afin de mettre en évidence les conditions de performance ou de non-performance, selon le cas. L'une des tâches essentielles de la science politique n'est pas d'étudier tous les facteurs d'intégration, mais d'identifier les problèmes susceptibles de mener à un conflit. **Conflits politiques-décisions-conséquences, c'est le cœur de la vie politique.** Les problèmes et les questions de la planification économique, la dégradation des institutions

<sup>156</sup> Charles E. Merriam, "Progress in Political Research", *American Political Science Review*, 20/1, 1926, p. 7.

représentatives créées au XIXe siècle, l'impact de l'augmentation de la population sur les libertés individuelles ou la *grandeur* sur le citoyen individuel en tant que membre participant du corps politique, le maniement des nouveaux instruments de violence et la croissance du pouvoir et du statut de ceux qui les commandent, les militaires sont les problèmes fondamentaux qui nous touchent. Notre vocation est d'expliquer, de comprendre, de signaler les dangers et de tirer des expériences accumulées des suggestions et des avertissements.

Enfin, nous devons être préparés à la lumière de l'expérience que nous avons étudiée et accumulée pour avancer et proposer des politiques. Nous restons au niveau de l'identification et de la résolution des problèmes et proposons des solutions aux décideurs. Plus nos suggestions sont neutres, meilleures seront les expériences politiques, plus elles seront vraisemblablement plausibles.<sup>157</sup> Notre plus grande tâche en éducation de la prochaine génération de dirigeants africains est de transmettre au-delà des compétences, les valeurs du libéralisme et de la démocratie.

---

<sup>157</sup> R.C. Macridis, 1968, op. cit.